

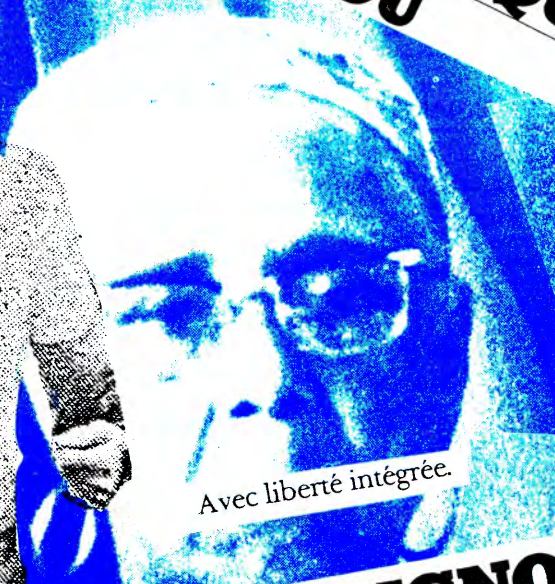
MAI - JUIN 84 - 12 FRANCS

"Si tu tombes,
tu te relèves en
morceaux..."

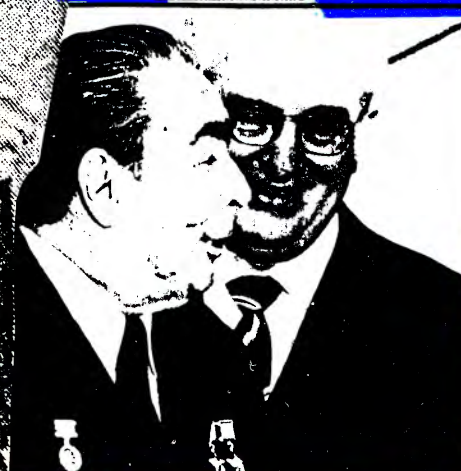
LE PASSAGE A L'ISOLOIR EST OBLIGATOIRE



«ORANGE MÉCANIQUE» A MOSCOU



LES CHAMPIGNONS DE REAGAN



Si tu ne m'aimes pas, je t'aime.
Et si je t'aime, prends garde à toi...



Là encore, laissons parler les faits...

L - 1501 - 55 - 12 F

Directeur de publication:
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par
Les Ateliers d'Impression Presse
Nouvelle (AIPN), 48 rue Burdeau
69001 LYON

Rédaction et administration:
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL-Rédaction Parisienne:
c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse
75005 PARIS

IRL-Poitiers:
c/o CRIC BP 227 86006 POITIERS
CEDEX

Conception graphique et réalisation:
IRL-Atelier de Création Libertaire

ABONNEMENT

5 numéros (1 an) : 60 F
10 numéros (2 ans) : 110 F
De soutien (2 ans) : 150 F
Diffusion militante (5 exemplaires
pendant 1 an) : 250 F
(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:
IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTE: Le numéro qui figure en
haut et à droite de votre adresse
sur l'enveloppe d'expédition est le
numéro du dernier IRL que vous
devriez recevoir. Nous vous deman-
dons de bien vouloir vous réabonner
dès que votre abonnement arrive à
échéance.

S O M M A I R E

Page 3
ILS ARRETTENT!...

Pages 5 à 6
TOUT CE QUE VOUS AVEZ VOULU SAVOIR SUR LES ANARS...

Pages 7 à 11
USA: LA POLITIQUE MILITAIRE DE REAGAN AU SERVICE DE L'IMPERIALISME

Pages 12 à 15
URSS: LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE

Pages 16 à 18
CHINE: LA CONTRE-REVOLUTION BUREAUCRATIQUE

Pages 19 à 21
MALVILLE: TOUJOURS CONTRE!

Pages 22 et 23
LA BIOFORCE

Page 24
GENEVE: LE DISPENSAIRE DES FEMMES

Page 25
LE SORT DES IDEES

Page 26 et 27
SOCIALISME ET INDIANITE

Pages 28 à 30
AVIS DE LECTURE

Pages 31 à 34
PROUDHON: MISERE D'UN OUBLI

Page 35
C'EST NOUS LES CANUTS

VERITE BOUCHE LECTEURS

nécessairement le respect de l'ordre établi et de ses chefs; que l'on se trouve pour autant aux antipodes d'une parole libre, voire libertaire.

A propos des anarchistes espagnols, c'est vrai que l'on peut être pauvre et libertaire, même si actuellement on n'en trouve pas souvent démonstration dans le tiers monde.

La revue est pas mal. Petite critique: trop de sujets de fond, pas assez de sujets d'actualité.

Pas le temps de faire de longs commentaires. Beaucoup de choses intéressantes dans votre canard qui est bien foutu au niveau de la maquette, ce qui ne gâche rien. Par contre c'est un peu nombriliste: l'anarchie c'est ce qu'il y a de mieux mais y'a pas que ça non plus... Egalement le fait que certains articles de fond commencent sur les chapeaux de roue avec plein d'idées originales et se finissent en queue de poisson. Mais bon on en est tous plus ou moins là, n's'pas? Bonne continuation.

LUC M. (PROV)

(...) J'apprécie toujours vos efforts de réflexion théorique même si, je le dis franchement, certains articles me laissent sur ma faim (cf le «Tout ce que vous avez voulu...» du n. 54... Quel titre pour le contenu?!) ou pataugeant sérieusement dans la semoule (article du groupe (?) Benevento).

(...) Vos contacts avec Courant Alternatif sont très intéressants mais que de précautions oratoires pour annoncer un échange d'adresses

(mais c'est vrai: votre souci de l'éthique est à votre actif) ou pour exorciser toute idée de fusion éventuelle. En tant qu'abonné d'IRL et que lecteur ponctuel de CA, je dis: pourquoi pas une fusion?

(...) Pour moi, tout renforcement des liens entre libertaires ne peut être que positif et, justement dans ce cas, les idées théoriques de l'une et de l'autre revue ne pourraient que s'en renforcer! Je sais, il y a toujours les craintes organisationnelles, les mesquineries locales, les susceptibilités à épargner. Je sais ce qui peut séparer, par exemple, la Fédération Anarchiste de l'OCL qui édite CA, je sais aussi ce qui les unit, ce qui peut les rapprocher. Qu'avons-nous à y perdre?... Ce n'est rien par rapport à ce qu'on peut y gagner aujourd'hui face à la faillite totale de la social-démocratie du PS, l'intégration progressive du PC, la remise en cause du marxisme et de ses rejets partidaires, l'inutilité des groupuscules gauchistes, la perversion de la tentative terroriste... Par contre, le jour où la société bougera (et ce jour n'est peut-être pas si loin), il faudra être costaud pour résister à la récupération communiste, le deuxième fer au feu «révolutionnaire» gardé par le PC... Je ne parle pas boutique, je parle anarchie... Aucune organisation n'est idéale, la FA non plus mais les différences, les autonomies y sont la matrice. Le jour où nous pourrons compter sur un même réseau de contacts, d'expression-communication (presse, éditions, tirages, radios, etc...) efficace, solide, pratique, peu coûteux (que l'on songe à l'éparpillement du fric des libertaires pour acheter «X» imprimeries au lieu de 3 ou 4!!!), là nous cesserons d'avoir l'impression de «ramer».

Philippe P. (Saint Etienne)

«Ils arrêtent!...»

Après dix ans de fructueuse collaboration, nous avons le regret de vous annoncer le «décès» des A.I.P.N. Ce sigle, à première vue, ne vous dit peut-être rien du tout. Pour nous, les Ateliers d'Impression Presse Nouvelle ont été, ces dix dernières années, non seulement nos imprimeurs de toujours (d'abord sous le nom d'I.P.N.), mais aussi nos amis, camarades, conseillers techniques, etc...

Il faudrait expliquer plus longuement les raisons de cette fermeture subite. Mais seuls les intéressés pourraient le faire convenablement. Dans ce quartier de la Croix-Rousse, «haut-lieu» d'expériences autogérées, voilà encore une coopérative qui s'arrête (après «les Tables rabattues», restaurant autogéré...). Est-ce la crise du militantisme? Est-ce une nouvelle vision des tâches auxquelles nous nous attelons? Est-ce simplement la fatigue et le manque de perspectives à long terme? Est-ce à cause de la décomposition de beaucoup de groupes actifs, témoins des années 70 qui portaient l'espoir sur le haut des pavés? Toutes ces questions et d'autres sans doute, restent posées...

Concrètement, nous devons aussi chercher une autre imprimerie (à quelles conditions?); nous devons aussi racheter la composphère avec laquelle nous composons déjà, à Lyon, une partie des articles. Cela nous facilitera la tâche en nous permettant de travailler quand nous le désirerons, mais nous coûtera de l'argent (environ 5000 francs). Ajoutons à cela environ 6300 francs qu'IRL doit à l'Atelier de Création libertaire, et ce numéro là à payer dans les plus brefs délais....

Il n'empêche. Nous revoilà avec un nouveau numéro, le 55ème. Ce n'est donc pas aujourd'hui que nous nous arrêterons. Nous avons encore des idées et des choses à dire et à faire. Nous sommes sûrs que des perspectives libertaires peuvent être encore ouvertes, que ce soit dans l'espace politique, social, culturel, ou dans le cœur des gens. Une société libertaire, des rapports quotidiens libertaires, de nouvelles initiatives plus ou moins fructueuses s'engagent tous les jours, et notre rôle pour les mois à venir sera d'y participer.

Mais, nous le répétons encore, à Lyon, l'équipe rédactionnelle n'est pas nombreuse (n'y-a-t-il donc pas dans la région des libertaires—anarchistes qui aient envie de participer à l'élaboration d'une revue) et cela posera des problèmes pour la fabrication (montage, composition, écriture, choix des textes, etc...). Heureusement qu'il y a la rédaction parisienne...

Plusieurs articles sont déjà prêts pour le numéro d'IRL qui couvrira l'été 84. Donc, pas de panique! Mais gardez en tête notre déficit et la demande que nous adressons à l'ensemble des lecteurs pour chercher des solutions aux problèmes rédactionnels à Lyon.

Nous vous invitons donc à venir nombreux à une réunion de travail sur IRL et ses problèmes, le **jeudi 17 mai à 20 heures 30, au 13 rue Pierre Blanc.**

IRL LYON

TOUT CE QUE VOUS AVEZ VOULU
SAVOIR SUR LES ANARS...

Dans le numéro 54 d'IRL, Vanina et Consort (copine et copain participant à notre rédaction parisienne) ont posé un certain nombre de questions sur le mouvement libertaire, sous le titre: « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les anars ». Nous commençons à publier ici les réponses que leur article a suscitées... et nous espérons que vous allez continuer à nous écrire à ce sujet.



Se comprendre d'abord

Le déluge de questions qui sont posées dans le numéro 54 d'IRL, mériterait des pages et des pages de réponses... On pourrait en poser d'autres... Existe-t-il un mythe du travail chez les anarchistes? La classe ouvrière est-elle « bénie »? L'Anarchisme est-il un marginalisme? L'Anarchisme a-t-il perdu la bataille depuis longtemps? Sommes-nous des utopistes?...

Pour moi, la question a été de savoir si parce qu'anarchiste, j'étais différent des autres; comme si l'anarchisme protégeait de différentes « tares »: jalousie, dogmatisme... En m'éloignant du militantisme, je me suis aperçu que je m'éloignais aussi du dogmatisme...

Il faut bien comprendre que l'anarchisme parce qu'idéologie, enferme l'individu dans un système de défense que chacun n'est pas à même de contrôler. Je me rappelle des tensions qui ont existées entre inorganisés et militants de la FA. à (illisible). Les premiers rejetant les organisations par crainte d'un militantisme « classique » (dépassé, ringard?...) et les seconds jouant aux stalinos-libertaires... (ne pas prendre n'importe qui dans le groupe, « initier » les nouveaux, ne pas se « compromettre » dans le soutien douteux de libertaires emprisonnés)... En fait, au delà de ces clivages, tout le monde militait pour la même chose, il me semble... Mais chacun défendait sa façon d'agir comme étant la seule efficace. Du « je paye pas mes cotises parce que je préfère acheter du shit » (que j'ai prôné un temps) au « vous nous aiderez en mourant sur les barricades », les différences de comportement ont toujours foisonné. Il y avait donc des « chapelles », avec chacune leur dogmatisme... Il y en a toujours, il me semble... En fait, pour moi, tout cela aboutit à un échec de

l'anarchie, parce que le mouvement anarchiste se comporte comme un autre mouvement politique. Non pas qu'il ne faille pas de tendances, de luttes... Mais que celles-ci ne se déroulent pas comme partout ailleurs: invectives, menaces physiques (on a le sang chaud ou on ne l'a pas), prédominance du « savoir militant »... C'est se placer à un niveau médiocre: le niveau de nos sociétés.

Faut-il réinventer le militantisme? Non. Il en existe dix mille façons. Par contre, et ça me paraît essentiel, il serait temps que les militantismes se respectent, se complètent, se coordonnent. D'ailleurs qu'est-ce qu'un militant? Toute personne qui agit pour l'anarchie est-elle un militant? Quelle est la frontière dans tout ça? Le mépris du militant est-il une « vertu » anarchiste?

On est anarchiste par ses idées mais aussi (et surtout) par ses actions. Les anarchistes n'aiment-ils pas trop les idées? Etre anarchiste, ce n'est pas seulement dire merde à la société. Ça, c'est facile et puis ça ne remet rien en cause si on n'agit pas en ce sens.

Il me semble que le mouvement anarchiste ne veut pas se donner la peine de réfléchir; politiquement, nous sommes archi-minoritaires. Nôtre rôle dans le syndicalisme moderne est pratiquement nul... mais les syndicats actuels n'ont plus aucune velléité révolutionnaire; la CNTF, même si elle se démène, reste à l'état embryonnaire.

Or, les organisations anarchistes sont des organisations politiques. Se donnent-elles le moyens de sortir du ghetto (« se sont les médias qui... »), ça c'est vrai, mais ça n'explique pas tout) et ne croient-elles pas en leur chance. Le mouvement est-il ambitieux? L'esprit libertaire se trimballe dans nos sociétés industrielles... « Les Français ont un côté anarchiste », les oies sauvages aussi!

Je veux dire par là qu'il est dérisoire (et lâche) d'attendre je ne sais quel grand soir miraculeux, ou catastrophe, qui déclancherait tout. Les anarchistes, avant toute chose, devraient se comprendre entre eux (non pas s'aimer) et accepter leurs différences de pratique. Ils devraient aussi essayer de comprendre les autres, « les cons qui vont voter ». En fait, ça m'a toujours rendu mal à l'aise cette fameuse phrase: « Elections piège à cons! ». Bien sûr, c'est un slogan. Mais le premier degré fonctionne trop facilement chez nous. Ce n'est pas parce que je suis anarchiste que je suis intelligent. Ai-je le droit de dire que je détiens la vérité? Le doute n'est-il pas le meilleur garant de notre liberté?

Tout cela pour dire que l'anarchisme, comme tout mouvement politique, comporte des dangers (dogmatisme) et que ce qui fera sa différence, ça sera sa capacité à l'éviter... C'est-à-dire que l'anarchisme, au dedans comme au dehors, doit avoir comme seule règle de conduite le respect des différences, des opinions et des comportements. La condamnation de toute violence gratuite est un préliminaire à tout cela. La volonté d'aller vers l'autre (dans son travail, dans sa famille, dans sa zone...) ne serait-ce que pour essayer de le comprendre, n'est pas à négliger.

Je ne parle pas ici d'un « apostolat », je dis seulement qu'il est bon d'être, parfois, sensible.

Eric, Clichy le 3 avril 1984

Cours camarade le vieux monde te rattrape

Dans les milieux libertaires, les rapports entre individus, et en particulier entre hommes et femmes, sont-ils différents de ceux qui existent dans le reste de la société?

Il est difficile de répondre à une telle question qui s'adresse à un mouvement, cela pose le problème de la validité de notre réponse. Militants

en dehors de grandes villes comme Paris, Lyon ou Toulouse où l'existence de milieux libertaires est une réalité, nos contacts avec les milieux libertaires sont par là clairsemés, éparés: un meeting à Paris, une réunion spécifiquement anar par-ci par-là, des copains et copines et quelques ami(e)s dans « le » milieu. Quelques observations donc: nous connaissons des camarades dont « l'activisme » posait problème à l'intérieur de leur groupe,

où s'arrêterait l'influence et où commençait le petit chef (le petit, pas la petite, d'ailleurs!) ? Et ainsi, des groupes qui éclatent ; plutôt pas de groupe que voir la naissance d'un chef ! Signe de santé anti-autoritaire ? Peut-être mais signe de faiblesse aussi ! On a vu des réunions où la voix des femmes avait du mal à se faire entendre, d'autres réunions où les mecs écoutaient dans un silence religieux une nana parler, et les deux attitudes sont à critiquer ; des réunions, enfin, où l'équilibre était manifeste. Et puis il y a aussi des meetings et des réunions où la communication s'appelle engueulade et parfois, rarement mais quand même, échange de coups. Il reste enfin l'intimité des couples où il est difficile, c'est bien connu, d'entrer, ce n'est pas parce que le mec fait la vaisselle ou la bouffe que c'est réellement significatif de rapports différents. Bref un panorama plutôt anodin certes mais qui justement parce qu'il est anodin montre nos faiblesses ; dans les questions de l'affectif « l'originalité » des anars se réduit à une peau de chagrin. Cours camarade, le vieux monde te rattrape ! Le vieux monde, et non pas le reste de la société, car nous sommes nombreux à partager les mêmes refus et les mêmes désirs, et ceci au delà des étiquettes rassurantes.

Dans notre société normative et coercitive, toute tentative de changer les rapports humains est-elle vouée à l'échec ? Totalemment ? En partie ?

À quoi ça sert que les révolutionnaires se décarcassent si on pouvait changer totalement les rapports humains à l'intérieur de cette société ? Plus sérieusement, disons que nous partons de si bas en ce qui concerne les rapports humains qu'il est quand même possible d'améliorer les choses ; un peu, sûrement, beaucoup, peut-être, passionnément, ça aide, à la folie, voir les HP où les piégés ne se comptent plus, pas du tout, voir les cimetières où les suicidés se ramassent à la pelle (à propos, le suicide chez les anars se porte bien, cela ne vous fait-il jamais frémir camarades-sûr-de-vous-et-de-l'anarchie-inaliénable ?). Allez hop, passons à autre chose pour mieux revenir sur le sujet.

Ne s'agit-il pas d'un problème secondaire qui trouvera sa solution le lendemain du Grand Soir ?

« Ne remets jamais au lendemain du Grand Soir ce que tu peux faire le jour même » (vieux adage anarchiste). Les problèmes de l'individu (et non pas directement des peuples et des classes) ne sont pas des problèmes

secondaires. Que les militants-curés retournent dans leur niche !

En fait, cette question a-t-elle encore un intérêt ? Les anars militant-ils encore en fonction du Grand Soir, allez ! Franchement ! A part quelques personnes ! C'est la question du militantisme et de nos aspirations révolutionnaires qui se pose. N'est-on pas entré dans une phase où la pratique révolutionnaire est moins un moyen d'atteindre la révolution qu'un moyen de ne pas être récupéré, un moyen de préserver un espace libre, un moyen de desserrer l'étau qui nous étouffe dans nos vies et dans nos aspirations à un changement radical ; plus simplement nous battons-nous pour demain (comme c'était le cas dans le vieux mouvement révolutionnaire) ou pour aujourd'hui ? Pour nous être révolutionnaire n'est pas, n'est plus, une question de stratégie (comment faire pour qu'une révolution se déclenche) mais plutôt une question de méthode (comment faire pour ne pas se laisser bouffer par la société). Ceci, évidemment, en France, en 1984, mais peut-être que demain il s'agira à nouveau de stratégie.

Dès lors que le Grand Soir soit possible ou non sans qu'un changement dans les mentalités ne soit engagé n'est pas, n'est plus, une question qui présente un intérêt. Il s'agit pour nous, de toute manière, de changer ici et maintenant nos propres mentalités, à travers notre comportement, nos choix de vie, notre militantisme anarchiste se nourrit de cela aussi car sinon il tournerait dans le vide.

Verrons-nous le Grand Soir ?

Il vaudrait mieux pour cela qu'il fasse grand jour ! Sinon quien sabe ?

Entre nos aspirations et nos blocages fruits d'une éducation répressive, comment vivons-nous nos contradictions ?

Mal... Car si les contradictions peuvent s'assumer intellectuellement les frustrations qui en découlent, elles, restent. Que dire de plus ? Si le fatalisme n'est pas acceptable, le volontarisme, lui, est insuffisant (ainsi, tu as beau avoir dépassé la jalousie, c'est la peur de rester seul, de ne plus être aimé qui te tient aux tripes). Quant à la psychanalyse, il faut savoir de qui on parle, si l'on parle des nouveaux flics et curés qui vous expliquent avec moult détails que de toute manière c'est rapé,

l'émancipation n'est pas possible, ou bien de recherches, qui pour insuffisantes qu'elles soient, sont autant d'armes contre cette société (W. Reich, G. Groddeck...).

Existe-t-il une autre démarche ? La cherchons-nous ?

L'absence ou la quasi-inexistence de démarche collective, tant au niveau du mouvement anar que du « reste de la société », quant aux problèmes des rapports inter-humains est d'abord le premier constat à faire, constat qui n'exclue pas par ailleurs, que cette démarche soit possible. L'absence ou la quasi-inexistence de communication, de débat, quant à ce qui concerne nos désirs, nos volontés et nos expériences de rapports différents est un deuxième constat en relation avec le premier. Et dès lors certains se rassurent : en l'absence de démarche collective (d'autres appellent cela mouvement social) il n'y a rien à dire ou si peu qu'on peut bien laisser tout ça en pâture aux intellectuels (l'imaginaire, l'utopie, le désir, etc...). À ce niveau de débilite, il faut savoir gueuler, dire ce qui intéresse actuellement bien des anars dans ces fameux mouvements sociaux c'est ce qui fait bander* le premier révolutionnaire venu : l'ouvrier, la lutte, la répression, la violence ; plus radical que moi tu meurs ! Exagération ? Pas si sûr ! Il s'agit de s'investir dans la réalité sociale, dit-on, très bien ! Mais cet investissement ne semble suivre que les vieux réflexes, Pavlov va bien, merci ! L'abandon souhaitable de la tour d'ivoire idéologique ne suffit pas à garantir une approche meilleure des conflits et des problèmes de la société. Cette approche se fait encore suivant de vieux critères. S'il est acquis qu'il n'y a pas de problèmes secondaires mais seulement, au niveau militant, des priorités, il nous faut encore définir clairement ces priorités. Pour nous le fait que nos rapports amoureux et d'amitiés sont toujours sous l'influence directe de l'ordre établi est aussi important que, par exemple, les restructurations.

Luc et Christine

(*) Le terme « bander » pour expliquer un peu pourquoi pour nombre de femmes toute option politique — anarchisme compris — est perçue comme une « affaire d'hommes ».

Autre sujet: les femmes

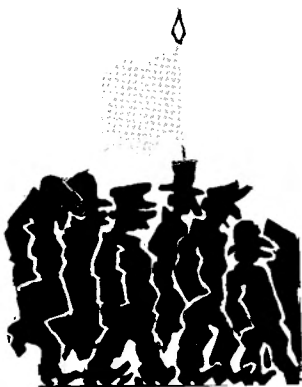
J'ai lu dans IRL n. 54 votre questionnaire. J'avoue qu'il ne m'agace pas. Je vais même y répondre.

D'abord quelques détails me concernant. J'ai 19 ans et je milite au sein de la Fédération Anarchiste de Nancy où je suis étudiant en médecine.

Votre questionnaire est intéressant mais trop complet pour que j'y réponde point par point. En ce qui concerne mai 1968, je pense qu'on ne peut être que

déçu mais il ne sert à rien de se renfermer dans la nostalgie.

Au sujet du Grand Soir, je ne pense pas qu'il soit possible sans un changement des mentalités, et là, on aura du boulot. La question de voir le Grand Soir n'est pas primordiale à mes yeux, ce qui compte c'est qu'on agisse de façon à préparer très efficacement un réel changement (pas de majorité). Une éventuelle révolution ne peut se faire que par étapes qui ne se détruisent pas les unes par rapport aux autres. Je trouve que rien que le fait de contribuer à l'élaboration d'une



presse libertaire et de sa diffusion est quelque chose de très positif.

Si on peut empêcher l'évolution actuelle de la société (militarisation, centralisation, abrutissements et aliénations en tout genre), c'est déjà beau. L'anarchie, et tout d'abord l'anarchisme, est une démarche constructive et ne doit pas relever de l'utopie.

Un autre sujet, celui des femmes. Je pense que si les femmes établissent un

lien entre le militantisme anarchiste et l'imprégnation hormonale, c'est qu'elle n'ont rien compris ou ne veulent pas comprendre ce qu'est l'anarchisme. Ceci dit, je pense que même en ne militant pas (pour raisons familiales surtout), nombreuses sont les femmes qui seraient moins réticentes au dialogue avec les anarchistes. (Fruits d'une expérience menée en milieu étudiant très bourgeois à Nancy).

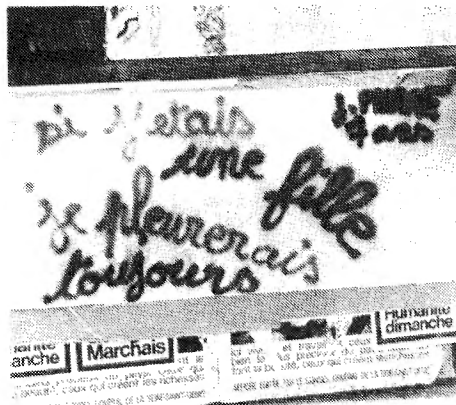
Bruno

Vous avez dit: "On progresse"

Scènes de la vie de boulot: «T'as vu ce cul? La nanaaaa, la devanture qu'elle se trimbale!...» «Allo, le secrétariat de M. Truc? Passez-moi M. Truc, enfin! Ah! Ce n'est pas le poste de M. Truc? Mais débrouillez-vous, passez-moi son poste, enfin! Comment, ce n'est pas le standard? Mais je le sais que ce n'est pas le standard! Mais quelle secrétaire est-ce donc? Passez-m... Ah! Vous n'êtes pas secrétaire?... Ah! C'est trop fort! Mais je travaille, MOI, Mâd'moisel!, je TRAVAILLE! Comment, vous aussi! C'est trop fort! On croirait pas, à voir!... Quoi! Je suis impoli! Et si vous étiez secrétaire, vous m'enverriez paître! Quoi! Mais!... (Merde! elle a raccroché: quelle conne! Suffit que ça ait un téléphone et ça se croit ingénieur!...)

Là, c'est de la présomption, mais c'est la suite logique, non? Bon, d'accord, il y en a des gentils, des sympas, mais ces derniers finissent par devenir rares! A titre d'information, le milieu d'informaticiens* dans lequel se déroulent ces scènes est composé pour beaucoup d'hommes et de quelques femmes, qui, souvent, ont «fait 68», et pas du côté des flics! (Ceci n'étant qu'une remarque en passant...)

Scènes de la vie de copains (pour ne pas dire connaissances): «Bon, t'es libre, ce soir? Ma femme est partie au ski avec les gosses. Je t'invite. Allez, arrête tes conneries, tu le sais que tu me plais. Oui? Ben alors! Me dis pas que ça t'arrive pas d'avoir envie de baiser? Si? Ben alors! Ah! Pas avec moi! Je ne vois pas pourquoi! Je suis plutôt beau mec, non? (C'est vrai, mais tellement nul!) Bon, et puis, t'es libérée, non? Tout le monde le sait que tu vis seule. (Ça m'étonnerait.) T'as pas envie de tendresse, de temps en temps? (Oh si!) Ou alors, c'est que tu caches bien ton jeu, merde. L'air sûre de toi et tout, fringuée et tout, pas timide et tout, en plus, t'ouvre ta gueule et out. Faut pas charrier, quoi. T'es qu'une allumeuse, en somme. (Ben tiens!) En fait, t'es complètement coincée, ou frustrée! T'es peut-être frigide, et tu le dis pas. Mais alors là, je t'assure qu'avec moi, hein, c'est autre chose! (Oh là! là! et comment!) Bon,



ben, c'est non, alors? Tu sais pas ce que tu rates. Oh! et puis, je ne sais pas pourquoi je m'intéresse à toi.» (Moi non plus!)

Autre genre: «Oh! écoute, hein, ne ramène pas ma copine sur le tapis! Je te l'ai toujours dit, qu'elle et moi, on vit ensemble depuis des années. Tu vas tout de même pas me demander de la quitter? (Certes pas.) Ecoute, elle et moi, on est libre, quoi; si elle a envie de passer quelque temps avec quelqu'un, je suis d'accord. Je ne vois pas pourquoi j'en ferais pas autant (Moi non plus, c'est ta vie!). Ecoute, je te le dis, je t'aime. Mais ne me demande pas l'impossible. Je ne suis pas disponible, point. Je peux te voir le mardi et le jeudi, voilà. Si ça te va pas, je peux pas faire autrement. Je vois pas pourquoi tu t'assumes pas: tu le sais, non, que telle que tu es, on ne pas te proposer le grand amour. (Ah bon, comment suis-je donc?) Tu le dis assez, que tu y tiens à ta liberté. Bon là, tu es libre, non? Va pas me dire que tu accepterais de vivre avec quelqu'un, non? D'ailleurs, avec tes idées, qui t'accepterait?» Etc., etc.

J'arrête là, c'est toujours pareil.

Voilà, nous sommes quelques filles célibataires, ni plus connes ni plus laides que la moyenne. Bien dans leur peau, somme toute, en tout cas contentes d'être ce qu'elles sont. Nous avons des ami(e)s, des copains(ines), des activités variées, bref, pas des vies de recluses. Apparemment, nous sommes bien conformées, psychiquement équilibrées; nous travaillons, comme tout le monde, mais. Car il y a un mais. Comme le terme «célibataire» l'indi-

que, nous vivons seules. Passé 25 ou 30 ans, voilà une tare difficilement dissimulable. Bêtement, nous croyions que ce genre de situation ne posait plus de problèmes, que l'on avait évolué. Ben, des clous! Où sont les grands principes d'égalité hommes/femme? Qu'est devenue cette misérable «libération de la femme»?

Car, résumons ce que les hommes pensent (bien souvent)! Voilà des nanas libres, donc tout à fait adéquates pour des liaisons rapides, bof, ça change de bobonne. Bref, des putes gratuites. Et alors, là, rien à dire. Elles l'ont choisi. Ou: attention, ces nanas doivent avoir plein de problèmes pour être encore seules. Pauvres filles! Ou: Tiens, des filles disponibles. Celles-là, elles vont peut-être pouvoir m'aider à résoudre mes problèmes. Si je me tire, après, elles sont assez fortes pour ne pas se laisser aller. Ou: Des nanas bien dans leur peau? Je n'y crois pas. Des égoïstes, tout simplement. Etc., etc.

Plusieurs questions semblent donc se poser aujourd'hui. Parmi lesquelles: Où en est l'égalité dans le travail? N'avons-nous plus le droit d'être considérées comme travailleuses au même titre que nos compagnons? Où en est l'évolution des mentalités? Devons-nous continuer à subir brimades, vexations, et «blagues sympas»? Devons-nous jouer les emmerdeuses de première classe, les vamps, les tombeuses, les capricieuses, les empêchuses de liberté en rond, pour être considérées comme des femmes avec qui «ça vaut le coup de vivre», des femmes «femmes»? Devons-nous nous refermer sur nous-mêmes, porter des jupes sages, nous désintéresser des autres, cesser de respecter ceux que nous aimons beaucoup ou juste un peu, devenir esclaves, dans l'espoir de devenir «casables»? Devons-nous ranger notre liberté (chèrement acquise) au vestiaire, et devenir des mamans? Existe-t-il encore des hommes bien dans leur peau, capables d'offrir autre chose qu'une triste histoire de cul? Devons-nous reprendre les guides du remords, nous interroger sur nos personnes, commencer un traitement psychiatrique? Serions-nous anormales, nous autres? Devons-nous nous conformer à l'image de la «femme libérée» d'aujourd'hui, s'extasiant devant son compagnon parce qu'il a choisi les couches «pampers»? Etc., etc.

Bien sûr, les attitudes décrites ci-dessus ne sont pas le fait de libertaires. Mais nous ne vivons pas toujours dans un milieu ouvert, surtout au boulot. Nous souhaitons vivre bien, libres, en harmonie avec ceux qui nous entourent, dans tous les milieux que nous fréquentons. Nous souhaitons rencontrer des hommes pour qui le respect de leurs compagnes signifie quelque chose.

Mais alors, quand, au cours d'une émission sur une radio libertaire, une fille a dit, en parlant d'une femme flic: «De toute façon, c'est une mal baisée», les bras m'en sont tombés.

Vous ne trouvez pas qu'on régresse?
Rachel V.

* Service de développement de logiciel, composé d'intellectuels, dont certains dits «de gauche».

La politique militaire de Reagan au service de l'impérialisme



Ronald Reagan

ès l'arrivée de Reagan au pouvoir, les Etats-Unis ont entrepris le plus formidable effort militaire accompli depuis la Seconde guerre mondiale. Le nouveau président a fondé sa campagne électorale sur la nécessité de rétablir la puissance militaire et économique des Etats-Unis, « déclinante » depuis Carter.

185 milliards de dollars de dépenses supplémentaires ont été demandés pour moderniser les forces de combat. En plus de cette somme, Gaspar Weinberger, le secrétaire à la Défense proposa d'autres augmentations qui devaient faire passer les dépenses militaires à 327 milliards de dollars en 1984. « Nous devons être capables de nous défendre dans des guerres de toutes dimensions, de toutes formes et dans toutes les régions où nous avons des intérêts vitaux », dit-il le 5 mars 1981.

LES PRINCIPES

La fonction du système militaire-industriel américain est de préserver l'« American way of life », de défendre le « monde libre » contre la menace communiste, d'assurer l'approvisionnement et l'acheminement des matières premières pour préserver l'hégémonie américaine. « Il faut (...) défendre les mines et les plantations d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est, les gisements pétroliers du Moyen-Orient, les fabuleuses richesses du bouclier canadien, les richesses encore à peine exploitées de l'Afrique, le potentiel industriel de l'Europe occidentale où affluent les capitaux américains. Et, de surcroît, il faut assurer la liberté de navigation sur tous les océans et sur toutes les mers. L'appareil militaire est donc à l'échelle d'un empire sans frontière. » (Claude Julien, *L'empire américain*, Le Livre de Poche.)

Doctrines successives

Un objectif d'une telle ampleur et d'une telle complexité ne peut se réaliser que par la mise en place d'une stratégie élaborée. Il n'est pas indifférent d'en connaître l'évolution depuis la Seconde Guerre mondiale.

Après 1945, la politique de défense américaine était fondée sur le principe d'une « riposte massive », nucléaire et

immédiate, qui devait dissuader toute attaque de la part de l'URSS. On préconisait donc une réduction des moyens militaires classiques et l'accroissement du potentiel nucléaire. Mais, disaient alors les opposants à cette théorie, s'il se produisait une vague de soulèvements révolutionnaires dans le tiers monde, la stratégie de la riposte massive nucléaire serait totalement inopérante. Par ailleurs, disaient-ils, une attaque généralisée contre les Etats-Unis ou contre l'Europe était peu vraisemblable. La perte d'un régime ami ne menaçait pas, à elle seule, les intérêts fondamentaux des Etats-Unis, mais la perte cumulée de plusieurs d'entre eux pouvait fortement nuire aux intérêts commerciaux et aux investissements américains.

Ces messieurs — parmi lesquels figurait Henri Kissinger — proposèrent donc la doctrine de la « riposte flexible », adaptée aux différents types de menaces qui pouvaient apparaître, « de la guerre atomique générale à des infiltrations et à des agressions telles que celles qui menacent le Laos et Berlin ».

En entrant à la Maison-Blanche, en 1961, Kennedy adopta cette doctrine. Les nouvelles méthodes de contre-insurrection et les nouveaux armements purent être mis à l'épreuve au Vietnam. Leur lamentable faillite et l'escalade vers une guerre totale plongèrent les Etats-Unis dans un tel bourbier que les pouvoirs de guerre à l'étranger du président subirent de fortes restrictions sous la pression de l'opinion publique.

Le Pentagone fut donc amené à élaborer une autre doctrine permettant d'assurer la protection des intérêts américains tout en évitant une intervention directe à l'étranger. On en vint alors à distinguer les intérêts du centre, qu'il fallait défendre avec tous les moyens nécessaires, et les intérêts périphériques dont la défense devait être confiée aux alliés ou à des Etats gendarmes.

La théorie de la riposte flexible fut par la suite à son tour mise en cause par un groupe d'opposants, parmi lesquels se trouvaient James Schlesinger et Alexander Haig, qui critiquaient le non-interventionnisme de Carter. Ils regrettaient que les Etats-

Unis ne soient pas intervenus en Angola et en Ethiopie car cela aurait découragé d'autres « défis » dans d'autres points critiques où l'approvisionnement en pétrole était menacé.

Et Reagan vint...

Lors de sa campagne électorale contre Carter, en 1980, Reagan utilisa à satiété l'argument en or que lui fournirent la perte de l'Iran et l'invasion de l'Afghanistan. Une fois élu, il allait mettre au point une nouvelle stratégie à lui, fondée sur les points suivants :

- Les intérêts des Etats-Unis peuvent être menacés dans n'importe quelle région du globe ; ainsi, le général Daniel C. Jones déclara-t-il devant le congrès en 1981 : « Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grande grève, une attaque terroriste ou une guerre prolongée entre voisins peuvent, comme jamais auparavant, déclencher des conséquences mondiales qui affecteraient notre bien-être national et notre sécurité. (...) Nous avons besoin d'une ample vision stratégique qui intègre les problèmes régionaux dans un cadre plus global. » Des plans d'urgence sont ainsi préparés pour permettre aux Etats-Unis de répliquer à des gestes d'hostilité dans une région par une contre-attaque dans une autre ; (*)

- L'ordre international ne peut guère être assuré que de façon unilatérale par les Etats-Unis, seuls capables de résister aux agressions contre les intérêts occidentaux ;

- Les initiatives soviétiques dans le tiers monde doivent être systématiquement contrées. Les négociations sur le contrôle des armements, selon le Général Haig, « ne peuvent être la

(*) Ce point de doctrine a été récemment mis en pratique par l'invasion de l'île de Grenade en réplique à l'attentat contre les Américains à Beyrouth.

pièce maîtresse ni le baromètre crucial des négociations américano-soviétiques». Ces négociations sur le contrôle des armements nucléaires deviennent parfaitement secondaires, elles ont lieu pour la forme : l'échéance électorale de 1984 aux Etats-Unis. Sur le fond, en effet, l'indifférence est telle que Helmut Schmidt a pu déclarer au *Washington Post*, le 22 mai 1983 : « Il faudra me convaincre avant la fin de cette année que les américains négocient sérieusement. Je n'en suis pas encore convaincu. »

- L'arme nucléaire n'est qu'une arme parmi d'autres dans la nouvelle stratégie, qui envisage la possibilité d'une escalade « verticale » (passage de l'armement conventionnel à l'arme nucléaire) aussi bien que « horizontale » (déplacement géographique d'un conflit ou son élargissement) ;

- L'Europe reste l'un des sites de guerre possible, le deuxième site étant le golfe Persique qui a remplacé l'Extrême-Orient dans la doctrine réactualisée des stratèges. Ces derniers considèrent que les Etats-unis doivent être en mesure de mener la guerre sur les deux sites principaux et un conflit plus limité sur un troisième site, d'où la doctrine dite des « deux guerres et demies ».

- Le développement de la force navale est indispensable pour assurer le contrôle des mers et l'accès aux matières premières et protéger le commerce. La force navale est également essentielle à toute intervention de la force de déploiement rapide. Aussi Reagan s'était-il engagé à porter de 400 à 600 vaisseaux la flotte de guerre américaine ;

- Les ventes d'armes aux régimes proaméricains du tiers monde sont en accroissement constant après le coup de frein donné par Carter dans ce domaine ;

- La collaboration militaire avec la Chine est un élément important de la nouvelle stratégie américaine. Des matériels sophistiqués et des technologies destinées à la fabrication d'armement lui sont vendus. Il faut que la Chine puisse prendre des « initiatives militaires qui aboutiraient à immobiliser les forces terrestres, aériennes et navales soviétiques dans les territoires d'Extrême-Orient de l'URSS. » (Document « Défense Guidance », cité par *Le Monde Diplomatique* de septembre 1981)

- Le dernier point concerne le développement du dispositif contre-insurrectionnel qui fait l'objet d'une attention particulière. Reagan, Haig ou Weinberger répètent qu'ils ne vont pas « rester passifs » devant les provocations soviétiques et clament leur volonté d'améliorer les capacités d'intervention américaines. Désormais les conflits internationaux sont tous perçus comme des manifestations de la rivalité Est-Ouest, et toute opposition à la politique américaine, toute interprétation divergente sont considérées comme une soumission,

consciente ou non, au bloc communiste. L'Europe est fermement invitée à participer au renforcement de la force militaire américaine face à l'URSS, en prenant part aux actions de police dans le tiers monde ou en acceptant l'installation de missiles sur le territoire européen.

LE CONTENU

Les trois postes budgétaires prioritaires dans l'esprit de la nouvelle administration sont les forces nucléaires, les systèmes de commandement, de contrôle et de communication (voir encadré) et la recherche-développement.

Missiles en tout genre

Dans les forces nucléaires, les missiles Pershing 2 et les missiles de croisière GLCM (Ground Launched Cruise Missiles : missiles de croisière lancés du sol) sont destinés à être déployés en Europe en tant qu'armes de première frappe. Gaspar Weinberger déclare qu'ils « donneront les moyens effectifs d'attaquer des points névralgiques et des objectifs qu'il est urgent d'anéantir : silos de missiles, centres de communications et de contrôle. » Tandis que les Pershing attaqueront les points névralgiques, les GLCM atteindront des objectifs « plus en profondeur » à partir de l'Europe sans qu'il soit nécessaire de tirer des missiles intercontinentaux stationnés aux USA. Les Américains espèrent sans doute par la même occasion que la riposte soviétique atteigne l'Europe, lieu de lancement de ces missiles, plutôt que les Etats-Unis, lieu de décision du lancement...

La panoplie ne s'arrête pas là. En réalité, on verra que l'armement nucléaire que les Etats-Unis veulent installer en Europe a un rôle stratégique, certes, mais beaucoup moins dans le domaine militaire que politique. Le gouvernement Reagan veut en effet développer les missiles de croisière lancés à partir de sous-marins (Sea Launched Cruise Missiles) ou d'avions (Air Launched...) beaucoup moins détectables, donc plus efficaces que leurs homologues stationnés au sol. Les ALCM sont, nous dit-on, d'une extrême précision et indétectables grâce à une nouvelle technologie de dissimulation, et peuvent être tirés à partir d'avions en dehors de l'espace aérien soviétique. L'acquisition de 100 bombardiers B-1B portant chacun 22 de ces joujoux est prévue. Les SLCM Tomahawk, qui sont un élément capital de la doctrine de guerre de Reagan, « répartiront, dit Weinberger, notre puissance de frappe offensive sur un plus grand nombre de bâtiments ». Ce seront des armes de dernier recours lors d'une guerre nucléaire totale. Grâce à eux, les USA « seraient assurés de conserver une certaine puissance de coercition après un échange de missiles nucléaires », dit le contre-amiral Frank Kelso, directeur de la division sous-marine stratégique de la marine. Une nouvelle génération de SLCM est mise au point, le Trident 2. Logés dans

des sous-marins, leur portée est de 6000 km. Le Congrès a donné son accord pour la construction de 100 sous-marins Trident équipés chacun de 24 missiles Trident 2 comptant chacun jusqu'à 24 ogives. Un seul de ces sous-marins peut rayer de la carte toutes les villes soviétiques de plus de 200 000 habitants...

Pour terminer cette panoplie nucléaire, cent missiles balistiques intercontinentaux MX sont prévus.

Des armes « quasi nucléaires »

Pourtant l'armement nucléaire ne constitue pas la seule préoccupation des stratèges américains. En effet, depuis la guerre du Vietnam, s'est opérée une réorientation des recherches technologiques vers le non-nucléaire, qui a abouti à une véritable révolution dans la conception des armes conventionnelles. Elles se caractérisent par une puissance destructive équivalente à celles des armes nucléaires tactiques et par une « intelligence » et une précision jamais atteintes grâce à l'emploi de la micro-informatique. Ce sont les PGM (Precision Guided Missiles), capables d'ajuster leur trajectoire en cours de vol, de suivre des cibles mobiles, de larguer en grappes des sous-munitions guidées indépendamment, ayant des effets de souffle quasi nucléaire, et capables de raser cent blocs d'immeubles, soit environ 12 hectares...

D'innombrables petites gâteries sont mises au point par les ingénieurs américains, qu'il serait trop long d'énumérer ici, et qui risquent de modifier la nature de la guerre à venir. Ces innovations ne concernent pas seulement les moyens de destruction massifs mais aussi les moyens antipersonne extrêmement sophistiqués. Il sera ainsi créé un « champ de bataille sans arrière, sur lequel tout ce qui bouge et émet la moindre chaleur ou fait entendre le moindre souffle pourra servir de cible à des armes puissantes dont la probabilité de destruction est proche de 100 % » (*Le Monde diplomatique*, article de Michel T. Klare, avril 1983, p.4). De tels armements, non nucléaires mais hautement destructeurs, ont été mis au point en partie sous la pression de l'opinion publique contre l'emploi de l'arme nucléaire et sont appelés à se substituer aux armes nucléaires tactiques. Ces armements quasi nucléaires avaient à l'origine comme justification que leur emploi éviterait l'escalade nucléaire. En fait, il est plus probable que le résultat soit au contraire une escalade plus rapide vers le nucléaire :

— si les Soviétiques doivent subir des attaques « conventionnelles » aussi destructrices que des attaques nucléaires tactiques rien ne dit qu'ils n'useront pas de représailles nucléaires s'ils ne peuvent pas répliquer avec un armement analogue ;

— de plus, un radar soviétique repérant un missile se dirigeant vers l'URSS ne saura pas distinguer quel type d'arme il porte.

Avec ces différents armements, les

stratégies américains ont mis au point en 1982 une nouvelle doctrine de combat appelée *Airland Battle*, fondée sur des opérations précoces, la mobilité de manœuvre, des attaques en profondeur à l'intérieur du territoire ennemi avec des PGM (missiles conventionnels guidés avec précision), des armes nucléaires et chimiques. Ces armes ne seront pas seulement dirigées contre l'URSS, car il faut aussi envisager l'éventualité de protéger l'accès aux « marchés étrangers et aux ressources d'outre-mer », ainsi que l'éventualité d'une intervention dans le tiers monde. On peut se demander quels marchés étrangers il restera après une guerre nucléaire qui ne peut manquer de se développer en escalade...

Les ventes d'armes

Le 21 mai 1982, James L. Buckley déclare que les ventes de matériel militaire sont un « outil essentiel de la politique étrangère américaine ». Il faut, dit-il en substance, faire partager à d'autres pays le fardeau de la défense du monde libre. Carter en son temps avait déclaré que la prolifération des armements conventionnels menaçait la stabilité de toutes les régions du globe. Reagan balaie ces scrupules et fonde sa politique sur deux postulats :

— c'est l'accroissement de la présence militaire soviétique qui crée un danger de déstabilisation ;

— dans la lutte contre le communisme, le fardeau doit être partagé.

Aussi les ventes d'armes sont-elles un moyen comme un autre de soutenir l'effort de modernisation du potentiel militaire américain. Dans les faits, l'efficacité de « l'aide militaire » sous forme de ventes d'armes au tiers monde est parfaitement accessoire. La charge essentielle de la défense du « monde libre » est toujours restée en dernière analyse aux forces armées américaines. A elles seules, les armées livrées aux dictateurs d'Amérique latine ou d'ailleurs ne suffiraient pas à enrayer les mouvements d'opposition. La vente d'armes comme moyen d'écouler sur les marchés extérieurs la surproduction d'armements résulte donc d'un calcul délibéré. Il existe même des mécanismes institutionnels pour promouvoir ces ventes, qui sont faites bien sûr à crédit. « Le budget du Pentagone comporte des crédits prélevés sur des fonds publics, pour encourager ces ventes d'armes fabriquées par des entreprises privées. En outre, le Pentagone offre aux acquéreurs des facilités de crédit et fournit la caution du gouvernement des Etats-Unis, qui suppléerait éventuellement un acheteur défaillant incapable de solder sa dette à l'entreprise privée. » (Claude Julien, *L'empire américain*.) Ainsi, dit encore Claude Julien, certains gouvernements qui jugent « trop élevé un intérêt de 3% demandé par la Banque Export-Import pour le financement d'activités économiques productives, acceptent de payer par l'intermédiaire du même canal financier un taux de 5,5% pour l'achat d'armes américaines. Et il s'agit,

bien entendu, de pays déjà soumis à une lourde dette extérieure. »

Reagan ne pense pas que « les Etats-Unis puissent refuser leur aide à certains pays parce qu'ils ne partagent pas notre conception des droits de l'homme ». Il s'agit donc beaucoup moins de promouvoir la « liberté » et la « démocratie » dans le monde que de renforcer des régimes anticommunistes, quels qu'ils soient. Cette politique n'est pas récente, elle est une constante de la politique étrangère américaine depuis des dizaines d'années. Entre 1950 et 1970, 1,5 milliard de dollars ont été attribués à la Grèce, renforçant un appareil militaire qui a étouffé toute démocratie dans le pays. Le même phénomène s'est produit pour l'Iran du Shah qui a reçu 1,4 milliard de dollars.

L'intensification de la course aux armements, la prolifération des armements de pointe dans le tiers monde, en aggravant les rivalités locales, entretiennent le sous-développement et renforcent l'emprise de l'impérialisme américain dans ces régions.

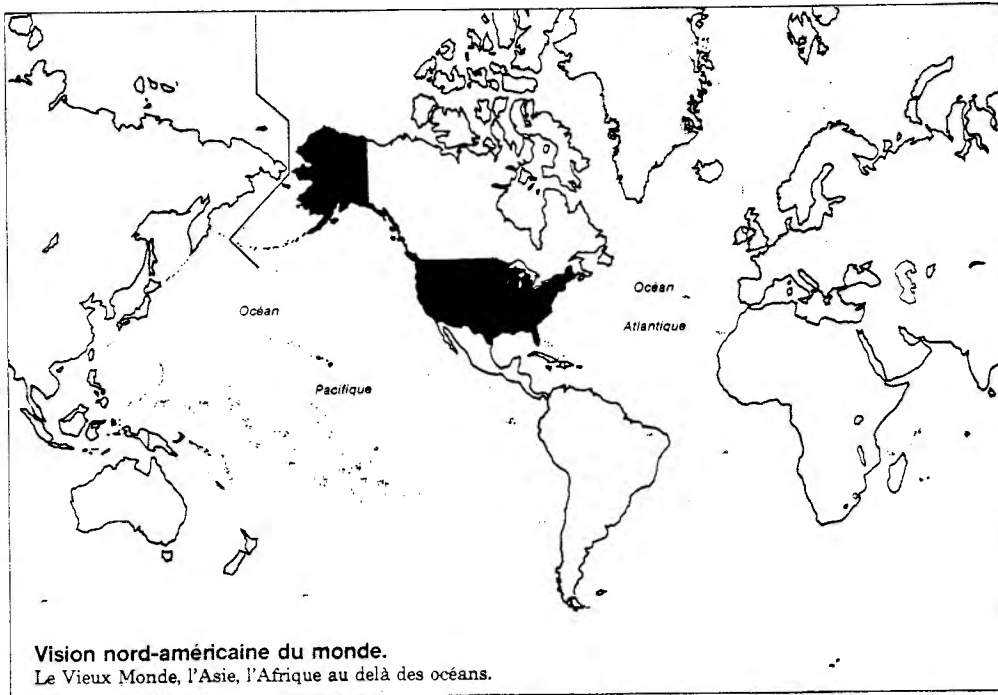
De l'armement « dégénéré »

La doctrine militaire américaine en matière de défense, que nous avons schématiquement exposée, se heurte

cependant à quelques écueils pratiques. Si les prix des armements sont aujourd'hui entre 15 et 200 fois supérieurs à leurs équivalents de la dernière guerre mondiale, l'accroissement des dépenses ne s'accompagne pas d'un accroissement proportionnel des performances. En effet, le coût et la complexité de ces armements constituent des handicaps sérieux. Ils sont difficiles à manier, ils s'enrayent facilement, ils nécessitent des milliers de pièces de rechange, et ils constituent à leur tour des cibles de choix. Dans un rapport commandé par le ministère américain de la Défense, on peut lire : « (...) Notre stratégie, fondée sur une complexité technique et une sophistication toujours accrues, rend incompatibles les solutions proposées par la technologie de pointe et l'efficacité au combat. » (Rapport Spinney.)

Ces armes, dit Mary Kaldor dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1982, « ne sont pas perfectionnées. Le mot dégénéré leur conviendrait mieux. Elles évoquent les fantasmes des ingénieurs de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'ils imaginaient ce que pourraient être les armes dans les années 80. Des fantasmes qu'entretiennent les fabricants. Et Pierre Dom-





(Carte tirée de l'ATLAS STRATEGIQUE des rapports de force dans le monde - Fayard)

mergues, dans *Le Monde diplomatique* d'avril 82, ajoute : « La thèse de l'inefficacité de l'armement américain pourrait faire sourire si on la résumait aux seules défaillances techniques d'avions qui « ne volent pas » et de missiles qui « ne fonctionnent pas » pour cause de complexité. Chaque mois ou presque, des militaires de haut rang (...) montrent que ces failles sont inhérentes au système pour des raisons qui tiennent soit à la technologie, soit à la bureaucratie politico-militaire. »

Un exemple illustre les inquiétudes de ces « militaires de haut rang ». La nouvelle génération de missiles de croisière, d'une portée de 2500 km, largués par des bombardiers, lancés par des plate-formes de camions ou par des sous-marins, volent entre 30 et 100 mètres d'altitude et sont censés passer à travers les lignes de défense ennemies. Ils ont à leur bord un mini-ordinateur et un radar jouant le rôle de mémoire et d'œil, qui leur permettent de suivre un itinéraire pré-régulé sans jamais dépasser les limites d'altitude prescrites, et de toucher l'objectif avec une marge d'erreur inférieure à dix mètres. Ces missiles sont capables d'évoluer dans les régions les plus accidentées, de s'engouffrer dans les vallées les plus tortueuses, de suivre les pentes les plus escarpées sans s'écarter du parcours pour lequel ils ont été réglés. Ils ont une charge de 200 kilotonnes (10 fois Hiroshima). Un B-52 porte 12 de ces missiles et, en attendant la mise en service des bombardiers B-1B, l'équipement de 173 B-52 est prévu. Si les négociations actuellement en cours entre les Etats-Unis et l'URSS n'aboutissent pas, 160 de ces missiles doivent être basés en Grande-Bretagne, 96 en Allemagne, 48 en Belgique, 48 aux Pays-Bas. Cependant, certains spécialistes disent que ces missiles seraient incapables de remplir leur mission en

cas de conflit avec l'URSS. En effet, leur système de guidage est fondé sur la mesure des différences d'altitude. Or, le parcours qu'ils auront à effectuer pour atteindre leurs objectifs en Union soviétique est constitué d'immenses plaines sans relief donc sans repères nettement marqués. Les petits malins qui ont testé leurs joujoux dans les montagnes Rocheuses n'avaient pas pensé à ça. De plus, ces mêmes petits malins ont oublié autre chose : les radars altimètres des missiles enregistreront des données complètement différentes selon les saisons, selon que les arbres sont dénudés ou pas. Dans un cas, les ondes radar seront réfléchies par le sol ; dans un autre cas, par le sommet des arbres : ce qui pourrait empêcher l'ordinateur de trouver des données comparables à celles des cartes pré-enregistrées. L'appareil pourrait alors s'écraser n'importe où, y compris avant d'avoir atteint le territoire soviétique...

Le destin du « monde libre » est entre les mains de tels marionettes.

LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL

Le 17 janvier 1961, alors qu'il transmettait le pouvoir à John Kennedy, le général Eisenhower évoqua dans un discours la montée du complexe militaro-industriel aux Etats-Unis : « Dans les organismes gouvernementaux, nous devons empêcher ce complexe militaro-industriel d'acquiescer une influence abusive, de façon délibérée ou non. La possibilité existe, et elle persiste, que cette puissance connaisse un accroissement injustifié, dans des proportions désastreuses. »

On peut accorder au commandant en chef des forces alliées du débarquement de Normandie qu'il savait sur ce point de quoi il parlait. Le complexe

dont il parle est un réseau compliqué de rapports d'interdépendance qui relie le personnel politique, militaire et industriel en une toile extrêmement serrée.

Des milliers d'officiers en retraite sont embauchés chaque année par les plus grandes sociétés industrielles qui se partagent le gâteau constitué par les commandes de fournitures militaires. Ainsi, une seule société peut compter dans ses rangs plus de cent officiers en retraite, dont une vingtaine de généraux. Toutes les sociétés qui fournissent du matériel s'arrachent ces anciens militaires qui ont su conserver au Pentagone des relations pouvant s'avérer utiles pour décrocher des contrats.

Le milieu politique aussi absorbe une bonne quantité de militaires. De nombreux généraux, amiraux ont été qui secrétaire d'Etat, qui secrétaire à la défense ou ambassadeur.

Pour ce qui est du secteur de l'industrie, voici une liste non exhaustive, qui a pour seul but de montrer à quel point c'est un phénomène général : le général MacArthur présida la Remington Rand ; le général Lucius Clay présida la Continental Can Company ; le général Doolittle fut vice-président de la Shell Oil ; le général Ridgeway présida la Mellon Institute of Industrial Research ; le général Wedemeyer présida la société d'aviation AVCO ; l'amiral Moreell présida la Jones & Laughlin Steel company, l'amiral Kirk présida la société Mercast, spécialisée dans la métallurgie de haute précision ; l'amiral Redford fut président de la Philco Corporation et de la Worthington Corporation. Le général Quesada fut vice-président de la Lockheed. L'amiral Carney présida les chantiers navals Bath Iron Works. Le général Bedell-Smith fut président de l'American Machine & Foundry Co et directeur de la United Fruit.

Cependant, les officiers désireux d'arrondir leurs fins de mois, la retraite venue, ne sont pas forcément obligés de devenir généraux ou amiraux. Les officiers de moindre rang ne sont pas non plus dédaignés : colonels, commandants, qui dirigent les services de relations publiques, du personnel, font des conférences sur le dernier modèle de fusil ou de chasseur-bombardier ou jouent au golf avec les hôtes de la compagnie. « Les liens internes du « complexe militaro-industriel » servent naturellement à encourager le gonflement du budget militaire pour faire face à une menace communiste que les rapports de la CIA remis au président des Etats-Unis et les journaux à sensation se chargent chaque jour de rappeler, et souvent d'exagérer, aux yeux des dirigeants politiques et du grand public. » (Claude Julien, *L'Empire américain*.)

Car plus le budget du Pentagone sera important, plus la part du gâteau sera grosse. Le patriotisme des sociétés qui travaillent pour la défense est sans faille, leurs sources de profit étant proportionnelles à la part du budget fédéral allouée à la défense. Le taux de profit des entreprises qui travaillent dans la fabrication d'armements commandés par l'Etat est souvent double

du taux de profit des entreprises travaillant pour le civil.

Les parlementaires aussi trouvent leur compte dans le développement des industries d'armement, dans la mesure où les usines travaillant pour la défense se trouvent dans leur circonscription. A la fin des années 60, 23,3% des emplois industriels en Californie dépendaient du Pentagone, 30,2% au Kansas, 20,6% dans l'Arizona, 21,1% dans le Connecticut, 23,8% au Nouveau-Mexique, 20,4% dans l'Utah. Le poids électoral des régions recevant des commandes militaires est très important. Les douze Etats qui reçoivent 60% du montant des contrats (en 1970) représentent 252 mandats de grands électeurs. Or, il en faut 270 pour triompher du candidat adverse...

Le tableau suivant donne la part des commandes du Pentagone dans la production globale de cinq industries clés :

	Production totale	Pentagone
1965 Aéronautique	17 296	13 708
Télécomm.	8 691	5 070
Chantiers navals	3 516	2 446
1968 Mat. de transport	29 640	19 397
Matériel élec.	29 132	9 518

Le militaire apparaît clairement comme un élément prépondérant de la prospérité nationale.

La situation aujourd'hui

Quelle est la situation de ce complexe militaro-industriel aujourd'hui ? Reagan justifie l'accroissement des dépenses militaires par des raisons stratégiques et non économiques. Son argumentation est fondée sur l'idée que l'effort militaire de l'URSS est supérieur à celui des Etats-Unis. Dans un document publié par le Pentagone, *La Puissance militaire soviétique*, on apprend qu'au cours des 25 dernières années l'URSS a dépensé de 12 à 14% de son PNB à la défense, alors que les Etats-Unis n'y ont consacré que 7%.

Pourtant, ce document ne dit pas que le PNB américain est le double de celui de l'URSS. Si, en valeur absolue, les dépenses de l'Union soviétique sont un peu supérieures à celles des Etats-Unis, les dépenses de l'OTAN sont nettement supérieures à celles du Pacte de Varsovie. Et le rapport annuel de la sous-commission De Lauer confirme que cela a toujours été le cas. Les statistiques américaines surevaluent systématiquement les dépenses militaires soviétiques. Les évaluations US attribuent une valeur en dollars aux dépenses soviétiques. Elles évaluent ce qu'il en coûterait aux Etats-Unis de reproduire les forces soviétiques en supposant que les coûts en URSS sont comparables aux coûts américains. Mais ces statistiques ignorent les différences de structure qui existent entre les forces américaines et soviétiques. L'URSS possède un fort contingent de conscrits et un matériel relativement rudimentaire ; les Etats-Unis ont une armée de métier coûteuse et une technologie perfectionnée. Il en résulte qu'imputer à l'armée soviétique les coûts de l'armée américaine surévalue le budget soviétique. Un ancien

directeur de la CIA et le directeur des services de renseignement de la Défense ont d'ailleurs reconnu en 1975 devant une commission du Congrès que de telles comparaisons en dollars « étaient vouées à donner des résultats fallacieux ».

D'autre part, les statistiques américaines sous-estiment les dépenses du Pentagone. 80 milliards de dollars de dépenses sont imputées à d'autres ministères. La production d'ogives nucléaires est imputée au ministère de l'Energie. La scolarité d'une partie des enfants du personnel revient au ministère de l'Education. Les frais relatifs aux anciens combattants reviennent à une agence officielle spécialisée... Mais même les dépenses américaines ne sont pas faciles à évaluer. L'estimation en pourcentage du produit national brut est contestée par de nombreux spécialistes car elle ne fait pas apparaître les 4,3 millions de travailleurs employés par l'armée (un emploi sur dix), ni l'impact de l'armée sur la recherche : 1/3 des chercheurs, 2/3 des crédits de recherche de l'Etat. Dans le domaine de l'énergie, l'armée américaine apparaît au 8^e rang des Etats du monde en tant que consommateur d'énergie.

La rhétorique de Weinberger sur le rattrapage du retard apparaît dans tout ce qu'elle a de fallacieux quand il dit qu'il faut être capable de « rétablir la paix à des conditions favorables », à l'issue d'un conflit, ce qui implique en fait une nette supériorité américaine. Pratiquement, les Etats-Unis ont d'ores et déjà une très nette supériorité dans les domaines de la technologie de pointe, les armes au laser, la guerre électronique, les techniques de dissimulation, la guerre sous-marine et la défense anti-missiles. Ajoutons que 30 milliards de dollars ont été affectés à la fabrication de matériel de guerre dans l'espace. La particularité de la politique reaganienne de réarmement se caractérise aujourd'hui par le renforcement du complexe militaro-industriel mais aussi par une nouvelle structure des dépenses, orientée vers la technologie de pointe qui emploie des ouvriers hautement qualifiés et des techniciens scientifiques, mais qui ne contribue en rien à la diminution du chômage. Si donc la politique de Reagan accroît de façon vertigineuse les profits des industriels, elle aggrave aussi la crise sociale en ce sens que les dépenses militaires sont largement financées par des ponctions sur les crédits sociaux. « Lorsqu'une firme arrive à la fin de son contrat, il n'est pas rare que la menace de l'ennemi se fasse plus pressante : une arme nouvelle devient nécessaire, et le profil de l'arme souhaitée correspond, comme par hasard, au prototype que la firme a dans ses cartons », dit Pierre Dommergues dans *Le Monde diplomatique* d'avril 1982.

L'imbrication extraordinaire de l'appareil politique, militaire et industriel aux Etats-Unis, les taux d'intérêt incomparablement plus élevés dans le militaire que dans le civil et, par conséquent, l'énormité des intérêts en jeu, la puissance inimaginable des firmes

travaillant pour l'armée rendent fallacieuse toute tentative de réduction du potentiel militaire américain par des manifestations dans la rue. La clé du problème de la course aux armements entre les deux principaux impérialismes de la planète se trouve aux Etats-Unis et en Union soviétique, dans l'action du prolétariat américain et soviétique. Les plus solides forteresses se prennent de l'intérieur.

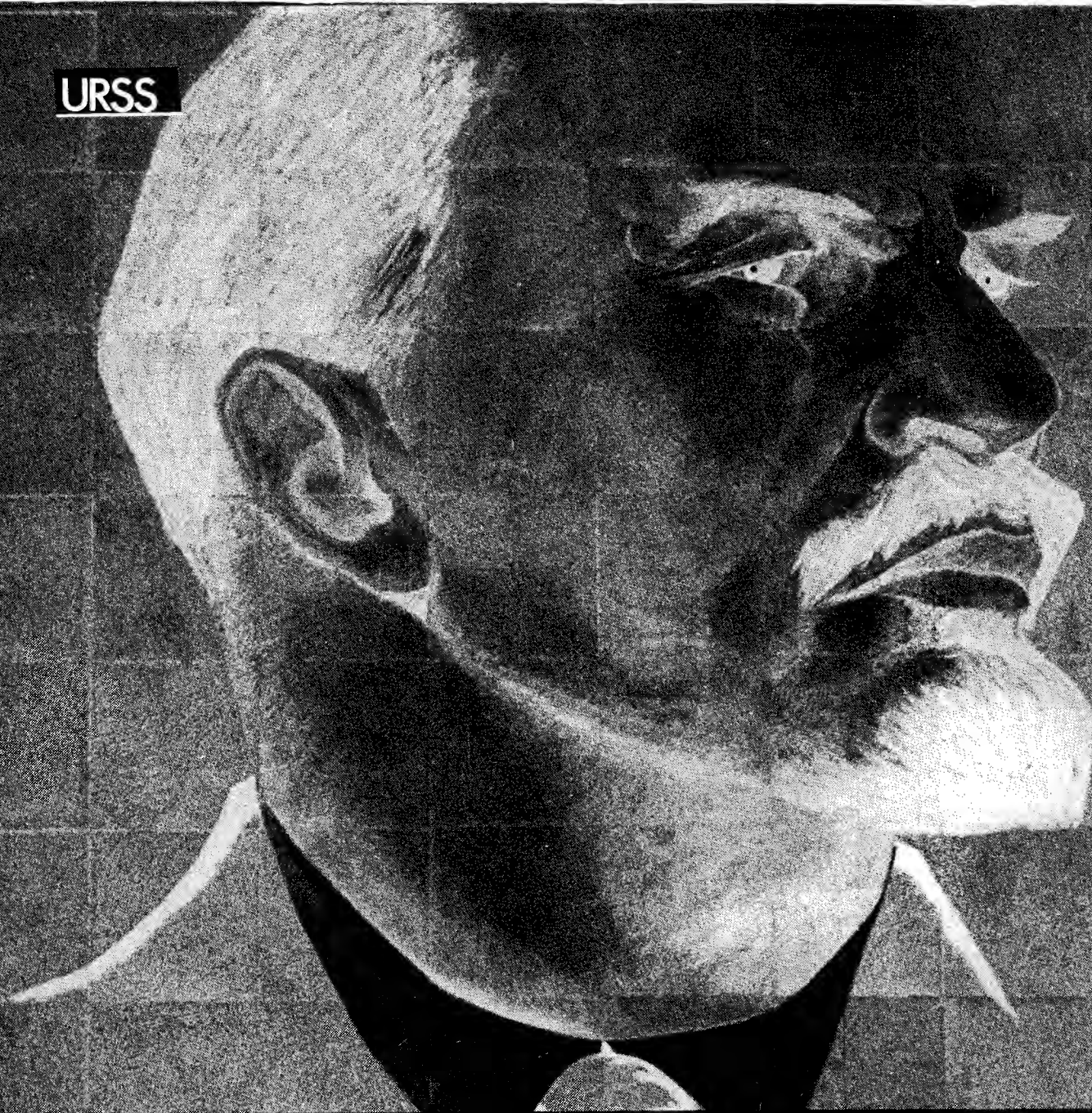
Selon l'explication traditionnelle, le militarisme est un phénomène lié à la montée du capital financier qui voit dans la force militaire un outil pour résoudre le problème de la concurrence avec des rivaux et un moyen de pression dans les négociations et marchandages diplomatiques. Le militarisme introduit un élément nouveau dans la concurrence, dans la lutte pour le contrôle de sites, de régions stratégiques dont l'importance peut d'ailleurs se modifier avec le temps, ce qui crée de constants déséquilibres. Le militarisme est en somme le mode d'existence du capital financier, le moyen suprême de garantir des zones d'influence, de maintenir sous son contrôle un réseau complexe d'Etats vassaux et d'Etats suzerains. C'est la féodalité de l'ère industrielle.

L'histoire du capitalisme en Occident a connu des périodes où d'énormes masses de capitaux accumulés ne trouvaient pas d'utilisation. Il n'y avait pas de marchés nouveaux ; pas non plus de champ d'investissement nouveau. L'armement fournissait alors un exutoire à ces capitaux inutilisés. Ainsi, avant 1914, l'acier n'avait plus de grand marché nouveau comparable à celui que lui avait fourni l'équipement de l'Europe en chemins de fer. Une politique intensive d'armement fut donc mise en place, qui se reconvertit, après la guerre, vers l'automobile puis, vers les années 30, de nouveau vers l'armement. Ce marché de remplacement fournit aux travailleurs un pouvoir d'achat nouveau et se concrétise aussi par l'achat des produits de l'industrie lourde par l'Etat.

En réalité, ce pouvoir d'achat n'est pas nouveau, ni créé : ce n'est qu'une redistribution du revenu national. Il ne se produit qu'un déplacement du pouvoir d'achat d'un secteur vers un autre par des prélèvements étatiques directs ou indirects. La panoplie des mesures employées est variée : impôts directs ou indirects, sur le revenu, le chiffre d'affaires, la fortune ; placements des emprunts d'Etat, épargne forcée, impression de papier monnaie.

Ces mesures aboutissent en dernière instance à réduire le pouvoir d'achat des travailleurs et à enrichir les monopoles de l'industrie lourde. Dans le tome 3 du *Traité d'économie marxiste*, Ernest Mandel écrit : « Le rôle de « marché de remplacement » joué par l'économie d'armements est indispensable pour permettre la mise en valeur du capital de l'industrie lourde et des grands monopoles « surcapitalisés ». Mais l'économie d'armements transforme l'Etat en client principal de cette

URSS



Le changement dans la continuité

LES JEUNES LOUPS CONFRONTÉS A L'ÉCHEC DU SYSTÈME
DANS LA « COMPÉTITION PACIFIQUE »



Depuis l'accession d'Andropov au pouvoir suprême, on assiste en URSS à l'apparition visible d'une stratégie de prise en main de l'économie par une technocratie enfin débarrassée du poids de l'appareil du Parti. De plus en plus sont évoquées publiquement les faiblesses de l'appareil industriel et les pesanteurs bureaucratiques. Les observateurs occidentaux ont été frappés par le cri d'alarme des économistes officiels qui, non contents de signaler une productivité en baisse et un retard technologique dans tous les domaines, révèlent une chute de croissance « non seulement relative, mais absolue » pour ces deux dernières années.

Ils constatent que, quels que soient les progrès réalisés (dans la production céréalière, passage de 130 millions de tonnes en 1962 à 200 Mt en 1979), le pays ne pourra pas subvenir à ses besoins, que la productivité du travailleur agricole, le manque d'installations frigorifiques et de transport efficaces, etc., condamnent l'URSS à importer dans l'avenir de plus en plus de céréales et de viande des pays capitalistes.

Les journaux remarquent que les innovations techniques ne sont introduites qu'à reculons dans l'industrie, que la petite bureaucratie fait barrage contre l'informatisation et la robotisation, l'encadrement redoutant un changement des rapports de forces au sein des usines.

Les Etats-Unis continuant à produire deux fois plus de marchandises, il est évident que l'influence politique et militaire de l'URSS dans le monde non socialiste est menacée. Combien de temps fera-t-elle le poids si les Japonais se mettent à produire des armes ? L'insatisfaction croissante des jeunes face à leurs conditions de travail et l'« indiscipline » sociale paraissent au grand jour, « jamais auparavant la prise en compte des carences, des désillusions et du malaise moral ne s'est autant manifestée dans la littérature, la presse (1) ». La décision de privilégier la production de biens de consommation par rapport à l'industrie lourde reste lettre morte, de même que toutes les campagnes pour la « discipline du travail », les chasses aux absentéistes et aux tire-au-flanc s'enlisent discrètement. Celle qu'avait lancée Andropov durant les derniers mois de 1982 cesse de faire parler d'elle dès mars 1983.

Dans ce contexte, les « jeunes » technocrates carriéristes sont poussés à prendre le risque de se mettre en avant pour essayer de sauver ce qui peut l'être, tandis que toute une partie de la vieille garde stalinienne s'aperçoit qu'il faut rajeunir l'encadrement pour obtenir la réalisation effective des réformes nécessaires. Le tout est de le faire sans déstabiliser globalement le pouvoir de la Nomenklatura ; à l'exemple de Staline qui a pu liquider 80 % du Comité central sans danger, il faudra « serrer la vis ». Et comme on n'a plus à faire semblant de croire aux principes idéologiques selon lesquels la sévérité n'est que passagèrement nécessaire (au coin de la rue, il y a l'avenir radieux), on met en place une nouvelle législation, un code pénal

plus sévère, une surveillance plus étroite de la société (2). C'est comme cela qu'il faut comprendre le modernisme d'Andropov : d'un côté de nouveaux technocrates « plus compétents », accèdent à quelques ministères techniques de premier plan (Commerce extérieur, Industrie, Charbonnages, Sidérurgie et Chemins de fer), de l'autre le super-flic Aliev est chargé de « superviser l'action des ministres » et de « réorganiser les transports » pour rénover le système de distribution des biens de consommation (3). Ogarkov, chef d'Etat-major général, est chargé d'impulser la modernisation de l'armée, comme l'indiquent ses véhémentes prises de position publiques en faveur de l'innovation scientifique et technologique (entendez en faveur d'une efficacité nucléaire renforcée et d'une diminution des forces conventionnelles (le fameux rouleau compresseur).

A l'étranger, c'est l'opération de charme en direction de la social-démocratie et l'accord avec les communistes pragmatiques : rapprochement avec le SPD et amitié avec le nouveau président finlandais (4). Zagladine, responsable des relations avec les partis des pays capitalistes, déclare accepter les « innovations en matière de politique intérieure », à condition que la convergence soit « totale sur le problème de la paix » (comprenez convergence sur les questions afghane et polonaise). Peut-être adieu Marchais et bonjour Fiterman.

Les Russes auront-ils droit enfin à la « société du spectacle » pour les dédommager du manque à consommer dont ils ne sont pas prêts de sortir ? Oui, si l'on en juge par la nouveauté de ton qui transparaît dans un article de la *Sovietskaya Rossia* du 28/12/82 : un journaliste estime que « la vie privée de certaines célébrités ou personnalités influentes peut revêtir un intérêt social », et il indique que « les incendies de forêts et les explosions imprévues se produisent dans notre réalité socialiste, il arrive aussi que des personnes sans valeur accèdent à des postes de responsabilité ». On voit là que les apparatchiks modernistes (5) s'intéressent aux méthodes de désinformation occidentales... Mais pour qui connaît la grisaille de la société russe, la veulerie et l'inertie bureaucratiques, une question vient à l'esprit : où vont-ils pêcher ces nouveaux cadres « compétents » ?

L'ISOLEMENT de la NOMENKLATURA EST TRÈS RELATIF

Ces « compétences » se trouvent dans la classe moyenne. C'est là que le régime trouve ses complices naturels puisque l'appartenance à cette couche se fait sur la base de l'assentiment feint à l'idéologie officielle dans une société où il n'est pas prévu de « s'en sortir » par l'argent. De fait, peu de spécialistes de haut niveau sont « sans-parti ». Toutes les analyses de la société de classes russe s'accordent sur ce schéma pyramidal : en haut, la Nomenklatura, c'est-à-dire les hauts dignitaires, élite monopolisant tous les droits et toute vérité ; au-dessous, l'encadrement, les flics, les scientifiques, les responsables syndicaux, etc. ; en bas, le peuple. Cette classe moyenne n'est pas homogène et ne se distingue de la masse que

par son accès aux faveurs (6). Ce sont eux qui se disputent le pouvoir à tous les échelons et certains, prêts à monter par tous les moyens, ont bon espoir de faire bouger les choses.

Un petit nombre d'entre eux est bien placé pour rénover le « mode de domination oriental » : ceux qui connaissent le mieux l'Occident et les théories d'avant-garde qui y naissent, j'ai nommé les intellectuels contestataires vieillissants. Ce sont eux que Zinoviev stigmatise, les anciens « libéraux » déçus et blasés. Mais une anecdote rapportée par Jaroslav Suk (7) situe clairement le problème : « En automne 1969, alors que les épurations n'avaient pas encore commencé dans les milieux universitaires, une réunion fut organisée par le PC à l'Institut de philosophie de l'Université Karl de Prague. A cette époque, certains osaient encore ouvrir la bouche : un des professeurs proposa de rédiger une déclaration sur le droit de construire une autre forme de socialisme que celui de l'URSS, un socialisme à visage humain, démocratique, au contraire du modèle soviétique centralisé. Un des jeunes assistants de la section d'histoire prit la parole et confondit le professeur en peu de mots : « Croyez-vous vraiment qu'il s'agit de socialisme pour ceux du Kremlin ? Ils s'en foutent, et c'est tout autre chose qui les intéresse, ne soyez pas naïfs ! » Lors que je sortis de prison, j'appris que cet ancien rebelle dirigeait un cercle léniniste dans le cadre de l'Union de la jeunesse socialiste, et je pus m'offrir en librairie son ouvrage sur la « Grande Guerre patriotique (...) »

Comme le souligne Rittersporn (8), il n'y a pas de clivage sociologique entre l'intelligentsia contestataire et l'intelligentsia patentée (9) ; un certain nombre de jeunes contestataires deviendront les cadres modernistes d'un système renoué en façade. 1981 n'a-t-il pas fait ministres en France d'anciens soixante-huitards ?

A l'origine du revirement de certains, il y a le peu de confiance qu'ils ont dans la faculté du prolétariat à organiser pacifiquement son émancipation. De ce point de vue, les événements polonais auront certainement clarifié les choses, même si certains affectent de craindre le barbare kalmouk ou kirghise... Il ne sera probablement plus question que des dissidents connus écrivent des « lettres ouvertes aux dirigeants de l'Union soviétique » en les priant de conjurer par des réformes immédiates la catastrophe en préparation, comme l'avait écrit Tolstoï à Nicolas II. Rappelons que L. Pliouchtch, l'un des plus éclairés d'entre eux, affirmait encore quelques mois après son arrivée en Occident que la meilleure voie pour l'URSS était celle qu'avait empruntée la Tchécoslovaquie en 1968. Estimant que le peuple soviétique n'avait pas de « pensée politique globale », il pensait que la révolution ne pouvait « dans une large mesure se faire que du sommet » (10). La dissidence d'obédience social-démocrate s'avoue favorable à l'ordre économique actuel, ne se plaignant que du fait que l'autoritarisme quotidien et le despotisme politique aveugle entravent le bon fonctionnement de « l'ordre nécessaire à la production » (11).

Cet attachement à la fonction de « guides éclairés » de la part des intellectuels contestataires s'explique peut-être par les conditions de naissance et de formation de leur élite : ils se trouvent dans une société qui a conservé un trait majeur de l'autocratie russe et l'a poussé à l'extrême : chaque individu est isolément confronté à l'Etat omniprésent et omnipotent (12). C'est dans un contexte comparable que s'est formée la première génération de bureaucrates léninistes.

Ajoutons, à la décharge de cette intelligentsia, que l'appareil, qui reconnaît en elle la base sociale du système, la caresse dans le sens du poil : « Le parti voit en l'intelligentsia son grand-aide et une base solide ; il place en elle de grands espoirs pour la résolution des problèmes de l'édification communiste » (13).

LES LIBÉRAUX

Cette catégorie de Nomenklaturistes ne saurait accéder au sommet de la hiérarchie parce qu'elle ne s'en donne pas les moyens. Toutefois il arrive, comme nous l'avons vu plus haut, que certains soient placés provisoirement à des postes de responsabilité afin de réparer les fautes commises par une camarilla d'arrivistes incompetents.

Ces libéraux sont de deux types :

a) le croyant, persuadé de la justesse de sa doctrine, dont le discours suit la ligne générale des dernières contributions du chef éclairé du moment ; il est subjectivement progressiste et révolutionnaire. Les imperfections du système le désespèrent. Il s'explique l'absence de soutien populaire à sa politique par l'insuffisance d'« éducation » des masses. Il souhaite l'élévation morale de la population par l'apparition d'un débat limité au sein du parti. Ses enfants, élevés dans le culte des pères de l'Eglise, forment parfois des groupes de réflexion d'inspiration euro-communiste, qui leur valent des séjours involontaires en Sibérie.

b) l'arriviste, ne s'occupant d'idéologie que dans la mesure où elle lui sert à disqualifier ses rivaux. Il acquiert la maîtrise la plus parfaite d'une théorie qui lui semble ridicule. Il est impatient de débarrasser le régime de ses oripeaux idéologiques, et, tout en sachant qu'il est impossible de démocratiser le régime sans le destabiliser, il recherche le moyen d'occidentaliser les formes de l'oppression en modernisant les méthodes de maintien de l'ordre (14).

Dans les années 60 ces libéraux formèrent un groupe « progressiste » puissant au sein de l'appareil en Tchécoslovaquie ; en Hongrie, il semble qu'ils se maintiennent solidement. De manière générale, dès que cette fraction libérale s'aperçoit que c'est l'existence de la Nomenklatura en tant que classe qui est mise en cause, elle fait appel aux staliniens les plus implacables (15).

L'ARMÉE

Le phantasme de la solution armée est partagé en Occident a) par ceux qui croient que la guerre totale est désirée par l'URSS et que ce pays est devenu, à force de bander toutes ses forces vers la victoire sur le capitalisme, une « stratotocratie » (Castoriadis) ; b) par ceux qui croient qu'un régime militaire lié à

l'idéologie réactionnaire et nationaliste grand-russe s'appuiera sur ce qui reste de l'église orthodoxe pour « démarxiser » le pays.

C'est ignorer qu'il ne s'est jamais produit de putsch militaire dans aucun pays totalitaire idéologiquement achevé, et que l'armée n'a pas la moindre indépendance dans les régimes communistes. Dans le cas d'un affaiblissement momentané du parti, c'est lui-même qui, comme en Pologne, place des militaires au pouvoir, tout en rappelant sans cesse que c'est lui qui dirige cette évolution malencontreuse, et qu'il ne saurait y avoir d'avenir pour le régime sans reprise en main du prolétariat. Rappelons que Trotsky, Toukhatchevsky puis Joukov ont été démis de leurs fonctions sans pouvoir tenter le moindre pronunciamiento.

Si l'ère Brejnev a permis le renforcement du poids de l'armée, celle-ci est divisée par la rivalité d'Ustinov et d'Ogarkov, qui provoqua des bavures lors de la confirmation des culpabilités soviétiques dans l'affaire du Boeing Sud-coréen. On peut être certain que le Politburo s'emploie à entretenir la zizanie. Quoique l'on enregistre un glissement net vers le chauvinisme grand-russe, l'idéologie originelle est conservée intacte. De plus, c'est toujours par le biais de la direction idéologique que l'on parvient au secrétariat : Andropov a quitté le KGB pour remplacer Souslov et Tchernenko était chargé du même poste avant son avènement. Il faut garder à l'esprit le fait qu'Andropov n'a jamais été flic de profession : il s'occupait de diplomatie après avoir représenté Staline dans différentes régions et républiques d'URSS...

LES « DROITIERS »

Le danger d'un glissement de l'appareil vers une idéologie subjectivement réactionnaire se fait davantage sentir

au sein de l'intelligentsia « patentée » (académiciens, journalistes), ainsi que dans la police. Les premiers font de plus en plus référence à la spécificité russe pour établir une continuité entre le régime actuel et l'autocratie séculaire, certains se signalent par un antisémitisme déclaré (16). Les seconds ne craignent pas de réclamer ouvertement le retour aux châtements corporels et font preuve de mansuétude dans la répression des groupes néo-nazis clandestins. Pliouchtch indique que la plupart des jeunes nazillons collectionneurs de reliques à croix gammées sont issus de familles de collaborateurs du KGB ; de ce fait, aucun n'est emprisonné, ils sont simplement envoyés prématurément à l'armée quand ils s'affichent trop... Un tract du groupe des « patriotes russes » de Moscou éclaire la question : « Les institutions démocratiques ne constituent pas un remède, au contraire elles renforcent la maladie. C'est pourquoi pour nous n'est pas tant importante la victoire de la démocratie sur la dictature que la réorientation idéologique de la dictature » (sic!) ; puis, reprenant les termes du livre de Rosenberg « Le Mythe du XX^e siècle » : « Il faut faire cesser l'hybridation désordonnée des races »... On signale la tenue de plusieurs manifestations fascistes durant l'hiver 1981-1982 : à Kurgan, des banderoles ont été déployées par une centaine de lycéens porteurs de croix gammées : « Le fascisme sauvera la Russie » ; à Sverdlovsk des fascistes ont troublé la manifestation officielle du 7 novembre en déversant de l'étaupe en feu sur les « bons citoyens ». Un tract distribué à Leningrad appelle à la lutte contre les mariages mixtes, surtout entre Russes et Juifs ; un autre se prononce pour le maintien du contrôle militaire sur les républiques allogènes et la « fixation » du paysan à la terre... (17) Tout indique que le glissement idéologique est tentant pour une partie de l'appareil, reste à savoir si les marxistes « libé-



raux» réussiront à liquider ces tendances...

2 PAS EN AVANT, 1 PAS EN ARRIÈRE

A la grande stupeur des Nostradamus de la « kremlinologie », l'appareil vient de nommer en Tchernenko le rat le plus insignifiant de toute sa poubelle organisationnelle. Il s'agissait une nouvelle fois de maintenir le statu quo dans l'équilibre des tendances. Si l'on constate un certain retour des « brejneviens », il faut remarquer que le jeune loup « andropovien » Gorbatchev est ménagé et promu au rang de n° 2. De manière générale, il est illusoire de faire des pronostics sur la succession au Kremlin, comme sur les « désaccords » au sein de la vingtaine de chefs de clan du sommet de la hiérarchie. Comme l'indique la rapidité avec laquelle a été adoptée la récente réforme de l'enseignement, ils se mettent toujours d'accord sur l'essentiel : abaissement de l'âge scolaire de 7 à 6 ans, durée des études portée à 11 ans (durée obligatoire portée à 9 ans), ceci dans le but de se doter d'une main-d'œuvre plus efficace professionnellement et encore plus abruti politiquement. Et, pour faire plaisir aux militaires : « Développer le patriotisme soviétique (...). Enseigner dès l'école l'amour de l'armée soviétique et former la jeunesse dans le noble sentiment d'appartenir à la patrie socialiste. » Décidément, ces modernistes ont une étrange façon d'être « libéraux »!

Le 21 mars dernier, les paparazzi chargés de la soviétologie ont encore eu le bec dans l'eau en constatant que leurs classifications des cliques rivales étaient caduques, puisque Tchernenko, quoique ayant mis la pédale douce, disait vouloir suivre la ligne de son prédécesseur (18). En effet, les clivages réels opposant « brejneviens », « andropoviens », « caucasiens » et « ukrainiens » ne reposent pas sur des questions politiques mais bien sur des intérêts matériels. Le pouvoir de l'appareil s'exerce de la même façon que le « clientélisme » est pratiqué en Sicile (19).

Bref, les arrivistes pragmatiques grignotent doucement le pouvoir. On constate la permanence des orientations fondamentales et la marginalisation des extrémistes hors du Politburo et du secrétariat. Les opinions exprimées dans les divers journaux officiels sont la preuve de fourchettes d'orientations possibles et de l'existence de cadres disponibles pour accomplir ces virages. Pourtant, la direction du pays est réservée aux vieux baroudeurs de la dékoulakisation, de la éjovtchina, de la lutte contre le cosmopolitisme et autres purges orchestrées par Joseph d'acier. Lorsque les modernistes seront en âge de mériter les maroquins, on nous les présentera comme étant plus civilisés... Ils ne seront que plus raffinés dans leurs méthodes de domination.

Paris, le 5/3/84
Boris Wogau

NOTES

1) Cité par J.-M. Chauvier dans « Le Monde diplomatique » de mars 83 (l'information qui est à la base de cet article, quand elle ne fait pas l'objet d'une note, est due aux excellentes contributions des « soviétologues » du « Monde » et de « Libé »).

2) Début 1983 : Création d'un corps de commissaires politiques au sein de la milice afin d'en surveiller les officiers ; extension des compétences territoriales des forces armées du KGB à la totalité du territoire national ; loi sur l'extension des peines d'emprisonnement, désormais laissée à la discrétion des chefs de camp de concentration.

3) Aliev commande les unités militaires du KGB et passe plus pour un procureur implacable doublé d'un boucher sans scrupules que pour un expert en économie.

4) La Pravda avait condamné l'élection d'un socialiste à ce poste, Moscou donnait pour consigne de soutenir le candidat agrarien dont l'attitude sur la question des droits de l'homme était on ne peut plus conciliante. Mais l'heureux élu ne fait pas non plus de vagues...

5) Le terme d'« apparatchik » est préférable à celui de « bureaucrate » qui me semble appartenir à la terminologie triomphaliste des trotskystes (le mépris de Léon pour Joseph). En effet, comme le relève avec justesse Morin dans son « De la nature de l'URSS » (paru chez Fayard), le terme de bureaucrate fait explicitement référence à une médiocrité qu'ils n'ont pas quand on touche à l'essentiel : voyez plutôt l'énergie et la vivacité qu'ils déploient dans les luttes de clans et dans la répression ! Le système s'appuie cependant aussi sur la bureaucratie, car c'est par son intermédiaire que l'appareil paralyse la société en engluant dans un univers kafkaïen ; mais les apparatchiks fustigent les excès des « ronds-de-cuir », ainsi Krouchtchev fait-il remarquer dans la « Pravda » du 11 mai 1962 : « L'année dernière, il a été envoyé (à la direction des chemins de fer du Caucase) par le ministère 140 000 instructions télégraphiques ; c'est-à-dire 385 télégrammes par jour ! Il est impossible de les lire, et encore moins de les exécuter ! » (Cité par Zemliak in « URSS, un Etat patron tout-puissant », La Ruhe ouvrière.)

6) Privilèges mesurables à : écoles « biens », instituts cotés ; accès à toute une gradation de magasins réservés ou même seulement à des rayons réservés dans les magasins publics. Dierzki (in « Izток » n° 1) estime le nombre de membres de cette classe à 50 millions environ, Morin (op. cit.) à 40 millions, et Zinoviev affirme (« Antichambre du Paradis », pp. 322-324) : « La couche hégémonique est forte de 60 millions de personnes (familles comprises)... Leur niveau de consommation est égal à deux fois et demie le niveau moyen. » En leur sein se développe la Nomenklatura dont il dit : « Deux millions de citoyens coûtent plus de cent fois les dépenses de la moyenne, et, pour trois cent mille individus, le chiffre est de 500 fois. »

7) Opposant de gauche et signataire de la Charte 77, dont nous avons traduit un texte dans « Izток » n° 6. Cette anecdote est parue dans « Gegenstimmen » n° 13, au sein d'un article consacré aux origines idéologiques des nouveaux bureaucrates et dont nous tirons ici quelques éléments importants.

8) G.T. Rittersporn in « The Dissident Movement and the Middle Class in USSR » (« Interrogations » n° 16) : « La grosse majorité des contestataires soviétiques se recrutent parmi les gens qui appartiennent ou aspirent à appartenir à une catégorie sociale remplissant le rôle d'intermédiaires entre la classe dominante et le reste de la société. Leur contestation concerne presque exclusivement certaines méthodes discriminatoires, répressives et violentes de l'exercice du pouvoir, contestation qui substitue la critique de ces aspects importants mais pas nécessairement fondamentaux du système, à celle des relations sociales et politiques dont ils font partie intégrante. »

9) Le terme est de B. Rizzi (« URSS : Collectivisme bureaucratique ») : « C'est en Russie

qu'a lieu la première grande soudure dans le processus de formation de la nouvelle classe dominante, soudure entre les fonctionnaires de l'Etat et du Parti, et une partie de l'intelligentsia marginalisée, qui utilise la classe ouvrière comme tremplin dans la conquête du pouvoir. En Russie, l'intelligentsia déclassée se recycle rapidement en intelligentsia patentée (...) »

10) Dans un débat avec V. Bielotserkovsky, il indique immédiatement après cette affirmation que le désarroi permanent de l'économie va conduire l'appareil à des réformes essentielles dans ce domaine. « De telle réformes sont impossibles sans réformes politiques (...). Si les travailleurs se soulèvent en un combat armé contre la bureaucratie, alors il me semble qu'avec le terrible appareil armé et policier, cette révolution sera vouée à un échec sanglant. »

11) V. Bielotserkovsky (« Lettre ouverte aux futurs dirigeants de l'URSS », Politique aujourd'hui, juillet 1975) : « Il suffirait de s'appuyer sur les managers, les ingénieurs et les techniciens plutôt que sur l'appareil du Parti, puis de faire entrer 100 ouvriers au Comité central pour entamer le processus irréversible de libération. » Cette dernière idée était pour Lénine dès 1922 la seule antidote à la bureaucratiation...

12) Lire à ce sujet le chapitre « Terreur, soumission, solitudes totales » in « Le Despotisme oriental » de K. Wittfogel (Ed. de Minuit).

13) « Pravda » du 21 février 1965, cité par A. Skirda in « Présentation de J.W. Makhaïsky » (Ed. du Seuil).

14) L'appareil n'étant pas propriétaire des moyens de production, sa nécessité est injustifiable et sa domination ne peut se réaliser sans institutionnalisation de la répression ; il faut introduire le venin de la peur dans la société. Cela est impossible si l'on se borne à réprimer les « contre-révolutionnaires », il faut tout de suite affaiblir le mouvement ouvrier en décimant ses leaders, y compris les « sincères » au sein du parti léniniste. Le processus ainsi poussé à l'extrême conduit les « dirigeants prolétariens » subjectivement révolutionnaires à devenir d'abord objectivement puis même subjectivement réactionnaires en s'opposant au prolétariat.

15) Ainsi furent débarqués Dubcek, Kania et Nagy.

16) Parution à Kiev d'un pamphlet antisémite dirigé contre Andropov en octobre dernier ; Moscou a répondu immédiatement en invoquant les lointaines origines grecques du patron...

17) Infos tirées de bulletins du SMOT.

18) Dans son discours électoral, il souligne la valeur des changements intervenus à l'initiative du défunt, se réjouit de la reprise des conversations sino-soviétiques qui permettra un « accroissement du rôle du socialisme dans les affaires internationales ». C'est-à-dire qu'il comprend que la nature des deux régimes stalinien est fondamentalement la même et qu'il ne faut pas lâcher les pharaons chinois au moment où leur classe ouvrière menace de prendre des initiatives « à la polonaise ». Par ailleurs, il déclare qu'il est « nécessaire d'aller plus loin en direction de changements qualitatifs profonds dans l'économie nationale ». (Sur ces deux derniers points, retour au premier paragraphe de l'article).

19) Selon V. Borissov, aujourd'hui « tous les boyards sont également suzerains, le tsar gouverne symboliquement ». Quant aux « violations de la légalité socialiste », la « Pravda » en mentionne qui sont du fait des plus hauts dirigeants : constructions d'usines clandestines à capitaux privés, trafic illicite de diamants volés en Occident, constitution de fortunes mises en compte numéroté en Suisse...

La contre révolution bureaucratique

Comment le parti communiste se révèle être la meilleure courroie de transmission pour le passage du féodalisme au capitalisme.

Les derniers avatars de la lutte pour le pouvoir en Chine entre les tenants de la ligne Deng Xiao Ping, qui ont actuellement le vent en poupe, et ceux de la ligne HuaGuofeng, masquent l'essentiel à savoir la pérennité de l'assise au pouvoir de la contre-révolution bureaucratique. Et nul n'a aussi bien analysé ce phénomène, malgré un langage marxiste classique parfois pesant, que P.F. Souyri, ancien de « Socialisme et Barbarie », dans son ouvrage « Révolution Contrerévolution en Chine » (Christian Bourgeois éditeur 1982 ; 150 F pour 450 pages denses).

Souyri part du cadre : la Chine mandarinale, Etat fort et centralisé, il met ensuite en présence les forces révolutionnaires : le prolétariat, ultra minoritaire, face à la paysannerie qui pourtant, selon les canons marxistes, ne peut être considérée que comme une simple force d'appoint. Résultat : le passage du féodalisme au capitalisme se fera par l'intermédiaire du parti communiste dont la technique du moule prouvera l'efficacité.

Pour l'auteur, si la Chine a pendant si longtemps conservé un cadre féodal, cela tient à son contexte géographique - peu de terres arables, soumises aux crues des fleuves sauvages, Yangzi et Huanghe, et donc nécessité des digues - qui a engendré sa forme politique : la nécessité d'un Etat centralisé qui pouvait seul fournir le cadre politique indispensable à cette œuvre gigantesque d'aménagement du sol, nécessité pour les paysans engoncés dans leurs problèmes individuels et manquant de disponibilité temporelle, de s'en remettre à une caste de bureaucrates à la fois disponibles, eux, puisque ne travaillant pas de leurs mains, et ayant, en corollaire une conception globale des affaires, permettant la mise au point des infrastructures nécessaires pour assurer la survie de tous.

Seulement un tel cadre n'engendrait qu'un commerce fondé uniquement sur les valeurs d'usage car la bureaucratie, absorbant la quasi-totalité de la plus-value, empêchait toute constitution d'excédent et donc de capital, synonyme de valeur d'échange.

Pour expliquer en parallèle le succès du passage à ce stade capitaliste en Europe, Souyri invoque « la chance inouïe

de l'Europe : pendant quelques siècles, la production a pu s'y développer dans une société sans Etat où l'appareil dirigeant se trouvait réduit à sa plus simple expression ».

De plus, compte tenu de « la lutte pour l'accaparement de la main d'œuvre traditionnelle entre les seigneurs, les paysans en profitèrent pour se faire octroyer, en même temps que la liberté personnelle, de substantielles diminutions du taux des redevances féodales », permettant ainsi l'accumulation du capital.

Par contre, en Chine, c'était le statu quo figé, puisque nous avons affaire à une rente de situation que se contentent de conserver ceux qui en bénéficient, c'est à dire la bureaucratie. Et Souyri de poursuivre : « l'histoire des anciennes sociétés orientales démontre en effet, de la manière la plus concrète, que des régimes d'exploitation féroce peuvent parfaitement fonctionner dans le cadre de la propriété étatique et que l'exploitation elle-même peut fort bien prendre racine non pas dans l'appropriation à titre privé des moyens de production mais dans la **monopolisation des tâches de direction de la vie sociale** par une bureaucratie détentrice des 'secrets de la Sagesse des Ancêtres'... ' ou de la science marxiste-léniniste ' (1).

Le cadre étant posé, Souyri reprend le schéma marxiste orthodoxe de la révolution bourgeoise inéluctable, nationale et démocratique, transition entre le féodalisme et l'avènement du prolétariat.

La bourgeoisie chinoise s'avérant incapable de remplir le rôle qui lui a été assigné par l'histoire, c'est le parti communiste qui va se substituer à elle.

Fondé en 1921, porté sur les fonds baptismaux par le Comintern, le parti communiste chinois sera pendant dix ans à la remorque du grand frère russe tout en cherchant à se constituer sur des bases marxistes orthodoxes : primauté au prolétariat, ce qui est d'ailleurs le point de vue de Souyri. Pour justifier le simple rôle d'appoint de la paysannerie, il estime que « l'agriculture parcellaire prive la paysannerie de cette cohésion immédiate qui caractérise le prolétariat moderne ou, à un degré moindre la bourgeoisie ». Et de citer Marx dans le « Dix Huit Brumaire de Louis Bonaparte » : « Dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune orga-



nisation politique, la paysannerie ne constitue pas une classe ». Et de déclarer, péremptoire : « il n'y a pas et il n'y a jamais eu à l'époque capitaliste, pas plus en Chine qu'ailleurs, de révolution paysanne conférant l'hégémonie politique à la paysannerie ». (p.136 - 137)(2)

Ainsi, bien que majoritaire mais bloquée par le féodalisme, la paysannerie doit donc objectivement laisser la direction des opérations au prolétariat révolutionnaire : « le Prolétariat ayant seul, par suite du développement combiné du capitalisme et du féodalisme, la possibilité de trancher de manière décisive les liens semi-féodaux qui assujettissaient les paysans, ne constituait pas une minorité socialiste isolée, mais au contraire l'avant-garde révolutionnaire de la masse des paysans opprimés par le féodalisme bourgeois, c'est à dire 75/80 % de la nation.

C'est précisément parce que l'énorme masse des paysans ne pouvait se libérer qu'en combattant en liaison avec le prolétariat révolutionnaire que celui-ci, bien qu'il fut une minorité, était assuré de rencontre dans son combat contre la bourgeoisie l'appui massif de la guerre des paysans et pouvait au cours de la révolution émerger comme la force dirigeante de l'ensemble du mouvement populaire et arriver à conquérir le pouvoir ». (p. 138).

Sur ces bases, le parti communiste va engager les offensives des années 1925-1927 qui vont se solder par une série d'échecs retentissants car engagés non pas « parce que la situation révolutionnaire était mûre » mais pour servir les intérêts de classe de la bureaucratie soviétique :

« Pendant que les armées soviétiques défendraient les frontières de la citadelle du socialisme, les partis communistes des divers pays impérialistes et coloniaux auraient pour fonction d'attaquer avec le maximum de violence la bourgeoisie sur ses arrières, afin de la paralyser. Les partis communistes allaient ainsi se trouver transformés en simples détachements de diversion, dont la politique offensive ne serait plus déterminée en fonction du degré de maturité de la situation révolutionnaire dans leurs différents pays respectifs, mais par la nécessité de jouer, fut-ce au prix de leur propre destruction, le rôle qu'on leur assi-

gnait dans la stratégie mondiale de la défense bureaucratique de la patrie des travailleurs ». (p. 269).

Mais c'est ici qu'apparaît la spécificité du parti communiste chinois. En effet jouant de l'immensité de l'espace chinois et des rivalités entre seigneurs de la guerre qui n'acceptaient pas tous l'hégémonie, toute relative d'ailleurs, du Guomindang de Jiang Jie Shi (plus connu sous la transcription « wade-giles » : Chiang Kai Shek), le parti communiste proclama à Ruijin, loin bien loin des grands centres industriels, dans le Jiang Xi (sud est de la Chine) le 7 Novembre 1931 — date anniversaire de la Révolution d'Octobre — la création d'une République Soviétique de Chine dotée d'un territoire de 120000 kilomètres carrés comprenant 4 à 5 millions d'habitants, d'une constitution, d'une armée et d'un appareil d'État.

« En se constituant comme classe déjà maîtresse d'une fraction du territoire national, la bureaucratie du P.C.C. se donnait des intérêts propres, des conquêtes à défendre, qui devaient lui rendre plus sensible la contradiction entre la ligne imposée par Moscou et les exigences et les possibilités de sa propre lutte des classes en Chine ; d'autant plus d'ailleurs que la lutte avait pris en Chine une forme militaire » (p. 284). (3)

Or, quelle était justement la composition de l'Armée Rouge ? Pas d'ouvriers un noyau de paysans mais également des « bandits » — paysans paupérisés —, des prisonniers et des déserteurs des armées blanches : « Tous ces éléments déjà détachés des classes laborieuses constituaient par leur passé et leur mentalité de « lumpen » un matériau social tout prêt pour créer des corps de troupe indépendants, pouvant le cas échéant, à condition d'être fortement encadrés, jouer le rôle d'une garde prétorienne de la bureaucratie » (p. 274).

Le parti communiste n'était plus constitué de prolétaires mais de permanents ayant leurs propres intérêts : « pour l'essentiel, le P.C.C. se trouvait maintenant confondu avec un appareil d'État centralisé, hiérarchisé et en fait composé de fonctionnaires et d'officiers permanents nettement différenciés des travailleurs de par leur fonction de direction. Solidement unifiée par l'idéologie totalitaire du stalinisme, et dorénavant complètement détachée aussi bien du prolétariat et de la révolution prolétarienne que de la bourgeoisie et des mystifications réformistes, la bureaucratie du Parti et de l'État était devenue le noyau d'une nouvelle classe de la société chinoise. Le moment approchait où, entre le prolétariat exsangue et le capitalisme financier qui s'acheminait rapidement vers la décadence, ce noyau allait apparaître comme le centre de polarisation de tous les éléments (4) que la concentration capitaliste, en nombre toujours croissant, expulsait littéralement de la société bourgeoise » (p.309)

La liquidation de la guerre civile et l'émergence d'un front commun « communistes-nationalistes » en 1936-1937



contre l'envahisseur japonais, va alors permettre au P.C.C. de sortir de son isolement politique et territorial. Certes l'alliance PCC/GMD s'inscrit dans le contexte plus général d'une alliance sino-soviétique contre le Japon mais, en même temps, la bourgeoisie nationale, la classe moyenne industrielle et commerciale, avait poussé à la roue car elle ne s'estimait plus représentée par le gouvernement de Jiang Jie Shi, dominé par les banquiers compradores de Shanghai dont les propres intérêts favorisaient la pénétration économique du Japon. « Désormais une convergence essentielle se dessinait entre le développement de la bureaucratie maoïste et les transformations sociales et politiques qui s'opéraient au sein des classes moyennes. L'intégration des éléments les plus agissants et les plus radicalisés de ces couches sociales à l'appareil de la révolution bureaucratique était commencée » (P. 330).

C'est ainsi que « dès la fin de l'année 1948, dans certaines régions, 80 à 90 % des fonctionnaires mis en place par le gouvernement de Mao Ze Dong étaient des gens qui avaient d'abord servi le G.M.D. et parfois même directement participé à l'exploitation et l'oppression du peuple, comme les percepteurs d'impôts et les juges de districts » (p.418).

Le P.C.C. phagocytait par là-même l'apport initial des paysans qui auraient pu encore lui dire « qui t'a fait roi ? » par l'arrivée massive des classes moyennes, ouvriers de la onzième heure, et d'autant plus enclins en conséquence à

se conduire en serviteurs zélés. Le P.C.C. avait par ailleurs bien besoin d'elles pour constituer la couche bureaucratique ayant les capacités et l'expérience nécessaires pour faire fonctionner l'appareil d'État selon les normes de la rationalisation capitaliste.

Le même processus se produisit au sein de l'armée : capitulations locales et désertions massives firent perdre aux nationalistes le tiers de leurs troupes et de leurs armements avant même l'été 1948. Mais « la révolution ne détruisit pas la subordination du soldat à l'officier à travers laquelle s'exprime la division de la société en classe, elle ne créa pas comme en Russie des conseils de soldats, c'est à dire des organes de démocratie directe dans l'armée, traduisant la conquête par la troupe de l'auto-direction de ses activités militaires et révolutionnaires. Elle aboutit seulement à l'amalgame et à une fusion du corps des officiers rouges et du corps des officiers nationalistes qui vinrent directement prendre place dans la hiérarchie bureaucratique de la nouvelle société. La révolte du soldat, comme celle du paysan, se trouva de plus en plus rejetée à l'arrière-plan, et le processus de la révolution finit par se confondre presque entièrement avec une absorption de l'appareil dirigeant civil et militaire du G.M.D. par l'État et l'Armée Rouge. » (p. 431)

Conclusion : « Si la révolution, en extrayant les rapports précapitalistes de la

COMMUNIQUES

campagne, en détruisant le pouvoir de l'oligarchie parasitaire et en tranchant du même coup les liens de subordination du pays à l'impérialisme, avait radicalement renversé les obstacles qui barraient à la Chine la route du progrès, elle laissait intact le formidable appareil de domination qui pendant plus d'un demi-siècle avait été secrété par la société féodale-capitaliste. **Celui-ci ne s'était disloqué sous les coups de la Révolution que pour se reconstituer aussitôt en passant à son service.**» (p. 436)

Or, pour en revenir aux canons de Marx et de Lénine, «le premier acte de la révolution prolétarienne doit être la destruction radicale de la machine bureaucratique créée par la société d'exploitation et la conquête par les travailleurs de l'auto-direction de toutes leurs activités sociales. En Chine, c'est le contraire qui a eut lieu. Au moment où l'ancien régime s'écroula, tout fut organisé de telle sorte que ne se produise aucune vacance du pouvoir permettant aux masses sur-exploitées de faire irruption sur la scène politique et de créer leurs propres organes de souveraineté.» (p. 437)

Ainsi «le changement de régime ne modifiant en rien la situation fondamentale des ouvriers comme simples exécutants des tâches matérielles de la production, c'est à peine si le prolétariat chinois se sentit concerné par la métamorphose qui était en train de s'accomplir dans les sphères dirigeantes de la société.» (p. 438)

Comme il en allait de même dans les campagnes, «la bureaucratie n'attendait plus des paysans comme des ouvriers que du travail et de la docilité.» (p.440)

Pour paraphraser la célèbre formule de Lénine: en Chine, révolution, stade ultime du capital!

J.J. Gandini

NOTES

(1) — Ce n'est donc pas réservé au «mode de production asiatique» mais propre à tous les régimes bureaucratiques. Souiry se sert avec une parfaite maîtrise de la grille d'interprétation marxiste en véritable iconoclaste: le roi est nu. Là où son cheval (analyse) est passé, l'herbe (marxisme-léninisme) ne repousse plus!

(2) — Et la tentative des «Socialistes-Révolutionnaires» majoritaires en Russie avec les élections de mars 1918, avant qu'elle ne soit balayée par Lénine?

(3) — Rendue inéluctable à la suite des véritables massacres perpétrés par le G.M.D.

A mettre en parallèle avec les simples bagarres de rues auxquelles était mêlé le P.C.F. à la même époque.

(4) — Artisans, petits-commerçants, lettrés...

(5) — Enormes profits spéculatifs, nés de la structure monopoliste du commerce chinois = détournement des capitaux de la production = rareté des marchandises = inflation = ruine des classes moyennes et des agents de l'Etat à revenu fixe.

(6) — Tournant de l'année 1947 avec la défaite des libéraux de la Ligue Démocratique face à l'appareil policier du G.M.D.

6 MOIS DE PRISON FERME POUR THIERRY MARICOURT

Lors de son procès en appel de mars 84, notre camarade Thierry Maricourt vient de chopper 6 mois de prison ferme pour délit d'insoumission. Quand il y en a qui nous dise que la France est un beau pays...

Thierry Maricourt, c/o GAA BP 7 80330 Longueau.

FRANCISCO FERRER

L'Institut d'Histoire des Pédagogies Libertaires publie aux Editions Ivan Davy «Francisco Ferrer, sa vie - son œuvre». Le prix de souscription est de 40 francs.

Ivan Davy, rue Basse Hallopeau Denée 49190 Rochefort sur Loire.
Institut... c/o Jean-Pierre Caro, Caradec La Harmoye 22320 Corlay.

LES ORDONNANCES DE 59

Les éditions Avis de Recherche ont sorti un numéro sur «Les ordonnances de 59 ou les citoyens-soldats» (40 pages, 15 francs).
Avis de Recherche, BP 53 75861 Paris cédex 18.

J.A.P.L.: (1) 783 56 25

A la mi-décembre 1983, un nouveau journal est né: J.A.P.L. (Jeune Agence Presse Libertaire). C'est un hebdomadaire paraissant chaque jeudi à 8 heures sur répondeur téléphonique. En général le sommaire comprend: des infos; un calendrier des manifestations politiques (défilés, conférences, débats) et culturelles (expos, concerts); une revue de presse. En fin de bande, après le bip sonore, l'auditeur à la possibilité de s'exprimer, de livrer remarques et informations qui pourront être reprises dans le numéro suivant. L'existence de J.A.P.L. dépend de ses auditeurs, alors appelez et faites connaître le 16 (1) 783 56 25.



I.L.R.: 16 (7) 830 98 93

A Lyon vient de se créer de la même façon INFOS LIBRES sur REPONDEUR, des infos différentes diffusées par des libéraires. Il suffit pour cela d'appeler 24 heures su 24 au 16 (7) 830 98 93.

NOUVELLES DE DIJON

Le GREL (FA) de Dijon nous signale: — Jean-Roger CAUSSIMON le vendredi 4 mai à 21 heures à l'Atheneum - campus universitaire.

— Radio libéraire Dijon émet sur Radio K Libre - 87,9 Mhz, tous les dimanches de 21 heures à 24 heures. Emissions retransmises le lundi de 15 à 18 heures.

GREL BP 1493 21053 Dijon Cédex.

TERTULIA, GROUPE D'ACTION CULTURELLE

TERTULIA, forum de discussion proprement libéraire vient de voir le jour. En relation avec la librairie Le Tropic de St Etienne, ils essaient d'ouvrir un rayon de livres libertaires. On peut les contacter en écrivant à: TERTULIA, c/o Claude Clemaron, 5 rue Vaucanson 42000 St Etienne.

11ème RENCONTRE SUR LA TECHNOLOGIE

L'ADIC organise pour la deuxième fois des rencontres axées sur la technologie. Elles auront lieu les 9, 10 et 11 juin au Château de Ligoure à côté de Limoges. Pour s'inscrire: ADIC BP 493 63013 Clermont-Ferrand.

6ème FETE ANTIMILITARISTE

Le COT d'Albi organise les 19 et 20 mai 1984, salle de l'Endrevié à Blaye les Mines (Tarn) sa 6ème fête antimilitariste. Débats, films, musique, tout y sera pour s'intéresser et se divertir.
COT, BP 229 81002 Albi Cédex.

JOURNEES ANTI-AUTORITAIRES

Les Journées anti-autoritaires auront lieu les 15, 16 et 17 juin à l'AGECA, 177 rue de Charonne 75011 Paris.

C.A.I.O.

Le CAIO (Collectif Antimilitariste Insoumission Objection) organise le samedi 19 mai de 15 heures à 19 heures une réunion-débat sur les thèmes:

— Insoumission face au service national
— militarisation de la société sous différents aspects.

Exposition, film (sous-réserve), table de presse, boissons...

33 rue des Vignoles, Paris, métro Buzenval Nation.

DEBATS A LA GRYPFFE LIBRAIRIE LIBERTAIRE

Plusieurs débats auront lieu à la librairie La Gryffe dans les prochains mois:

— Michel Auvray, le samedi 5 mai à 15 heures
— S. Chesnaux, historien, autour de son livre «De la Modernité», le 19 mai à 15 heures.

Pour plus de précisions sur les dates et les heures des débats, téléphoner au 861 02 25.
La Gryffe, librairie libéraire, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon (Métro Saxe Gambetta)

MALVILLE 84

NON A SUPERPHENIX
COMITE MALVILLE

NON A SUPERPHENIX
COMITE MALVILLE

Toujours contre

Nous avons demandé à deux antimilitaristes engagés dans la préparation du rassemblement à Malville des 4 et 5 août prochain, de nous expliquer leur engagement et surtout pourquoi il faut continuer à se battre contre Malville en 1984.

Dominique: La lutte contre Malville ne s'est pas arrêtée le 31 juillet 1977. Dès 1982, des antimilitaristes ont participé, d'une manière effective, à la marche «Malville-Elysée». Le GARM (Groupe d'Action et de Résistance contre la Militarisation) avait adhéré au Collectif d'opposition à Superphénix et, pour cette marche, a rédigé et diffusé avec le Comité Malville de Lyon un numéro spécial commun aux journaux «Objections» et «Superpholix» sur les liens entre l'atome et la bombe.

Lors de cette marche, nous étions bien peu à faire ce lien direct entre les nucléaires dits civils et militaires. Aujourd'hui la situation a évolué et d'autres mouvements que les seuls antimilitaristes et quelques antinucléaires reprennent en compte que Malville servira à fournir le plutonium de «nos» bombes. Notamment une bonne partie du mouvement anti-guerre, affilié au CODENE (COMité pour le DÉSarmement Nucléaire en Europe) ainsi que les antinucléaires dans leur ensemble considèrent de plus en plus la finalité militaire dans les choix nucléaires.

Le CLAR-CODENE (Collectif Lyonnais pour l'Appel Russel), auquel participent aussi quelques antimilitaristes, et le Comité Malville sont à l'origine de la campagne actuelle. Une première initiative s'est déroulée le 30 et 31 octobre dernier avec la marche Malville-Mont Verdun (2ème poste de commandement atomique) et Bourg où se déroulait le congrès du PS. Il faut dire que cette Marche a eu bien peu d'écho car l'on revient de loin sur la sensibilisation contre Malville!!! Mais ce n'est pas une raison pour capituler.

Les assises des 26 et 27 mai et le rassemblement des 4 et 5 août ne sont qu'une étape d'un travail à plus long terme, une préparation nécessaire à des initiatives ultérieures. Malville n'est pas terminé, les chargements en sodium, utilisé pour le refroidissement, et en plutonium sont différés de trimestre en trimestre. Aussi, si une large prise de conscience s'effectue, des initiatives de blocage du chantier, par exemple, auront un sens et seront réalisables.

IRL: Quels autres groupes ou organisations se sont joints à cette initiative?

Patrice: Beaucoup. A la suite de deux réunions nationales, un appel contre Superphénix a été lancé. Il est signé actuellement par une bonne cinquantaine d'organisations et de groupes locaux. Malheureusement cela ne veut pas dire que tous ces gens vont s'investir d'une manière importante. Pour que cette action réussisse, il faut que dans le maximum d'endroits des groupes locaux se constituent. Cette campagne ne peut

rester à un niveau régional. Elle doit devenir nationale si on veut arriver à bloquer la filière car, derrière Malville, se profile déjà la construction d'un deuxième surgénérateur, soit à Malville même, soit à St Etienne des Sorts, dans le Vaucluse.

Il faut aussi parler de l'écho important que cette initiative a dans plusieurs pays européens comme la Suisse, l'Italie ou l'Allemagne. D'ailleurs cela fait déjà pas mal de temps que les militants pacifistes de ces pays nous interpellent sur le développement d'une lutte contre notre force de frappe française.

Dominique: Ce qu'il faut ajouter, c'est que cette initiative est une initiative à la base, de militants qui se sont déjà retrouvés lors d'autres rassemblements comme celui du plateau d'Albion ou à la marche Malville-Mont Verdun-Bourg. Ce n'est pas une initiative d'organisations puisque l'exemple type en est que le CODENE et le PSU ont refusé de signer au niveau national tout en laissant leurs groupes ou fédérations libres de la faire. Sans les attendre, la plupart des CODENE du sud-est participent à la préparation de cette campagne et plusieurs fédérations départementales du PSU ont signé l'appel...

IRL: N'avez-vous pas peur de vous lancer dans une lutte très minoritaire, vu les préoccupations actuelles des syndicats, par exemple, et le creux de la vague dans lequel vivent les mouvements écologiques et autres?

Dominique: Cette campagne n'est pas organisée pour servir de tremplin politique en vue des prochaines élections. Le nombre ne peut être la seule condition

de notre participation contrairement aux objectifs qui le sont. Nous serons toujours contre Malville et il faut continuer à se battre contre. L'important ce n'est pas qu'il y ait un grand troupeau comme au Larzac l'été dernier. L'objectif d'août 84 est bien de rassembler le maximum de monde mais avec un objectif précis, pour permettre une sensibilisation, pour préparer d'autres initiatives de résistance, de blocage de la construction de Malville et de son chargement.

Patrice: Ce qui est minoritaire actuellement, ce sont les idées antimilitaristes ou libertaires. Je crois qu'on ne pourra développer nos idées qu'en participant de manière active à des actions qui se situent sur un terrain concret comme cette bagarre pour empêcher la mise en route de Malville.

Il faudrait définir ce qu'est une lutte minoritaire car, actuellement, quelle lutte antinucléaire existe-t-il? Quelle lutte réelle contre la guerre y a-t-il en France? Aucune. Le PSU et le CODENE national nous reproche exactement la même chose, de nous lancer dans une lutte minoritaire. Ce qui veut dire pour eux qu'il faut à tout prix qu'il y ait le sigle CFDT au bas de l'appel même si, pour cela, on doit diminuer nos objectifs. Cela a fait l'objet de nombreuses discussions au sein de la coordination nationale. La décision finale a été de ne pas choisir des objectifs en fonction de la possibilité ou non de la signature de la CFDT mais bien de choisir un objectif en fonction des participants réels et de l'enjeu, c'est à dire essayer de freiner la France dans la course aux armements qu'elle mène.

IRL: Face aux échecs des mouvements pour la paix et contre les euromissiles en Europe, est-ce que vous pensez pouvoir réussir à arrêter Malville?

Dominique: La campagne pour l'arrêt de Malville intègre la notion de désarmement nucléaire unilatéral mais son enjeu est assez différent de ceux des mouvements de paix européens. Derrière Malville ce ne sont pas les pershing, les SS 20 que l'on trouve mais le plutonium nécessaire pour construire nos euromissiles bien « franchouillards ». Ici le consensus politique existe pour le cocorico nucléaire et, de fait, notre audience sera certainement bien moindre; mais il vaut mieux commencer par balayer devant sa porte...

Arrêter Malville, ce n'est pas désespéré car le surgénérateur est de plus en plus contesté au niveau scientifique et même au sein d'EDF ça grince un peu en raison de son gouffre financier et de la surproduction d'électricité d'origine nucléaire.

Patrice: Je trouve que tu vas un peu vite en besogne car tu parles d'échecs des mouvements pour la paix en Europe car ce n'est pas parce que les américains ont commencé d'installer les pershing dans certains pays que la lutte est terminée. Par exemple, lors du week-end de Pâques, en Angleterre, en Allemagne, il y a eu de grosses manifestations de centaines de milliers de personnes... La lutte des femmes de Greenham Common tient toujours... C'est sûr qu'en France on

Position du groupe anarchiste de Lyon

Un rassemblement appelé principalement à l'origine par le CLAR-CODENE et le comité Malville de Lyon, est prévu le 4 et 5 août à Malville pour protester contre la mise en service du surgénérateur Super-Phénix.

Parmi les organisateurs, il y a des antinucléaires et des antimilitaristes qui souhaitent rassembler un grand nombre de gens de leurs sensibilités tout en cherchant à faire avancer leurs opinions au sein du mouvement de la paix.

Toute la contradiction réside là, car ce mouvement, regroupé essentiellement autour du CODENE, comprend également la CFDT, le PSU, le MDPL, des écologistes et des antimilitaristes et se fixe comme objectif de regrouper et déterminer en France, un pacifisme de gauche non communiste et représenter une alternative dans la situation socio-politique actuelle.

La logique dans laquelle s'inscrit cette lutte est essentiellement un rapport de force interne au sein de la « gauche » en France et se situe dans une stratégie de « groupe de pression ».

Nous ne pouvons nous reconnaître dans les objectifs de ce rassemblement que ce soit sur l'appel ou sur la stratégie.

VOICI POURQUOI NOUS NE POUVONS SOUTENIR CET APPEL

Le texte est l'œuvre d'une coalition qui cultive les ambiguïtés devant la peur de se retrouver en rupture avec la sphère politique dite « de gauche ». La démagogie de l'argumentation nous semble provenir d'une crainte de la marginalisation et conduit les organisateurs, en voulant amener une certaine frange de la gauche vers les terrains antinucléaires et antimilitaristes, à se plier à la logique de ceux à qui ils s'adressent et qu'ils devraient combattre.

L'appel brade les objectifs antinucléaires et antimilitaristes.

— **Du point de vue antinucléaire :**

a) Nulle part le nucléaire est condamné en tant que technologie aliénante (dans la logique d'un certain nombre de choix de société).

b) Il n'est question que de la surgénération (ce qui évite entre les organisateurs un débat de fond instructif sur le nucléaire).

c) Malville est critiqué pour sa non-rentabilité, son peu de sûreté et son inutilité dans la situation présente et à venir du système capitaliste.

« Pour quoi Superphénix ? »

— Ce n'est pas parce qu'il est sûr.

— Ce n'est pas parce qu'il est rentable.

— Ce n'est pas parce que l'on a besoin d'électricité »

Ce qui peut vouloir dire qu'un Malville sûr, rentable et utile pour nos besoins en électricité

serait une bonne chose aux yeux de certains signataires.

— **Du point de vue antimilitariste :**

La même logique est suivie.

a) Seule la force de frappe est condamnée et seulement dans la mesure où elle n'est pas indépendante, où elle n'est pas tout azimut et qu'elle ne nous protège pas.

« — La force de frappe n'est pas indépendante.

— La force de frappe n'est pas tout azimut et ne nous protège pas. »

Ce qui peut vouloir dire qu'une force de frappe indépendante, non alignée et efficace, conviendrait parfaitement à certains signataires.

b) Le seul lien qui est fait entre Superphénix et l'armée est celui du plutonium. Or nous considérons que le complexe militaro-industriel étend ses ramifications à tous les secteurs technologiques de la société et que son développement correspond à une logique d'ensemble interdépendante du système économique capitaliste (Malville, la fusée Ariane et la « filière » électronique relèvent de la même logique que celle qui fait que l'on commande des navires et des véhicules militaires pour donner du travail aux ouvriers de la CGT). L'arbre cache la forêt et si l'on ne s'attaque qu'au seul rapport entre Malville et l'armée, on se refuse alors de voir la nature même de ce système militaro-industriel à la tête duquel se trouvent actuellement et volontairement les « socialistes » (partis « communiste », « socialiste » et « socialiste unifié ») et auquel collaborent, par intérêt, les institutions syndicales.

Contrairement à la logique développée par les organisateurs, nous ne pensons pas que l'on peut obtenir des acquis (et quels genres d'acquis?) par la négociation si elle ne se fait pas dans un rapport de force pratique et idéologique, et/ou par le copinage (PSU, CFDT, cathos, extrême-gauche, même combat pour une gauche alternative et pacifiste?)

Toutefois, nous ne pourrions nous résoudre à être indifférent à un regroupement sur Malville qui constitue un objectif sur lequel les libertaires ont toujours lutté et qui, si nous restions silencieux, développerait, à partir d'idées avec lesquelles nous sommes en désaccord, un point de vue limitatif de cette lutte. Nous développons une réflexion en vue d'une présence à Malville sur d'autres bases.

Que les groupes qui sont intéressés par notre démarche nous écrivent.

Groupe Anarchiste de Lyon
c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

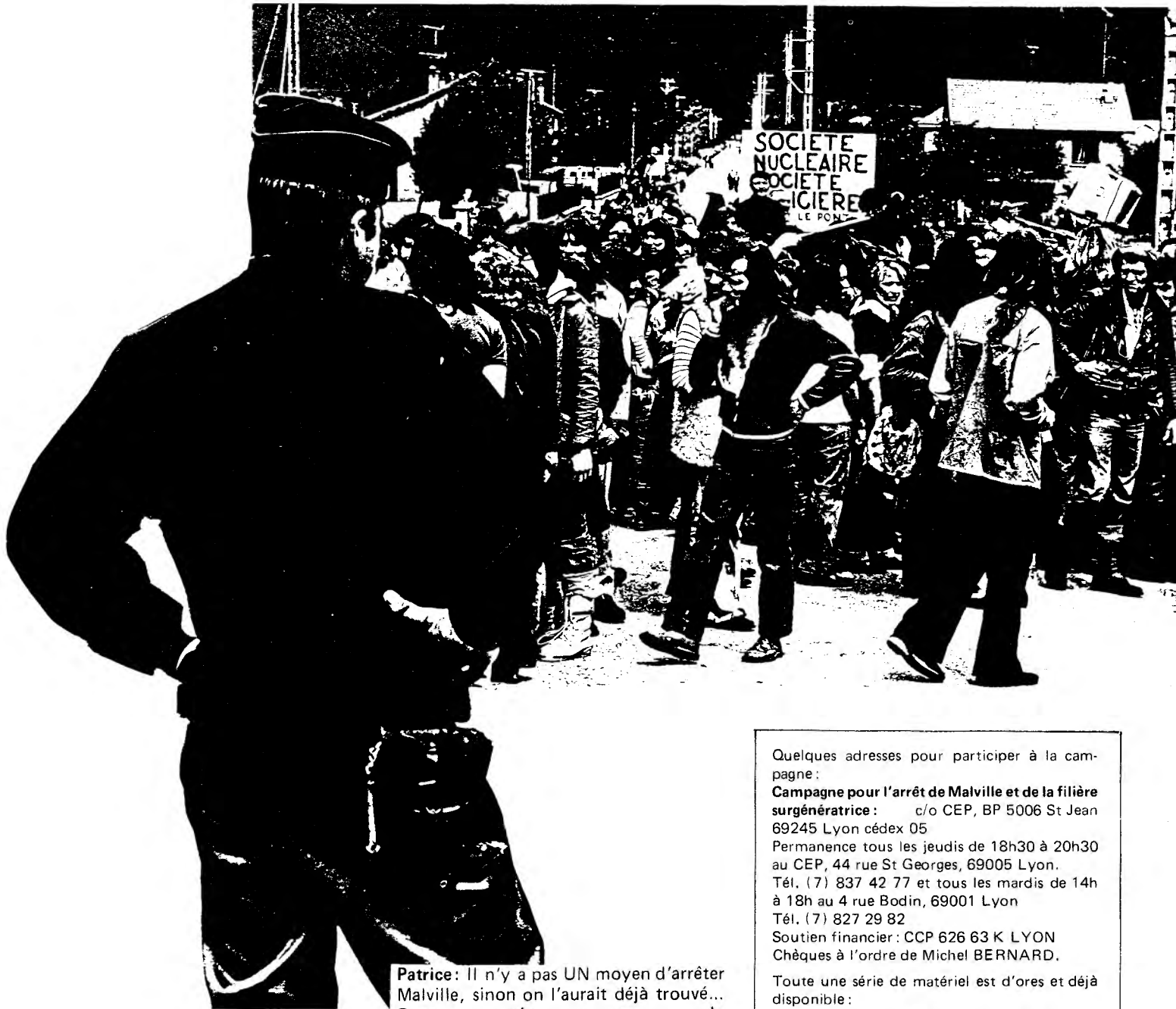
est encore loin. La dissuasion nucléaire a bien fonctionné comme chappe de plomb au-dessus de nos têtes et, pour moi, c'est un des intérêts que représente cette lutte, d'arriver à poser le problème du type d'organisation sociale que l'on nous prépare avec cette société du plutonium qui se met en place et qui repose sur le centralisme, l'autoritarisme, etc...

IRL: Est-ce que dans la région de Malville les gens sont mobilisés ou alors est-ce qu'ils s'en foutent?

Dominique: Derrière ta question se profile un débat fréquent sur la participa-

tion des libertaires. Si effectivement il y a nécessité d'une prise en compte du problème chez les « riverains », cela ne peut être en aucun cas la condition pour agir. Ce style d'attente de réaction locale validant la « légitimité » d'une lutte me paraît très ambiguë, presque la caution d'un certain immobilisme.

Cette manière d'aborder le problème procède d'une erreur de bout de lorgnette: Malville ce n'est pas un vague petit projet local mais une réalisation européenne avec en toile de fond la possibilité d'une défense nucléaire européenne.



Patrice: Il n'y a pas UN moyen d'arrêter Malville, sinon on l'aurait déjà trouvé...

Dans un premier temps, on essaye de briser la chape de plomb qui entoure tout ce qui touche au nucléaire en France. Et puis on espère qu'il y aura des actions plus précises qui s'organiseront, comme le blocage du chargement en plutonium, l'installation d'un camp de paix permanent autour du site et puis toutes les initiatives que chacun, chaque groupe organisera, que vous organiserez. C'est bien par un ensemble d'initiatives qu'on arrivera à arrêter Malville et la filière surgénératrice.

IRL: Donc Malville est aujourd'hui un combat prioritaire ?

Dominique: C'est l'objectif prioritaire et celui qui a des fortes chances de réussir. Il ne s'agit pas en effet d'accomplir une mission impossible, de détruire une machine en état de marche puisque Malville ne fonctionne toujours pas... Pour rappel, sa mise en fonction était prévue pour 1981. On n'est qu'en 1984 et le chargement en plutonium, selon des sources officielles n'est pas prévu avant début 85. Il faut tout faire pour que sa mise en route ne se fasse pas.

Propos recueillis par Mimmo
(l'avocat du diable).

La sensibilisation des locaux ne peut être une priorité car sinon il faut s'en donner les moyens et notamment en leur faisant peur et en entretenant cette angoisse. Ça c'est déjà vu !

Il faut qu'il y ait localement la même proportion de prise de conscience que dans une autre région.

Enfin, dans la série des arguments avancés pour ne pas s'impliquer d'une manière effective, il y a la sacro-sainte référence à la magouille, à la récupération. Effectivement, il ne faut pas nier ce risque de récupération mais ça c'est le boulot des coordinations. Et à moins de ne jamais rien faire ou que tout seul, je vois mal comment échapper à ce style de confrontation. Et ce n'est pas pour rien si aujourd'hui une grande partie de l'organisation de cette campagne repose sur des militants de base de la région rhône-alpes et non sur une inter-orga parisienne.

IRL: Oui, mais quels sont les moyens à utiliser pour arrêter Malville? Le bazooka comme quelqu'un a déjà essayé de le faire?

Quelques adresses pour participer à la campagne :

Campagne pour l'arrêt de Malville et de la filière surgénératrice : c/o CEP, BP 5006 St Jean 69245 Lyon cédex 05

Permanence tous les jeudis de 18h30 à 20h30 au CEP, 44 rue St Georges, 69005 Lyon.

Tél. (7) 837 42 77 et tous les mardis de 14h à 18h au 4 rue Bodin, 69001 Lyon

Tél. (7) 827 29 82

Soutien financier : CCP 626 63 K LYON
Chèques à l'ordre de Michel BERNARD.

Toute une série de matériel est d'ores et déjà disponible :

— des enveloppes, des autocollants, des posters de soutien, des pétitions et bien sûr des affiches.

Un superbe journal est en préparation... Sa sortie est prévue pour le 10 mai.

Le rassemblement aura lieu les 4 et 5 août à Malville. Le lieu et le programme exact sera communiqué dans le prochain numéro d'IRL.

Il sera précédé de plusieurs convergences cyclistes :

— une qui partira d'Avignon pour remonter la vallée du Rhône en passant par les différents sites « nucléaires » (pour tout contact : **Coordination vaucloisienne pour le désarmement, BP 142, 84007 Avignon Cédex**).

— la deuxième partira de Genève (contact : **Alternative verte de Suisse c/o Laurent Escoffier, rue du Vieux Billard, 1205 Genève Suisse**)

Egalement durant les quinze derniers jours de juillet se tiendra un **CAMP DE LA PAIX** qui doit servir notamment à préparer l'organisation du rassemblement.

La première étape de cette campagne contre Malville est la tenue d'**ASSISES EUROPEENNES CONTRE LA SURGENERATION** les 26 et 27 mai.

Elles se dérouleront à Villeurbanne à l'INSA, le nombre de places étant limité à 500 et pour des raisons d'organisation, il faut s'inscrire avant. Les frais de participations s'élèvent à 100 francs.

Bioforce

Comment le gouvernement français, après ses ventes d'armes à plus de 100 états dans le monde, promeut le service après-vente Bioforce d'aide aux populations en cas de guerres ou de catastrophes « naturelles ».

UN CONCEPT CIVIL

La première partie de l'histoire de Bioforce est civile et commerciale puisqu'à l'origine, déjà ancienne, elle se confond avec celle d'un patron lyonnais de l'industrie pharmaceutique, Charles Mérieux, dont le rêve avoué est « de vacciner tous les enfants du monde ». Dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Institut Mérieux affrète tout azimuth des avions auprès de compagnies aériennes pour le transport de vaccins Mérieux dans le monde entier (1951 en Colombie, 1962 en Iran, 1973 au Brésil, 1978 au Botswana, etc..). Cependant, ce n'est qu'au début des années soixante dix, alors que la fondation Marcel Mérieux (père de Charles) cherchait à « associer les pays africains à l'Oeuvre française de transfusion sanguine » qu'est née l'idée de bio-coopération.

En 1973-1974, au moment de l'épidémie de méningite africaine au Brésil (80 millions de brésiliens seront vaccinés en moins de 9 mois), Charles Mérieux rédige une note sur une « Bioforce intercontinentale opérationnelle » qui servira de base de discussion lors d'un séminaire à Brasilia. Faute de moyens, cette première bioforce restera une « idée en l'air » jusqu'à la fin des années soixante-dix.

Début 80, la conjonction de plusieurs facteurs scientifique, économique et politique va permettre à la bio-coopération, « ce rêve mondial » de reposer sur la réalité lyonnaise. C'est l'époque où « tout le monde il est bio » ! Lyon, re-baptisée « bio-capitale » est le lieu d'un redéploiement scientifique en matière de bio-technologies avec la création du complexe de Gerland (quartier de Lyon) comprenant l'Institut national de pathologie bovine, le transfert de l'Ecole normale de St Cloud, etc..

Par ailleurs, en septembre 1980, un Groupement d'Intérêt économique est constitué entre l'Institut Pasteur de Lyon, le Centre Régional de transfusion sanguine et la fondation Mérieux, afin de « solliciter tous les moyens lyonnais pour la recherche et la formation des biologistes nécessaires aux pays en développement ». Pour Charles Mérieux et ses spécialistes dits « bio-mérieux », il faut multiplier les équipes de vaccination car « c'est l'occasion de donner leur chance aux jeunes en quête du premier

emploi.. ». Les pays du tiers-monde ne semble pas, eux, bénéficier de la même chance, au point qu'en 1976 un député socialiste se soit indigné de « l'activité illégale de l'Institut Mérieux en matière de transfusion sanguine » et dénoncé que « la plus grosse partie du plasma utilisé par l'Institut provenait de prélèvements effectués parmi les populations pauvres des pays en voie de développement ». Bref, en un mot comme en « sang », le début des années 80 voit, d'après Charles Mérieux, la tradition pasteurienne assez solide à Lyon » pour associer l'Université et l'industrie.. » et, selon nous, depuis mai 1981, l'armée.

DES MOYENS MILITAIRES

Avec la présence du Ministère de la défense dite nationale du chantre de la symbiose armée-nation, Charles Hernu, nous entrons dans l'ère militaro-civile de la Bioforce. Dorénavant celle-ci se pare d'une tenue de camouflage et plusieurs structures hermaphrodites vont être créées. Il n'est pas inutile de rappeler la teneur de « l'héritage » en matière de santé militaire dont dispose le nouveau ministre de la défense. Pour leur besoin sur le territoire national ou celui d'autrui, les structures militaires françaises font appel au Service de santé des armées et, notamment lors de missions à l'étranger, à l'EMIR, Equipe Mobile d'Intervention Rapide. Cette EMIR, destinée principalement à des opérations ponctuelles, dites chirurgicales, Charles Hernu souhaite la remanier et la développer pour « permettre la réalisation d'actions de beaucoup plus grande envergure ».

En novembre 1981, au cours de l'inauguration de la nouvelle école de santé militaire à Bron (banlieue de Lyon), le ministre fait savoir qu'il souhaite donner à cette école (pour lui il s'agit d'une « Académie de Médecine » (sic !) une mission opérationnelle permanente par la création d'une Force d'Assistance Humanitaire qui sera installé non loin de l'école de santé militaire ! Il demande, dans un premier temps, à M. Haroun Tazieff - Monsieur catastrophe naturelle, expert de la géologie de l'atoll de Mururoa - de préparer la création d'un Corps expéditionnaire humanitaire qui sera installé non loin de l'école de santé à Bron. Cette première mouture militaro-civile de la Bioforce devait disposer de personnel hospitalier, d'aviateurs et de parachutistes des deux sexes, d'avions Transall et de stocks de médicaments prélevables sur ceux du Service de santé des armées.

Fin 1981, tout est prêt pour la « divine rencontre » des ambitions respectives des deux Charles.. Le premier, plus

que jamais en mal de symbiose, manœuvre déjà du côté de l'éducation nationale : « il faut arriver à l'armée préparés et préparés par l'école, le lycée et l'Université ». Quant au second, il est désormais à même de vacciner le monde entier pour peu qu'on lui fournisse les moyens de transports adéquats. Ne définit-il pas la bio-coopération comme « l'alliance de l'avion, de l'Afrique et de la médecine préventive » ? Et, à part les avions, n'a-t-il pas tout prévu ? Vaccins, formation, etc..

La mise en place progressive de la FAHMIR, courant 1982, intégrera le concept de Bioforce, cher à Charles Mérieux, qui s'entendra désormais comme « la coopération des structures aériennes civiles et militaires avec les hôpitaux et les grands laboratoires pour des opérations de secours sur n'importe quel territoire déclenchées par décision du ministère de la défense, cher à Charles Hernu.

DES STRUCTURES MILITARO-CIVILES

Dans la foulée d'une longue série de « symbioses protocolaires » avec l'ensemble des secteurs de la vie sociale (éducation - en septembre 1982 -, culture - en novembre 1982 -, recherche scientifique - en février 83 -), le ministre de la défense officialise la toute nouvelle symbiose armée-bioforce, entre son ministère, celui de la Coopération et les Instituts Mérieux et Pasteur. Ce protocole prévoit que les deux Instituts stockent et conservent plusieurs millions de doses de vaccin ainsi que les moyens matériels de mise en œuvre (réfrigérateurs, injecteurs). Le Service de santé des armées s'engage à prélever sur ses établissements de métropole, en particulier Lyon, Marseille et Paris, le personnel spécialisé en médecins et infirmiers. L'armée de l'air assurera le transport des matériels et du personnel ? Quant au Ministère de la coopération il interviendra dans le financement.

Cet état de disponibilité permanente, 24h sur 24h, correspond tout à fait à la mission de la FAHMIR, chargée d'apporter un soutien logistique et un savoir faire dans le domaine des maladies infectieuses à tout pays qui en ferait la demande en cas de crise biologique grave. Cette crise peut être d'origine naturelle ou non (militaire par exemple..).

On en arrive, par une dérive politico-stratégique, à élargir le champ d'intervention des structures civiles au domaine diplomatico-militaire.

Pour Charles Mérieux R.A.S. ! Il ne voit dans ce protocole qu'un ensemble de modalités de stockage et d'acheminement des vaccins nécessaires à enrayer une épidémie dans le monde ». Ni plus, ni moins. Cependant, tout n'est pas parfait dans ce protocole, puisque si les infrastructures matérielles sont bien définies, il reste à préciser l'infrastructure humaine, c'est à dire les hommes chargés des opérations de secours. Le Service de santé des armées ne fournissant « que » le personnel spécialisé. Charles Mérieux

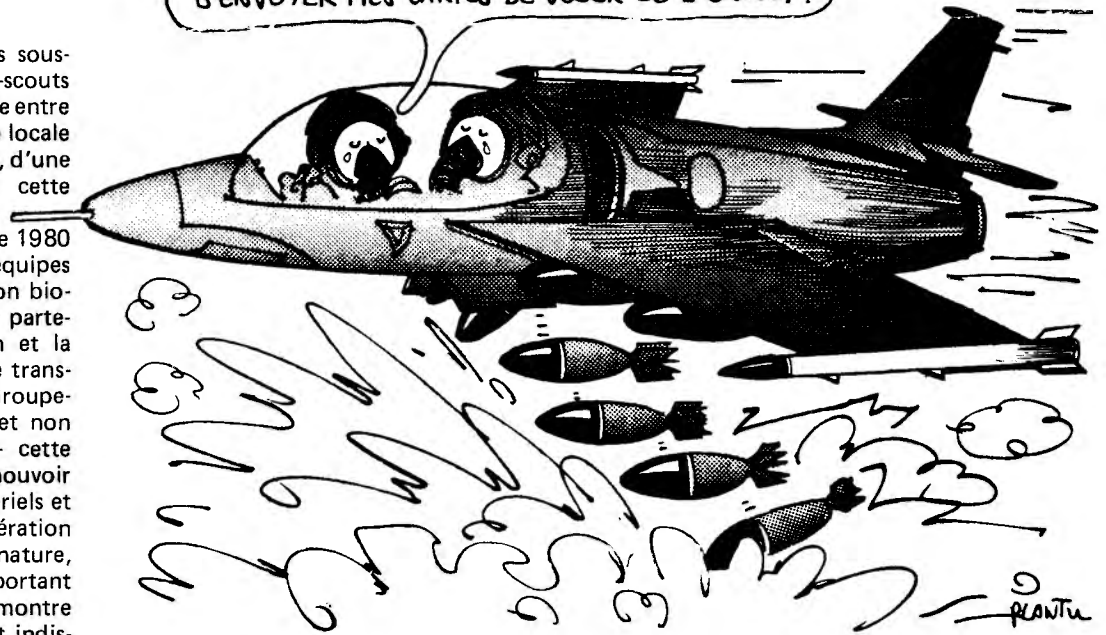
se propose donc de former « des sous-officiers de la santé », sorte de boy-scouts polyvalents servant d'intermédiaire entre les spécialistes et la main d'œuvre locale et qui seront chargés, entre autre, d'une fonction d'encadrement de cette dernière.

Reprenant ses projets de l'année 1980 concernant la multiplication des équipes de vaccinations, il crée la « Mission bioforce développement » avec pour partenaire l'Institut Pasteur de Lyon et la Fédération des établissements de transfusion sanguine de rhône-alpes. Groupement d'Intérêt Opérationnel – et non plus simplement économique – cette « Mission bioforce » vise à « promouvoir la mise en place de moyens matériels et humains au service de la biocoopération intercontinentale ». La date de signature, 7 juillet 1983, de la convention portant création de cette « Mission » montre qu'il s'agit bien d'un complément indispensable au protocole de mai 1983. En effet, chargée de recruter et d'organiser la formation, en trois ans, d'une centaine de stagiaires pour cette année (plusieurs centaines les années suivantes), la « Mission » est une articulation essentielle à la réalisation des clauses du protocole lors d'opérations de grande envergure.

C'est sans doute ce caractère de force d'appoint obligé qui fait de la « Mission bioforce », créée entre partenaires civils, un chaînon militaro-civil des secours d'urgence dépendant des décisions du Ministère de la défense. Cette dépendance est d'autant plus étroite que d'une part, le budget de fonctionnement de cette « mission » est financé pour un tiers par l'état (2 millions de francs) et que d'autre part, les stagiaires, futurs « agents du développement international » (!) ont deux ans de stage à accomplir dans le cadre du service national volontaire.

Ce dernier point est significatif de la convergence des « intérêts » respectifs des deux Charles. L'un, Pdg ou actionnaire d'une multitude d'entreprises de santé souhaite donner « leur chance » aux jeunes « primo-demandeurs d'emploi ayant interrompu des études médicales,

AH! J'OUBLIAIS! FAIS-MOI PENSER EN REVENANT D'ENVOYER MES CARTES DE VOEUX DE L'UNICEF!



Dessin de PLANTU.

paramédicales ou techniques», en les formant à devenir de bons agents du développement de l'industrie pharmaceutique et de l'accoutumance des populations à ses produits. L'autre, membre du gouvernement de lutte contre le chômage, ne peut sous-estimer une mesure qui permet d'infléchir, au moins politiquement, la courbe ascendante des jeunes en « quête d'un premier emploi ». Après l'abaissement de l'âge d'incorporation à 17 ans et la mise en place d'un service national volontaire long (jusqu'à deux ans), en passant par l'accueil dans les arsenaux de 1000 jeunes pour soutenir le plan de l'ex-ministre de la formation professionnelle, la « mission bioforce » a toute sa place. Limitée certes, en regard des seuls chiffres, la « mission bioforce » trouve toutefois sa dimension principale dans son intégration totale au processus de militarisation des secours d'urgence qui tend à ne plus pouvoir permettre une intervention humanitaire sans participation, plus ou moins déterminante, du Ministère de la défense.

C'est ainsi que le premier Congrès international des secours aériens médi-

caux, en mai 1983, était organisé par les SAMU et le Service de santé des armées à Lyon-Bron, dans les locaux de « l'Académie de médecine ».

Ou bien encore, après les simulations de secours dans la région de Belfort, fin 1983, un nouveau protocole visant la mise en œuvre de plans sanitaires d'urgence en temps de paix comme en temps de conflit, vient d'être signé le 17 janvier 1984. Signataires: les ministères de la défense, des Affaires sociales et le Secrétaire d'état chargé de la santé... Ce protocole prévoit non seulement les modalités matérielles (locaux, approvisionnement, etc...), mais aussi la formation de personnels civil de santé au traitement des victimes d'armes classiques ou modernes (biologiques par exemple...).

La symbiose, forme de parasitose endémique du côté de la défense, entre les armées et le secteur de la santé, impose à la société civile une résistance accrue afin de ne pas donner prise (de sang...) au militarisme qui, dans le cas de Bioforce, relève du vampirisme.

UNION PACIFISTE
(section du Rhône)

ABONNEZ-

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 60 FRANCS
 - ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 110 FRANCS
 - ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 150 FRANCS
 - ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): 250 FRANCS
- (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

Le dispensaire des femmes

Cest en Mai 1978 que s'est ouvert à Genève le Dispensaire des Femmes. Ce projet a été adopté conjointement par des femmes ayant participé à un groupe de Self-Help, des militantes du Mouvement de Libération des Femmes et des femmes travaillant dans l'institution hospitalière.

BUDGET

Le Dispensaire travaille sans but lucratif; son action est reconnue par les caisses maladies et les factures (paiement à l'acte) sont remboursées par le système du tiers-payant.

FONCTIONNEMENT

Le Dispensaire s'est constitué en association avec l'objectif de «promouvoir l'éducation, la prévention et les soins auprès des femmes dans les domaines de la sexualité, de la grossesse et de la pédiatrie». Le collectif est composé de 14 membres qui travaillent à mi-temps. Certaines ont une formation médicale ou para-médicale, d'autres ont une pratique de plusieurs années de Self-Help. Entre toutes les travailleuses, il y a égalité dans la forme et le contenu du travail et dans la rémunération. Toutes remplissent les mêmes tâches à tour de rôle: réception, consultation, recherche et formation. Les décisions sont prises en commun. Les usagères donnent leur point de vue au cours des assemblées générales trimestrielles.

FORMATION

Une matinée par semaine est consacrée à la formation à l'intérieur du Dispensaire. Les travailleuses suivent alors la présentation que fait l'une d'elle sur un sujet choisi en commun à partir des besoins exprimés en consultation. Le collectif profite au niveau de l'échange et de l'information de contacts permanents avec les cliniques féministes et les groupes de Self-Help aux Etats-Unis et avec les médecins progressistes genevois.

CONSULTATIONS

Le Dispensaire occupe deux appartements. Par leur aménagement, les locaux rappellent plus l'intérieur d'un appartement que celui d'un cabinet médical impersonnel et aseptisé. L'usagère rencontre à l'accueil les deux femmes du collectif avec lesquelles aura lieu la consultation. Le sentiment de crainte ou de malaise que l'on éprouve dans un milieu médical disparaît grâce à l'absence d'unique forme médicale et à l'aspect familial du cadre. C'est après une première discussion qu'a lieu l'examen lui-même. Les travailleuses expliquent chaque geste,

montrent dans un miroir l'examen au spéculum et les analyses au microscope. Au cas où une infection se présente, elles expliquent et proposent deux traitements: un «alternatif» (plantes, massages, homéopathie...) et un médical «dur» (antibiotiques...).

Le choix entre l'utilisation des moyens «durs» ou «doux» est offert autant pour la contraception, l'accouchement, les maladies gynécologiques que pour la pédiatrie. Cela permet à la femme de se former petit à petit par des discussions, la réflexion, et d'aboutir à une prise en charge personnelle et active. La consultation dure une heure en moyenne.

GROUPES DE DISCUSSION

Au Dispensaire, les usagères ne sont pas considérées comme des malades mais comme des personnes capables de réfléchir sur leur corps, leur santé, leur maladie. Le collectif est investi dans des groupes nés de la demande des usagères: contraception, auto-examen, sexualité, préparation à l'accouchement, ménopause, santé des enfants... La plupart des femmes qui viennent ont déjà commencé une prise de conscience ailleurs et viennent y poursuivre leur recherche. Il y a des motivations différentes pour participer à un groupe: insatisfaction des cours de préparation à l'accouchement traditionnel, vouloir être capable de faire sa propre médecine, envie de se connaître mieux soi-même, se confronter

avec d'autres qui ont les mêmes problèmes, besoin d'information, exprimer ce qui reste non-dit avec le gynéco ou le partenaire.

ESQUISSE POUR UNE CONCLUSION

Le Dispensaire propose une médecine préventive et globale allant dans le sens d'une démedicalisation. Il ne s'agit pas de vulgariser le savoir médical, car il n'y a pas de savoir tout fait, mais au contraire de construire ensemble un nouveau savoir de la santé. Cette manière d'approcher la prévention et la traitement permet un début de reconstruction d'une culture médicale contrôlée par les usagères. Le temps important attribué à l'explication et à partager des expériences autant dans les consultations que dans les groupes de discussion offre une occasion unique pour regagner à l'intérieur de notre civilisation une culture médicale populaire.

*Extrait de l'article
«Le Dispensaire des Femmes»
N. 1 et 2 de BON SANG,
Bulletin de Contrinformation
Santé des Femmes.*

BON SANG, Case Postale 130 1211 Genève 1
DISPENSARE DES FEMMES
4 rue du Môle 1201 Genève.

GRUPE FEMME PRATIQUE SANTE
15 rue J.B. Say, 69001 Lyon.

FEMMES PRATIQUE SANTE

Le groupe Femmes "pratique Santé" est né du désir de certaines femmes, issues du mouvement des femmes, de se mobiliser et de faire un travail plus approfondi sur la santé, de prendre en charge leurs corps de façon concrète, et dès maintenant: nous ne sommes pas malades alors qu'à tout moment de notre vie nous sommes confrontées aux médecins (sexualité, contraception, avortement, maternité...)

Une pratique de groupe

A partir d'observations individuelles retravaillées en groupe, nous faisons une recherche sur les thèmes suivants:

- **Auto-examen**: autrement dit la possibilité pour chaque femmes de voir son coi grâce à un speculum, un miroir et une lampe de poche et d'observer ses sécrétions. Ainsi nous apprenons notre corps: notre vagin est rose, ce n'est pas un trou noir. Ces observations permettent un dépistage précoce des infections courantes et l'application de médicaments "doux" (yaourt, miel...)

- **Maternité**: un groupe de femmes enceintes a fonctionné plus d'un an. Il a effectué des recherches sur le déroulement de la grossesse, les préparations à l'accouchement, le vécu de la maternité... Une brochure reprend ce travail, Yoga et femmes enceintes, Homéopathie et grossesse, questions à poser au personnel des maternités, matériel utile pour accoucher à la maison...

- **Contraception**: notre choix se porte sur les contraceptions "doux". En effet, nous voulons connaître en plus de son efficacité, le mécanisme et les effets de n'importe quelle méthode contraceptive pour pouvoir choisir ce qui nous convient le mieux et menace le moins notre santé présente et future (et celle de nos enfants à venir). C'est pourquoi, en plus de l'observation du cycle qui nous permet de déterminer les périodes fécondes (à quoi bon se contracepter 365 jours par an alors que les moments "dangereux" sont limités?) nous sommes particulièrement intéressées à un moyen connu depuis longtemps mais abandonné depuis l'avènement de la pilule: la capé cervicale, moyen mécanique, sur lequel nous avons terminé la rédaction d'une brochure. Nous travaillons sur l'observation de la glaire cervicale.

- Ce travail de groupe nous permet de démedicaliser notre vie quotidienne et de contrôler le discours des médicaux. Nous sommes parties de nos préoccupations de femmes, mais notre démarche s'étend à toute la santé (diététique, vaccinations...). Aussi nous avons décidé de participer au Réseau-Santé afin de confronter notre expérience à celle d'autres usagers de la santé.

Le sort des idées

éjournant à Paris en mars 1977, Mikhaïl Agourski (*) apprend qu'un de ses articles a été publié dans *Interrogations*, revue anarchiste française qu'il ne connaît pas. Cette nouvelle, qui le surprend un peu, va le conduire à entrer en contact avec Louis Mercier-Vega, directeur de la publication, et à participer au Colloque anarchiste de Venise, en mars 1978. Il nous livre ses impressions sur les libertaires qu'il rencontre à cette occasion.

J'ai envoyé une lettre à Louis Mercier-Vega pour remercier les rédacteurs d'*Interrogations* d'avoir publié mon travail. Quelque temps après, j'ai reçu de lui une invitation très gentille en réponse, et je me suis rendu à son domicile (...). Mercier-Vega m'a ouvert. C'était un homme de taille moyenne, un peu maigre mais encore solide. On ne pouvait à première vue déterminer son âge ou sa nationalité (...). Il s'exprimait facilement en plusieurs langues, et nous nous sommes parlés en anglais. Après le dîner, en goûtant son vin, il m'a raconté un peu sa vie. Il était devenu anarchiste à l'âge de quinze ans, en Amérique du Sud. Il avait participé à la guerre d'Espagne, et séjourné dans plusieurs pays. En riant, il m'a dit quelques mots en russe qu'il avait appris de Lazarevitch, un des rares anarchistes russes à avoir échappé à la répression bolchevique. De mon côté, je lui déclarai que je ne croyais pas à l'idéal politique des anarchistes, tout en étant d'accord avec eux pour limiter le pouvoir d'Etat. Mais une telle limite devait être une tendance à suivre, non un but en soi. Il a répondu gentiment à mes arguments et m'a proposé de développer mes idées sur ce sujet au prochain Colloque anarchiste qui devait se tenir à Venise en mars 1978 sur le thème « Les nouveaux patrons ». J'ai accepté puis nous nous sommes séparés.

J'ai ressenti de la sympathie pour Mercier-Vega dès la première minute. Mais sans jamais parvenir à me débarrasser de l'idée que nous appartenions à deux courants de pensée complètement différents, inconciliables. Surtout en ce qui concerne la question nationale, inexistante pour Mercier-Vega. De plus, je venais d'Israël, pays vis-à-vis duquel il avait beaucoup de réticences. (...) De retour à Jérusalem, j'ai reçu quelques semaines plus tard une invitation et le programme du Colloque (...). Le 25 mars 1978 je me trouvais à Venise dans l'amphithéâtre de la faculté d'architecture. J'essayais de trouver Mercier-Vega mais il n'était pas là. Et déjà le premier rapporteur prenait la parole. C'était Amedeo Bertolo, anarchiste italien. En mentionnant Louis Mercier-Vega, il parla au passé, comme de quelqu'un qui avait laissé aux vivants ses pensées et ses idées et cela me troubla... Pendant la pause, je demandai à un Hongrois qui parlait bien le russe : « Où est Mercier-Vega ? Que devient-il ? » Il me regarda avec étonnement : « Mais vous ne savez pas ? Il s'est suicidé. — Ce n'est pas possible ! Quand ? — Le 20 novembre 1977. — Pourquoi ? Il était malade ? — Non, mais depuis un certain temps il avait envisagé ce suicide. (...) Il avait dit que s'il devenait vieux, malade et décrépité, inutile pour le mouvement, il se supprimerait. Il défendait le droit de l'individu à choisir sa vie et sa mort à sa guise. (...) »

J'ai cherché Bertolo pour avoir d'autres informations : « Vous étiez au courant des intentions de Mercier-Vega ? — Oui, il en

avait parlé auparavant. — Mais il parlait en plaisantant ? — Non, il parlait sérieusement. Et il a préparé sérieusement sa mort. Il a vendu ses livres et toutes ses affaires. (...) »

L'annonce de cette mort m'a bouleversé. Elle a donné une couleur triste à mes pensées, à mon séjour à Venise. (...) Comment quelqu'un d'aussi gai, d'aussi plein de vitalité, d'aussi mobilisé pour réaliser son idéal pouvait-il se décider à quitter la vie, à devancer la mort en se moquant presque d'elle... comme un vrai disciple de Max Stirner ? J'ai essayé de comprendre le geste de Mercier-Vega. (...) Jusque-là je pensais qu'il y avait dans chaque suicide comme une défaite, une faiblesse, une fuite de la vie vers le néant. Maintenant il me fallait y voir aussi quelque chose d'héroïque, de beau même. Mercier-Vega n'avait pas de femme, pas d'enfant. Il était seul, et libre, entièrement libre. Sa décision de se suicider devait être comprise comme un acte personnel, en dehors du système de valeurs qu'il refusait. (...)

Pendant ce temps, la vie continuait, ainsi que les débats. Chaque jour, la salle était pleine ; c'était étrange de penser que dans cette Venise calme, presque « provinciale », il pouvait y avoir autant d'adeptes de l'anarchisme. La plupart d'entre eux étaient des jeunes gens, mais il y avait aussi des hommes jeunes gens, mais il y avait aussi des hommes d'âge mur et d'âge plus avancé. Rien ne les distinguait d'intellectuels ordinaires, d'étudiants... A première vue, il n'y avait parmi eux aucun hippie, aucun individu portant des habits ou ayant un comportement extraordinaires. Il était curieux aussi de constater que si la plupart des rapporteurs appartenaient de toute évidence au milieu intellectuel, leurs déclarations ne témoignaient que de mépris envers celui-ci. Les réunions et les débats se déroulaient néanmoins sans aucun respect pour les titres. Il arrivait très fréquemment qu'un rapporteur soit professeur d'université, ou auteur de nombreux livres, mais chacun était présenté seulement par son nom. (...) En parcourant la presse anarchiste, j'ai constaté le même phénomène : la plupart des articles étaient signés non pas du nom mais du prénom de leurs auteurs : Martin, Georges, etc. C'était une sorte d'« antiméritocratie » poussée presque jusqu'à l'absurde.

Le contenu des débats arrivait difficilement à mon esprit choqué par la mort de Mercier-Vega. J'ai réussi à suivre les discussions seulement à partir de l'intervention de Luciano Pellicani, professeur à l'université de Naples. Membre actif du Parti socialiste italien, Pellicani participait à cette rencontre parce qu'il partageait un certain nombre d'idées avec les anarchistes. Il se nommait en riant « anarchiste de droite ». Il venait de publier une étude sur Michel Bakounine et l'intelligentsia conçue comme groupe de la bourgeoisie qui se prolétarise mais en cherchant à prendre tout le pouvoir pour lui-même, sous prétexte de défendre les intérêts du prolétariat. Cette idée m'avait intéressé car elle était assez proche de la thèse que j'avais défendue dans un de mes articles (publié dans le n° 5 de « *Kontinent* »), à ceci près que je l'avais attribuée à Makhaiski et non à Bakounine.

(...) Découvrir l'existence d'anarchistes en Chine a été pour moi une des surprises du Colloque. J'avais remarqué dès mon arrivée la présence de quelques Chinois de Hong Kong. L'un d'entre eux m'a donné un exemplaire du journal qu'il faisait. Il m'a expliqué que son titre : *Minus 7* changeait chaque année, et qu'en 1978, il s'appellerait *Minus 6* : « Nous avons pris l'année 1984 comme point de départ, d'après le livre d'Orwell, 1984, en comptant à l'envers

encore combien d'années nous séparent de la catastrophe annoncée pour 1984. » Il y avait une sorte de nihilisme politique chez ces anarchistes chinois. Et cela s'expliquait aisément : ils étaient les seuls anarchistes survivants d'avant Mao.

En même temps que *Minus 7*, je reçus un gros recueil d'articles traduits des samizdats chinois. L'un d'eux racontait l'histoire d'une jeune Chinoise qui s'était passionnée pour les œuvres de Marx et de Lénine. Elle s'était mise à les étudier à fond. S'apercevant de leurs contradictions, elle avait écrit une étude sur ses recherches, mais n'était pas parvenue à l'éditer en Chine. Elle avait par contre reçu des menaces. Craignant la répression et la confiscation de son manuscrit, elle avait fabriqué une valise à double fond où elle le cachait constamment. C'est étrange, mais cette triste histoire m'a rendu optimiste : je pensai que si même en Chine il existait des jeunes filles aussi décidées et courageuses, la catastrophe prochaine annoncée par Orwell ne se réaliserait jamais. (...)

J'étais le seul juif d'Israël parmi les participants du Colloque, et mon isolement était encore plus grand vu l'animosité qui existait envers ce pays. (...) J'ai souvent entendu des critiques et des reproches — déjà formulés par Mercier-Vega — sur « le socialisme en Israël », « les kibboutz en Israël », etc. Mais en même temps, ma présence à Venise contredisait l'idée très ancrée dans les milieux de gauche en Europe selon laquelle il n'existait pas de liberté politique et intellectuelle en Israël.

Dans l'avion, en parcourant l'édition complète de la revue *Interrogations* que j'avais pu me procurer, j'ai pensé de nouveau à Mercier-Vega et à ce que j'avais appris pendant ces derniers jours. Que pouvais-je retirer du système de pensée anarchiste ? L'idée d'une révolte permanente ? La vie m'avait guéri de cette idée. Le nihilisme politique ? Je ne pouvais pas me permettre ce luxe, habitant dans un pays dont l'existence même est contestée, et qui est entouré de nombreux ennemis. En pensant à Israël, je me suis rappelé l'exemple de Mardochee, ce juif décrit dans les anciens livres (Esther III, 2, n.d.t.) qui avait refusé de s'agenouiller devant le représentant du pouvoir, qui avait refusé le pouvoir même. C'était probablement le « premier anarchiste » de l'histoire.

Les anarchistes ont raison — à mon avis — quand il refusent le caractère absolu du pouvoir, sa reconnaissance comme « principe suprême », comme valeur unique et essentielle. (...) Si l'on considère l'anarchisme sur le plan philosophique comme une tendance à subordonner la vie sociale à un principe moral supérieur, on peut même dire métaphysique, comme la liberté, la solidarité, l'être humain (...), je pense qu'une telle conception de la vie offre une grande garantie de stabilité intérieure à l'individu, par rapport aux luttes politiques qui déchirent chaque pays, quelque chose de beaucoup plus important, de bien meilleur que ces luttes pour la victoire de tel ou tel parti politique. (...) L'anarchisme donne peut-être sur ce point son apport minimal (ou maximal) à la société actuelle. Et cela pourrait peut-être même constituer un nouvel axe de réflexion. (...)

Mikhaïl Agourski,
traduit du russe par Dimitrov.

(*) Juif soviétique, Mikhaïl Agourski a travaillé en URSS comme cybernéticien. Passé en dissidence, il a participé à plusieurs samizdats. Il a émigré ensuite, en 1974, en Israël où il travaille à l'université de Jérusalem. Son texte a été publié en russe, en 1978, dans la revue israélienne *Journal* n° 22.

Socialisme et Indianité

REFLEXIONS A PARTIR
DES ELEMENTS
DE SOCIALISME PRATIQUE
DANS L'HISTOIRE ET
LA CULTURE ANDINE

Les pays latino-américains sont composés de communauté ethnique et culturelles différentes, visant des réalités distinctes. Dans ces pays, il existe un modernisme qui tue. Il tue parce que pour certaines sociétés traditionnelles, «se moderniser» signifie simplement cesser d'exister, d'autant plus si la modernisation s'effectue au nom de modèles imposées de l'extérieur, avec la puissance de techniques et de sciences dévastatrices. Face à celles-ci la collectivité archaïque devra abdiquer tout pouvoir sur sa propre vie et renoncer à tout ce qui fit sa cohésion tout au long de l'histoire : ses coutumes, ses rites, ses valeurs, sa langue.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de concevoir l'opposition entre le moderne et le traditionnel comme un combat entre le bien et le mal (entre le progrès et la réaction). Cela relève d'une vision simpliste qui peuple encore l'histoire de bien des atrocités. L'exemple des indiens miskitos du Nicaragua fuyant leurs terres pour se réfugier au Honduras pour ne pas accepter les projets culturels, sociaux et économiques que veut leur imposer le régime sandiniste, montre à quel point une collectivité peut être attachée à son mode de vie quitte à s'opposer ou fuir ses prétendus libérateurs. Les malheurs de ces collectivités indigènes ont développés en elles un réflexe d'auto-défense mû par une expérience séculaire, une sagesse, selon laquelle leur culture est tout ce qu'ils ont, ce qu'ils sont, ce qu'ils font, ce qu'ils croient. S'ils s'en laissent déposséder ils ne seront plus rien. Ils deviendront les fantômes de ce qu'ils furent.

Tous ces régimes ayant existé dans les pays latino-américains, toutes leurs élites qu'elles soient démocratiques ou révolutionnaires ont voulu incorporer à la vie moderne, arracher à leur immobilisme et leur isolement les communautés indigènes, les considérant comme des obstacles pour le progrès. Mais les économistes et les sociologues dans leurs bureaux planifiant l'intégration des indigènes au XXème siècle, aussi bien que les idéologues acharnés voulant les pousser vers le socialisme scientifique incarné



SUR LE PEROU

Une copine, membre du Centre pour la Rencontre et le Développement a passé quelques mois au Pérou où elle a essayé de comprendre comment vivaient les paysans, les problèmes concrets et quotidiens qu'ils pouvaient rencontrer. Voici ses réflexions dont certaines sont extraites du bulletin de la KORA (LA KORA, ferme de Balmette, 38510 MORESTEL).

DEUX TYPES D'AGRICULTURES S'OPPOSENT AU PEROU

Sur la côte, une agriculture de plaine, peu à peu mécanisée et impliquée dans les échanges commerciaux nationaux et internationaux. C'est là que l'on retrouve une majorité de grosses propriétés exploitées le plus souvent par les Métis.

Dans les Andes, une agriculture plus traditionnelle et peu ouverte sur l'extérieur ; là vivent les paysans Indiens (petits et moyens propriétaires ou « comuneros »).

A QUI APPARTIENT LA TERRE ?

Avant la réforme agraire, 1% des propriétaires possédaient 80% des terres labourables et 85% des exploitants avaient moins de 5 hectares.

La réforme agraire a amené l'expropriation des terres exploitées par des capitaux étrangers (USA, Allemagne), par les gros propriétaires et celles rattachées à des compagnies minières (Cerro de Pasco, par exemple). Sont alors mises en place des « Coopératives Agricoles de Production » et des « Sociétés Agricoles d'Intérêt Social » (CAP et SAIS). Certaines terres, de moyenne dimension ou isolées, sont distribuées directement à une communauté paysanne. Mais :

- 200 000 exploitations familiales de moins de 200 hectares n'ont pas été touchées et gardent un fonctionnement de type capitaliste.
- les paysans sans terre (au moins 500 000 familles) restent dans la même situation qu'avant. En 1980, on compte 664 CAP et SAIS qui ont reçu 62,3% des terres ; 448 communautés indiennes et 834 groupes de paysans qui ont reçu 29,9% des terres.

QUI SONT CES COMMUNAUTES PAYSANNES

Les incas se regroupaient en ayllus et les communautés actuelles ont gardé la même structure. Si le peuple Indien est amené à lutter pour la reconnaissance de ses coutumes, celle-ci a pu passer à travers toutes les invasions et les écrasements.

« Une communauté paysanne regroupe plusieurs familles (jusqu'à 200) possédant des terres déterminées, unies par le travail commun et l'aide mutuelle pour les activités en lien avec l'agriculture ». Les terres sont propriété collective, chaque famille en gardant l'utilisation et l'usufruit et étant propriétaire de son bétail.

QUE DIT LA CONSTITUTION POLITIQUE DE CES COMMUNAUTES ?

- Existence légale avec personnalité juridique.
- Autonomie dans l'organisation du travail et l'usage des terres, comme dans l'administration du marché (ceci dans le cadre de la loi).
- L'état doit protéger les traditions des communautés et promouvoir leur développement intégral. Elles sont régies par un statut comparable aux associations loi 1901 avec Assemblées Générales,

par Marx, Lénine, Trotsky ou Mao, tout ceux-là devraient réfléchir...

Il s'agit aujourd'hui d'apprendre, de s'efforcer de comprendre, d'agir prudemment si l'on veut aider vraiment les sociétés traditionnelles. Progresser sur ce terrain-là veut dire ne pas renoncer à sa raison de vivre au nom de la modernité, ne pas être broyé au nom de la vérité quand bien même elle soit révolutionnaire.

L'étude du passé ne se justifie et ne s'explique qu'en fonction de la connaissance du présent. C'est dans l'actualité que l'on découvre les chemins du passé véritable. «Une tradition n'est vivante que dans la mesure où elle se perpétue et se développe, au présent comme au futur, comme au passé» écrivait Juan Carlos MARIATEGUI, un des premiers révolutionnaires péruviens.

La conquête par les espagnols de la plus grande partie de l'Amérique du Sud avait interrompu et changé le processus historique de la société incaïque, mais elle ne réussit pas à détruire certaines coutumes collectivistes. Coutumes héritées des anciens *ayllus* (1) qui subsistent dans les communautés indigènes de nos jours. Ceci ne peut s'expliquer que par la volonté des indiens de maintenir une tradition, un style de vie qui comportent des relations sociales et une culture spécifiques. Dans la communauté indienne existait et existe toujours des «éléments de socialisme pratique». Cet état de fait (et lui seul) pourrait permettre d'implanter le socialisme comme alternative dans un continent retardé et paysan, avec une classe ouvrière réduite et une industrie à peine naissante.

Les paysans peuvent assumer l'idée de

socialisme, la faire fusionner avec leurs aspirations mésonianiques, parce que dans leur vie quotidienne ils ont toujours su maintenir et défendre ce vieux collectivisme andin. Cela peut sembler paradoxal mais c'est dans le retard accumulé par les sociétés indigènes que l'on peut trouver l'exigence et la justification du socialisme.

Toutes possibilités de victoire pour le mouvement révolutionnaire en Amérique du Sud doivent être recherchées au travers d'une unité avec la culture indigène. En reprenant à bon compte les démarches de l'écrivain libertaire GONZALES PRADA, le critique MARIATEGUI et le poète VALCARCEL défenseurs des indigènes et ayant toujours vécu cette exigence. En opposition avec certains intellectuels créoles et contre certains marxistes par trop orthodoxes qui méprisaient et méprisent encore la culture indigène.

Le collectivisme agraire des communautés indiennes différencie la structure agraire péruvienne ou bolivienne de l'europpéenne. C'est bien pour cette raison que l'on ne peut pas importer et répéter mécaniquement sur le continent latino-américain les raisonnements des marxistes européens.

Sans les paysans, la révolution est impossible, ne serait-ce que par ils compenseraient l'infériorité numérique des ouvriers. Mais pour compter avec l'action paysanne, il est nécessaire que le socialisme soit une garantie de la vie rurale. A la différence du capitalisme, le développement d'un socialisme libertaire ne devrait pas impliquer la destruction de la communauté indigène. Le socialisme libertaire contrairement aux socialismes privés ou étatiques ne pourrait pas s'édifier sur le dos des paysans sans que cela rentre en contradiction avec des options anti-autoritaires ou anti-étatiques. La défense de la communauté indigène renforcera le refus du capitalisme. Les erreurs commises en Occident et dans les pays de l'est ne doivent plus se répéter sur le nouveau continent. Grâce au système de vie communautaire, ici une évolution historique différente peut avoir lieu. La voie à suivre doit être autre de celle que nous avons suivie en Europe. C'est sur un terrain radicalement opposé tant au niveau de l'analyse que dans la réflexion que doivent se débattre les alternatives révolutionnaires. A la différence des conservateurs de tout bord, le problème posé n'est pas de développer le capitalisme (et de nouveau recommencer l'histoire) car cela conduirait le mouvement révolutionnaire sur une voie de garage. A la différence de ceci, la seule alternative authentiquement révolutionnaire et libertaire réside dans le choix d'une voie autonome en rupture avec les modèles de Cuba et du Nicaragua. Il est important également que cela se fasse en relation étroite avec les écrivains et les poètes des courants indigènes.

Sans les soulèvements ruraux, le mouvement échouerait dans l'absence d'un rouage essentiel: le refus du progrès et

Bureau, Conseil d'Administration élu pour deux ans et différents comités de travail.

Pour faire partie d'une communauté (être comunero), il faut être né et habiter dans la communauté, ou être enfant de comunero; ne pas être propriétaire en dehors de la communauté; participer aux activités communautaires.

Si une de ces conditions n'est pas respectée, la personne peut perdre le statut de comunero. Les communautés paysannes sont très nombreuses dans la région de Cusco (ville du sud du Pérou, à plus de 3600 mètres d'altitude, NDRL) or, dans cette région, la réforme agraire a seulement touché 10% des terres; la plupart a été rendue à la communauté qui en avait été spoliée... mais il reste à régler la destination de plusieurs hectares de terrain! Ce qui a amené des affrontements souvent très violents entre comuneros et anciens propriétaires voulant reprendre leur terrain; d'où une action importante menée par les comuneros de la région de Chumbivilcas. Un cabinet juridique essaie de régler sur place les problèmes entre communautés et gros propriétaires et, à l'intérieur des communautés, des abus administratifs. Il donne aussi des cours de formation juridique pour au moins comprendre les textes qui régissent la possession des parcelles. Car il faut savoir qu'un notaire peut demander plus de 20 000 soles pour une écriture certifiée et il faut se déplacer au moins jusqu'à Cusco.

LES PROBLEMES DES COMMUNAUTES

Plus que partout ailleurs, les paysans Indiens sont confrontés aux problèmes de la production, de la commercialisation, des emprunts.

La mécanisation est très difficile quand ce n'est pas impossible; l'irrigation demande des investissements considérables et la sécheresse sévit durement ces dernières années; de nombreuses terres sont employées à la monoculture de la pomme de terre, culture de rente appauvrissant le terrain.

Même si la commercialisation se fait le plus souvent par les marchés traditionnels, il faut bien transporter la marchandise; et là, transporteurs et revendeurs contrôlent tout le commerce. Le paysan Indien n'a plus qu'à payer le prix!

Pour acheter des semences, améliorer la production, il est nécessaire de faire des emprunts; la banque agraire prête alors à 50% de taux d'intérêt. Même si l'inflation dépasse annuellement les 100%, il faut vendre pas mal pour rembourser ses dettes! Face à cet écrasement, des communautés s'organisent pour maîtriser leur production: dans la région de Santo-Tomas, plusieurs communautés se sont regroupées en centrale pour acheter un moulin, le faire fonctionner et ouvrir une boutique. Ils peuvent ainsi moudre la farine sur place (plutôt qu'acheter la farine moulue à Arequipa avec du blé américain subventionné par le gouvernement), faire le pain, vendre le surplus aux gens du pays et ainsi régulariser le prix du blé. Toujours dans le même but on a construit un lieu de stockage pour les céréales et les pommes de terre.

D'autres projets existent, tels que l'amélioration des semences et du cheptel, la plantation d'arbres fruitiers, l'information et la formation des paysans...

L'IMMIGRATION DANS LES VILLES

Si, dans la région de Chumbivilcas (400 km de Cusco) l'agriculture représente 80% (de l'activité?), elle occupe plus de 40% de la population péruvienne. Mais la division ville-campagne ne fait que s'aggraver et l'immigration vers Lima, Arequipa et autres grandes villes, devient de plus en plus importante. Lima compte actuellement presque le quart de la population péruvienne et 60% des habitants se retrouvent dans les «Pueblos jóvenes».

Un des plus grands pueblos, à la périphérie de Lima, compte 100 000 habitants; installé par le gouvernement militaire, le problème de l'eau n'est pas encore réglé... Suivant les secteurs, l'organisation hiérarchique du pueblo est très différente: municipalité, CA, coordinateurs de rues, équipe socio-éducative... Des cantines populaires sont organisées par le ministère de la santé; la nourriture distribuée est payée en argent ou par un travail à la municipalité (faire le ménage pour un litre d'huile, par exemple). Mais partout, les problèmes d'eau, d'espace, s'ajoutent au déracinement, au chômage...

Dans certains pueblos, les femmes, surtout, s'organisent en cherchant une nouvelle participation à la vie économique: une quinzaine de cantines autogérées, les familles décident de mettre en commun l'argent journalier produit par la vente de petits travaux artisanaux, des garderies d'enfants autogérées sur le même modèle, des cours d'alphabétisation... Mais les problèmes immédiats empêchent souvent de s'attaquer aux autres: il faut d'abord manger, dit Teresa, animatrice dans un pueblo; puis essayer de faire face: les viols d'enfants, la prostitution de très jeunes femmes, augmentent de façon inquiétante.



Dessin Geraldine

Marx arrière Marx avant

Karx ressuscite et se rend au Kremlin où il explique qu'il voudrait s'adresser au peuple soviétique à la télévision. Andropov le lui déconseille, mais devant son insistance lui accorde 15 secondes. Le lendemain, les téléspectateurs soviétiques peuvent voir sur leur petit écran le fondateur du socialisme scientifique en chair et en os qui ne prononce qu'une seule phrase : « Prolétaires de tous les pays, pardonnez-moi ! » (*)

L'ouvrage de Nicolas Trifon offre trois parties : une, théorique, assez austère ; une autre, descriptive, avec beaucoup d'exemples ; et enfin une courte étude intéressante des blagues politiques qui circulent à l'Est.

Trifon part du fait qu'aucune révolte à l'Est ne s'est réclamée de Marx ni du marxisme. Et il étudie d'abord l'utilisation du marxisme par les Etats marxistes-léninistes. Il remarque avec raison que les idées de Marx ont été remises en ordre ( limination des textes de jeunesse, de remarques) pour justifier un pouvoir totalitaire. De plus, elles ont été codifiées selon l'interprétation de Lénine. Enfin, selon l'évolution des régimes. Peut- tre Trifon aurait-il pu donner des exemples de tactiques contradictoires justifiées par des citations différentes de Marx (Chine-URSS).

Cette adaptation du marxisme au pouvoir n'admet pas d'exception, même en Yougoslavie, comme le signale Trifon. Tous les fondements sont conservés, en dépit de certaines critiques superficielles.

Personnellement, je pense que la partie sur la dynamique sociale qui appuie ce genre de régime aurait d  être plus explicite. C'est le même soutien que trouvent les autres régi-

mes totalitaires : le nationalisme, les spectacles orientés et la consommation. Et comme, souvent, les deux derniers points sont notoirement insuffisants, il ne reste plus que la xénophobie, avec la répression des minorités ethniques, les revendications territoriales : Bulgarie et Macédoine, Roumanie et Bessarabie, Hongrie et territoire frontalier des pays limitrophes, Pologne et régions « historiquement » polonaises. Il en découle pour les différentes républiques soviétiques une utilisation du chauvinisme local et une dénonciation de son exacerbation, lorsque le Parti se sent débordé (même truc politique en Yougoslavie).

Trifon souligne avec raison l'aspect religieux du régime et l'assimilation des dissidents aux anormaux, ce qui est le comble de la foi. Trifon reprend indirectement un débat engagé dans « IRL » il y a quelques années sur l'origine sociale des dissidents. Il présente une très bonne synthèse des différents courants de gauche sur la dissidence. Il y a le marxisme universitaire hongrois qui aboutit au refus de cette idéologie chez Miklos Haraszti. Par un cheminement autre, le Polonais Modzelewski arrive à une position encore plus dure. Et on trouve le dépassement du trotskisme — qui survit cependant à l'Est — vers une position assez libertaire chez le Tchèque Peter Uhl.

Peut-être que de même que le franquisme a crée des années durant des communistes en amalgamant toute opposition au communisme, le marxisme au pouvoir crée des libertaires en agitant le spectre de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme. C'est du moins un peu le cas de Bahro, et plus certainement celui d'Alexandre Skobov, « ancien membre de l'opposition de gauche, aujourd'hui militant

du SMOT, (qui) se réclame à la fois du jeune Marx et de l'anarcho-socialisme ».

Dans sa classification des blagues politiques, Trifon montre que Marx en est absent ou presque, ce qui est logique puisque les leaders actuels cultivent plus le culte de la personnalité que celui du marxisme : Brejnev prix Lénine de littérature ! Marx semble, pour Trifon, un ennemi du marxisme au pouvoir, tout autant que Bakounine. Et actuellement, cela est assez vrai.

Martin Zemliak

(*) Nicolas Trifon, « Marx à l'Est », Cahier du Vent du ch'min, Paris, 1984, 66 p., 25 F. Deux autres titres de cette collection abordent plus ou moins le même sujet : « Marx théoricien de l'anarchisme » par Maximilien Rubel, et « Notes sur l'anarchisme en URSS de 1921 à nos jours » par Iztok.

Miguel Garcia's story

Une brochure de 72 pages en anglais a été publiée sur le vie de Miguel Garcia, un compagnon espagnol, mort à Londres en décembre 1981, après une vie entièrement consacrée au combat libertaire, en Espagne pendant et après la guerre civile (il a passé vingt ans dans les prisons de Franco, de 1949 à 1969), en Angleterre, en France ou ailleurs par la suite (il animait le Centre ibérique de Londres et la Croix noire anarchiste, réseau de solidarité dont faisait partie Giuseppe Pinelli en Italie et Georg von Rauch en Allemagne — tous deux assassinés par la police). Cette brochure, illustrée de nombreuses photographies, qui contient des pages inédites de Miguel sur la guerre civile (Barcelone, le front d'Aragon, Madrid...) et des témoignages de camarades anglais (Stuart Christie), italiens, allemands... est  dit e à Londres par Albert Meltzer et le « Miguel Garcia Memorial Committee ». On peut la commander, pour le prix de une livre (£) l'exemplaire, à « A Distribution », 84 b Whitechapel High St., London E 1.

Albert Libertad en en brochure. Douze textes de propagande d'un ton très moderne nous sont livrés après une courte biographie. Pour adultes et adolescents.

A. Libertad. Articles choisis. Ed. groupe Libertad de la F.A. (15 F).



Amis de Durruti

Le groupe anarchiste dissident apparut en mai 1937 à Barcelone, lors des affrontements entre communistes et anti-communistes, et surtout entre ceux qui étaient partisans d'une direction politique et militaire centralisée et ceux qui voulaient donner tout le pouvoir ou plus de pouvoir à la base.

L'étude publiée par le groupe UTCL (Union des travailleurs communistes libertaires) sur ce sujet, la première en langue française, est bienvenue. Daniel Guérin en a fait la présentation et Georges Fontenis a pris en charge le gros du travail, avec des camarades de l'UTCL.

D'entrée, trois éléments sont à noter : a) le titre, ambitieux, qu'est « Le Message révolutionnaire des « Amis de Durruti » (Espagne 37) » ; b) la présentation hâtive du communisme libertaire par Daniel Guérin ; c) la personnalité de Fontenis, dont le moins que je puisse dire est qu'il a sciemment saboté et sabordé le mouvement libertaire à un moment donné, alors que les « Amigos de Durruti » faisaient le contraire contre les Fontenis de leur époque !

Ceci étant dit, le travail est honnête : le contexte est sérieusement présenté, les extraits de la pensée des « Amis de Durruti » sont bien choisis. On peut seulement regretter qu'il n'y en ait pas davantage. Bizarrement, Fontenis n'a pas voulu se servir de la brochure des « Amis de Durruti » : « Vers une nouvelle révolution » de 1938. Il aurait pu utiliser les différents points du programme proposé :

1) Constitution d'un comité révolutionnaire ou Conseil national de défense. Cet organisme sera composé ainsi : les membres du comité révolutionnaire seront élus démocratiquement dans tous les organismes syndicaux. On tiendra compte du nombre de camarades envoyés au front, et qui devront obligatoirement être représentés. Le comité ne s'ingérera pas dans les affaires économiques, qui reviennent exclusivement aux syndicats.

Les fonctions du comité révolutionnaire seront les suivantes : a) diriger la guerre, b) veiller à l'ordre révolutionnaire, c) gérer les affaires internationales, d) s'occuper de la propagande révolutionnaire. Les postes seront renouvelables périodiquement pour éviter qu'on ne s'y attache. Et les assemblées syndicales exerceront le contrôle des activités du comité.

2) Tout le pouvoir économique aux syndicats. Depuis juillet, les syndicats ont démontré leur grand pouvoir constructif. Si on ne les avait pas relégués à une place de second rang, ils auraient donné un grand rendement. Ce seront les organisations syndicales qui structureront l'économie prolétaire. En tenant compte des modalités des syndicats d'industrie et des fédérations d'industrie, il sera de plus possible de créer un Conseil de l'économie afin de mieux coordonner les activités économiques.

3) Commune libre. Dans l'Espagne d'avant les dynasties étrangères, les prérogatives municipales étaient défendues. Cette décentralisation permettait d'éviter l'apparition d'une nouvelle structure étatique. Ebauche de liberté qui disparut à Villalar (défaite de 1521 des « comuneros » contre les soldats de Charles Quint, n.d.t.), elle resurgira dans la nouvelle Espagne que le prolétariat protège. Et les problèmes catalan, basque, etc., seront résolus.

Les communes se chargeront des fonctions sociales qui échappent aux syndicats. Comme nous allons structurer une société nettement de producteurs, ce seront les organismes syndicaux eux-mêmes qui s'organiseront au niveau municipal. Et comme il n'y aura pas d'opposition d'intérêts, il ne pourra exister d'antagonismes.»

Ces extraits me semblent plus clairs que ceux choisis par Fontenis. Et l'auteur du texte espagnol de 1938, Jaime Balius, expliquait dans la présentation de la traduction anglaise de 1978 (« Towards a fresh revolution », Cienfuegos Press) : « Dans cette brochure de 1938, nous disions que toutes les révolutions sont « totalitaires » : on doit les interpréter et agir avec l'idée que toutes les révolutions sont intégrales. C'est-à-dire qu'elles ne peuvent se faire à moitié. »

Les dernières pages de l'étude de Fontenis et de l'UTCL sont floues dans leur vision du flou de l'organisation libertaire, peut-être parce qu'ils préparent des brochures sur ce sujet et qu'ils ne veulent pas présenter leurs conclusions sans en faire la démonstration ; peut-être — ce que je pense — parce qu'ils n'ont pas une vue claire sur la question.

F. Mintz

Combat pour la liberté

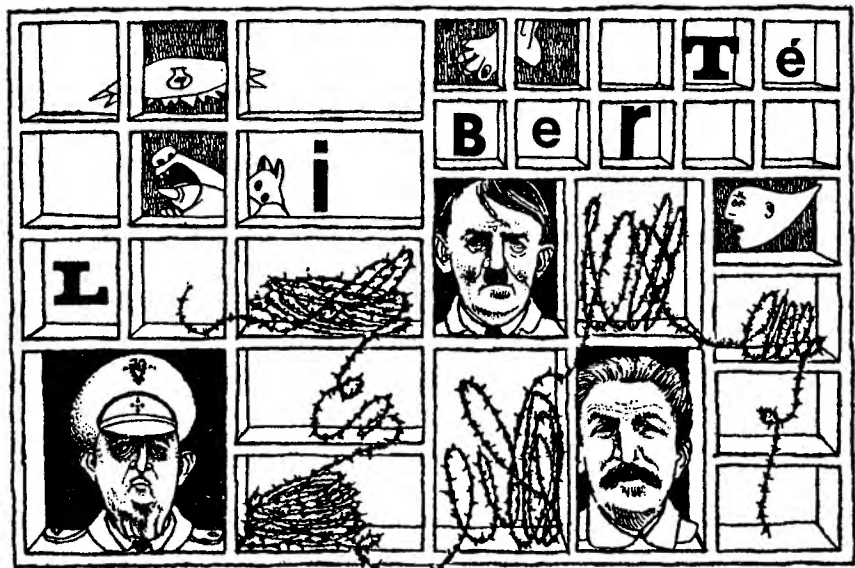
Les militants qui publient leurs mémoires (*) sont rares dans le mouvement français (par rapport au mouvement espagnol) et c'est dommage, car s'ils n'écrivent pas, leur expérience ne servira à rien ou courra le risque d'être faussée par la vision qu'en donnent les historiens courants.

Avec le texte des Thalmann, qui est traduit de l'allemand, on est confronté aux problèmes habituels de lecture de la littérature de souvenirs. Si on cherche à expliquer, on tombe dans l'étude impersonnelle ; si on se borne aux simples souvenirs, on ne présente que des anecdotes sans grand intérêt. C'est en apparence le cas dans ce livre, d'autant que les personnages évoqués nous sont en général inconnus (sauf Daniel Guérin, p. 290, ou Pablo, p. 320).

Cependant, l'important s'y trouve aussi. En dépit de son ignorance du

russe et de l'allemand, et grâce à son don d'observation en matière politique, Pavel Thalmann a fait très tôt une analyse sûre des révolutions russe et espagnole.

Le vrai défaut du livre est qu'il reste au niveau du vécu et de la description, sans approfondir, par exemple, les attitudes identiques qu'impose la hiérarchie à des groupes politiques différents. La décision de lutter à Paris de 1940 à 1945 pour le neutralisme contre les nazis et les anti-nazis aurait pu être expliquée davantage. Le témoignage sur les « Amis de Durruti » me semble curieux : je vois mal comment l'idée de reprendre la révolution comme en juillet 1936, ou de passer à la clandestinité après mai 1937, aurait pu venir de camarades étrangers (ainsi qu'il est dit p. 185 et 191) ; c'était une évidence pour les camarades espagnols. Par contre, le rôle réservé au POUM en mai 1937 et l'analyse optimiste délirante de cette défaite par Gorkin du POUM et Munis (pour les trotskistes) semblent réels.



L'évocation de la débâcle de 1940 est un des meilleurs morceaux du livre. Ensuite, je mettrai l'extraordinaire dynamisme montré par les Thalmann pour aider les réfugiés juifs et antinazis de 1941 à 1944. Il prouve la force que quelques personnes décidées peuvent avoir sur et malgré les événements. Enfin, on trouve également une analyse théorique à la fin du livre. A la différence de nombreux camarades de leur génération (Rocker, Rudiger, Souchy, Santillan, sauf erreur), les Thalmann n'ont pas abandonné leur idéal révolutionnaire, et ils n'ont pas non plus choisi le camp de la démocratie (fascisante) contre le prétendu socialisme (fasciste). De façon inattendue, à mon sens, les dernières pages constituent une justification des idées libertaires et de l'expérience espagnole: « On peut reprocher au mouvement anarchiste des imperfections et des erreurs; mais jamais on ne pourra le soupçonner d'avoir trahi son idée d'une société libre. Les anarchistes espagnols firent preuve d'une tolé-

rance envers leurs ennemis politiques qui contribua amplement à leur perte. Ils remplaçaient le manque de théorie par une solidarité militante et le sens du sacrifice. (...) La CNT, tout au long de ses luttes ouvrières, n'a jamais accepté de compromis sociaux ou de négociations salariales. L'entrepreneur était pour eux l'ennemi de classe, l'incarnation du système d'exploitation qu'ils voulaient supprimer. Chaque grève, chaque action politique se métamorphosait en un assaut général contre ce système. (...) Nous étions marxistes lorsque nous partîmes en Espagne, en sommes-nous revenus anarchistes? Nous ne le savons pas. (...) Une révolution sociale qui n'anéantit pas dès les premiers jours toutes les relations d'oppression existantes ne peut conduire qu'à leur perpétuation.»

F. Mintz

(*) Pavel et Clara Thalmann « Combats pour la liberté, Moscou-Madrid-Paris », Spartacus, 1983, 355 p., 75 F.

israélienne écrivent la même chose, et Chomsky va encore plus loin. La pensée sioniste a été fortement influencée par les inspirateurs du gouvernement actuel et de Begin: « Un Etat qui est fondé sur le principe de la pureté de la nation et de la race ne pourra avoir d'estime et de respect pour les juifs que lorsque ceux-ci se caractériseront de façon identique.» (Joaquim Prinz, 1934, p. 445) Et ces sionistes se sont organisés selon des principes totalitaires: meurtre des civils arabes, liquidation des indicateurs juifs, création de chambres de torture pour faire parler les juifs suspects, sans compter les attentats anti-juifs mis sur le dos des Arabes pour forcer l'émigration en Israël. En 1945, les sionistes des USA ont tout fait pour empêcher les réfugiés juifs de venir en Amérique et les obliger ainsi à aller en Israël, tout en acceptant des réfugiés des pays de l'Est collaborateurs des nazis (pp. 92-93). Rien d'étonnant, avec de tels comportements, que la politique des partis israéliens (blanc bonnet et bonnet blanc) rappelle des souvenirs: une manifestation en faveur de l'armée au Liban en juillet 1982 avec comme slogan « Un peuple, une armée, un gouvernement » qui fait écho au « Un peuple, un Etat, un Führer » des nazis (p. 257); des réactions de rescapées de l'Holocauste: « Trop de choses en Israël me rappellent trop de choses de mon enfance » (août 1982, p. 258); et, à propos de Sabra et Chatila: « Le massacre a été commis par nous. Les phalangistes sont nos mercenaires, exactement comme les Ukrainiens et les Croates et les Slovaques étaient ceux de Hitler, qui les organisaient en soldats pour faire son travail. Et nous aussi nous avons organisé les assassins au Liban, afin de tuer les Palestiniens » (septembre 1982, p. 387). Il est à remarquer que l'auteur de la dernière citation est Yeshayahu Leibovitz, responsable de l'« Encyclopedia hebraica ».

Une partie du livre « Le Triangle fatidique » est résumée dans « IRL » n°46. J'ai repris cette traduction et deux autres articles (au total 60 pages) sur l'invasion israélienne au Liban, les relations privilégiées entre les USA et Israël, et « Un coup de badigeon sur Sabra et Chatila ». Comme je n'ai pas l'impression que la communauté juive française va traduire ces pages de Chomsky, ma petite contribution concerne tout le monde. J'y ai ajouté des articles tout à fait libertaires, pratiquement jamais traduits parce que Chomsky a souffert de la campagne Faurisson: un petit chapitre des « Ecrits politiques 1977-1983 » de Chomsky traite de ce sujet. Bref, si Chomsky libertaire vous intéresse, lisez ces fameux « Ecrits » (sans oublier, si le style vous déplaît, que c'est moi qui en suis responsable en tant que « traduttore traditore ».)

Martin Zemliak

Noam Chomsky, « The Fateful Triangle (The United States, Israël and the Palestinians) », Boston, South and Press, 1983, 481 p.

Noam Chomsky, « Ecrits politiques 1977-1983 », Acratie (B.P. 25 - 40300 Peyrehorade), 1984, 189 p., 70 F.

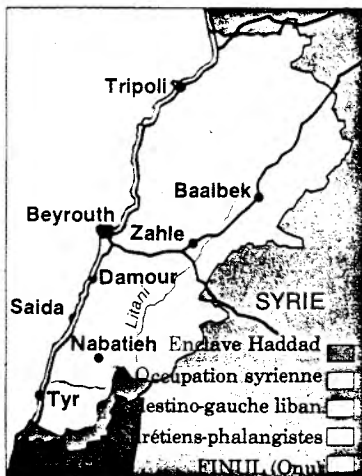
Le triangle fatidique

Noam Chomsky attaque de plein front la communauté juive nord-américaine en traitant en presque 500 pages bourrées de faits le « triangle fatidique » que sont les relations entre les Etats-Unis, Israël et les Palestiniens. Partant aussi bien de son expérience personnelle en kibboutz en 1953 que d'informations données par la presse en hébreu officielle et parallèle et par des amis en Israël, Chomsky ne mâche pas ses mots.

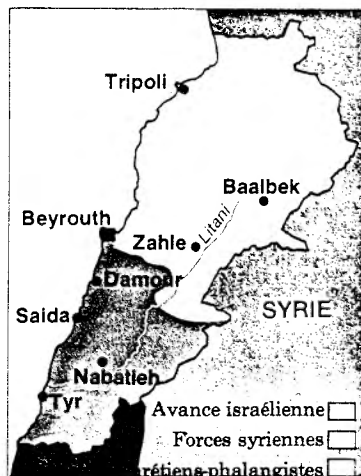
Ceux qu'on appelle les partisans d'Israël « devraient être plus exactement appelés « partisans de la dégénérescence morale et de la destruction finale d'Israël » (p. 4). Pourquoi? Parce qu'en taisant toute critique contre Israël, ils se font les complices de ceux qui disent: « C'est une mitzvah (devoir religieux) de détruire Amalek (les

habitants non juifs), y compris les femmes et les enfants » (p. 12); ou de cet officier déclarant à ses soldats à propos des Arabes: « Il n'y a qu'une alternative, vivre avec eux ou les détruire. Personnellement, je les hais. Ils puent. Ils n'ont pas notre culture. Ils dorment avec des chèvres. Il faut les vaporiser pour les réduire en gaz » (1982, p. 354); ou encore, d'un professeur d'histoire juive s'adressant à des Juifs américains: « Les tâches de la politique, qui impliquent souvent l'usage de la violence, ne peuvent parfois être réalisées qu'en sacrifiant la pureté de l'âme. (...) La réalité serait moins dure) si les gens comprenaient qu'en mettant les idées libérales occidentales dans les affaires juives, et en les présentant comme juives, on fait une œuvre malhonnête et dangereuse » (p. 444).

Chomsky monte-t-il en épingle des réactions isolées? Non, « Le Monde diplomatique » et la presse de gauche



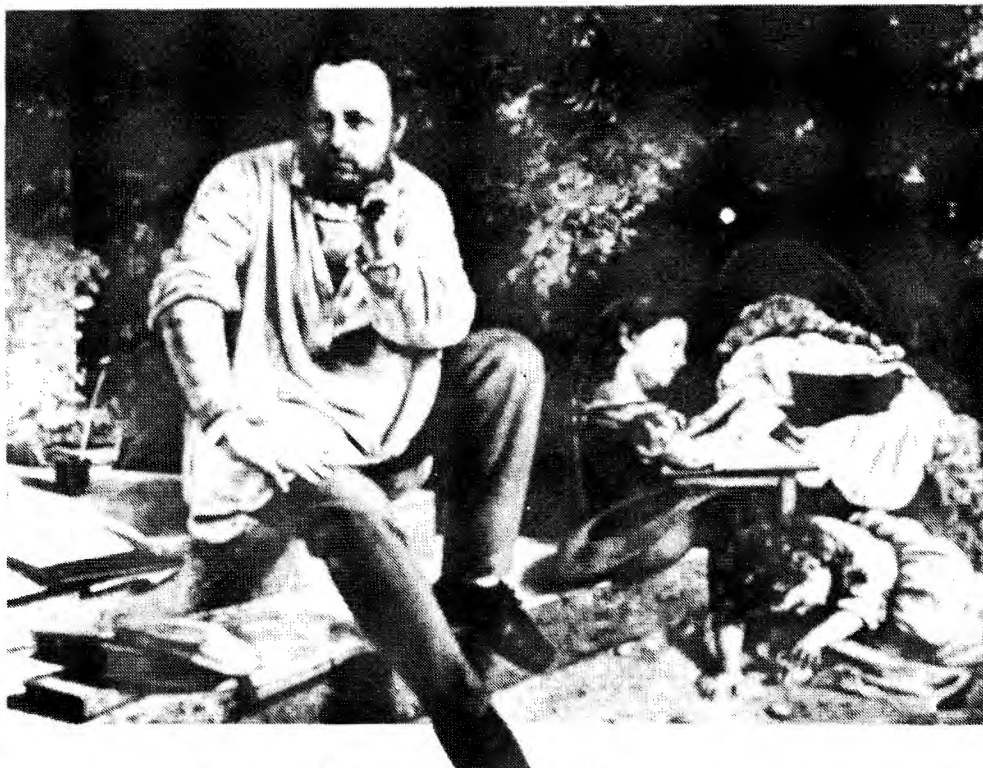
Le Liban début 1982



Le Liban en juin 1982

(Carte tirée de l'ATLAS STRATEGIQUE des rapports de force dans le monde - Fayard)

Misère d'un oubli



Suite à l'article sur Proudhon paru dans « IRL » n° 52, voici résumé l'exposé fait par Hervé Trinquier, membre du groupe de la Fédération anarchiste Fresnes-Anthony, au centre de documentation Max-Nettlau, le 9 mars 1984 à Paris.

Avant de présenter la pensée de Proudhon, il faut préciser trois points. D'abord, Proudhon a écrit des dizaines de livres qui vont de 400 pages à 2000 pages, il a envoyé des milliers de lettres qui sont loin d'être toutes publiées, mais qui constituent déjà 14 volumes. Il est donc difficile de connaître entièrement sa pensée. Ensuite, il ne faut pas croire que Proudhon a tout dit sur tout, car c'est faux. Mais il est aussi faux de prétendre que les penseurs du XIX^e siècle n'ont plus rien à nous apprendre. Proudhon écrivait pour son époque et avait une sainte horreur des disciples. Enfin, pourquoi Proudhon est-il important pour moi ? Parce que, à mon avis, il est le créateur de l'anarchisme moderne pris dans un sens global : il dénonce l'utopie qui consiste à figer par écrit une vision de la société, alors que celle-ci est par définition en mouvement. Mais dans le même temps, il présente des thèses novatrices concernant tous les aspects de la société. Afin de mieux faire ressortir les idées de Proudhon, je ne veux pas séparer l'homme de ses écrits. Ainsi on verra que Proudhon n'est pas en contradiction avec lui-même. Ce qui est constant chez lui, c'est se remettre en question, ne serait-ce que pour ne pas imposer la dictature d'une pensée.

Proudhon est né en 1809, à une époque où les conquêtes de la Révolution française étaient encore dans les esprits, mais aussi au moment des guerres impérialistes de Napoléon. Son père était tonnelier et sa mère cuisinière dans la région de Besançon. Il put faire des études poussées entre 12 et 18 ans, mais le peu d'argent qu'avait sa famille faisait qu'il portait des sabots, et non des chaussures comme ses condisciples, etc. Il allait garder les vaches en dehors des cours, et n'avait pas assez d'argent pour acheter des manuels. Cela le stimulait à acquérir des connaissances par la discussion. L'école qu'il fréquentait l'aida beaucoup : il y avait quatre niveaux, et les cours étaient donnés par les élèves du niveau 4 au niveau 3, puis ceux du 3 au 2, etc., sous la surveillance de répétiteurs. Ainsi, il ne suffisait pas de comprendre, il fallait être capable d'expliquer. Proudhon fut un brillant élève. Il dut interrompre ses études, parce que son père en installant une brasserie venait de faire faillite principalement à cause de ses principes moraux, qui lui interdisaient d'admettre la présence de prostituées et de vendre de la bière au-dessus du prix coûtant (...). Puis Proudhon devint ouvrier-imprimeur à Besançon. En composant une bible, comme il avait appris à l'école le latin oralement, il compara les textes français et latin et décida d'apprendre l'hébreu.

En 1837, il publia un livre sur le rapport entre les langues, dont le point de départ était la croyance en une langue unique. Il reconnut par la suite son erreur et oublia l'ouvrage qui fut cependant réédité en 1848 par une maison parisienne pour faire de l'argent avec le nom de Proudhon.

(...) Proudhon décide alors de poursuivre des études et sollicite une bourse de l'académie de Besançon, en passant son baccalauréat, ce qui était une des conditions requises. Il se présente comme un ouvrier, qui reste dans la classe ouvrière et écrit pour elle. Proudhon obtient une bourse pour quelques années et doit publier des écrits pour justifier ses études. En 1839, il obtient une mention honorable sur le sujet présenté par les académiciens : « De l'utilité de la célébration du dimanche », où, sous le ton modéré, on décèle des passages très durs. En 1840, Proudhon publie « Qu'est-ce que la propriété ? » qui est une mine d'or quant aux idées. Proudhon distingue la possession de la propriété ; plus tard il se corrigera à juste titre, et utilisera la propriété et la propriété usurière. La propriété, c'est la liberté, la garantie de ne pas être exploité par la collectivité. A l'opposé, la propriété usurière, qui permet de louer des terres, des immeubles, donc d'exploiter des gens, cette propriété, « c'est le vol ». Proudhon fait aussi la distinction entre la société des simples individus et les êtres collectifs, avec son exemple du transport de l'obélisque de Louqsor par 100 grenadiers. Du point de vue du salaire : payer 100 hommes un jour pour ce travail ou 100 journées d'un seul homme revient au même pour un capitaliste. Mais le capitaliste ne paie jamais la force collective, et ne reconnaît pas non plus le droit moral des êtres collectifs sur ce qu'ils ont créé. Et Proudhon étend la force supplémentaire que donnent les êtres collectifs à la réflexion collective, qui devient plus féconde. Proudhon fait des propositions sociales : la possession de la terre pour les paysans,

mais des travaux en coopération et des organisations coopératives ; il applique le même système à l'industrie ; il veut pour la propriété sociale un double contrôle par les individus et par les collectivités, pour contrebalancer des abus de pouvoir de la part des uns et des autres.

Dès ce livre, Proudhon se déclare anarchiste. L'ouvrage est tiré à 500 exemplaires vendus en une semaine, vu le scandale qu'il provoque, et est réédité. Les académiciens se réunissent pour retirer sa bourse à Proudhon, mais la majorité des deux tiers nécessaire n'est pas réunie. Proudhon doit retirer une dédicace de son ouvrage où il associait les académiciens — vu leur appui matériel — aux conclusions de l'ouvrage.

En 1841, Proudhon publie le deuxième mémoire sur la propriété, qui est un peu moins violent, mais qui contient des attaques personnelles contre des contradicteurs. Des poursuites judiciaires sont engagées. Le frère de Blanqui — qui était un économiste célèbre — déclare que Proudhon a entrepris une œuvre scientifique, et non politique, et les poursuites sont arrêtées, pour cette fois.

En 1842, Proudhon donne son troisième mémoire sur la propriété, dédié à Blanqui, « Avertissement à messieurs les propriétaires ». Rien ne peut empêcher le procès. Proudhon assume sa propre défense et sa plaidoirie. Il présente une théorie économique si compliquée — exprès — que les juges et les jurés se déclarent incompétents et l'acquittent. Pourtant, le ministre de l'Intérieur avait fait pression pour que Proudhon soit condamné.

En 1843, Proudhon fait paraître « La Création de l'Ordre », un de ses livres les plus indigestes (en dehors de cela, Proudhon est facile à lire). Il y expose ce qu'il va appeler ensuite la dialectique sérielle (mais qu'il considère alors comme étant de Hegel). A l'opposé du schéma hégélien et marxiste de la thèse, antithèse et synthèse, où la synthèse est soit inexistante (vie, mort et ? ; fourmi, produit anti-fourmi, et ?), soit la conclusion accompagnée d'un vague argument négatif de circonstance, Proudhon considère que la dialectique consiste à révéler le double aspect positif-négatif des choses, qui ne peut jamais être éliminé. Les contradictions qui apparaissent, loin d'être un danger, sont une source de richesse. Et Proudhon établit des groupes de contradictions en rapport entre elles, d'où sa dialectique sérielle. Le rôle de Proudhon est celui d'un observateur qui reconnaît les conflits et l'absence d'unité. C'est à partir de là que des lecteurs parcourant de façon superficielle ses œuvres ont cru voir des contradictions chez lui. (...)

Quel est le rôle de l'individu ? Pour Proudhon, l'individu est à la fois lui-même et l'être collectif, et il doit aller vers la justice. La société influence les individus aussi bien que ceux-ci la société. Le fédéralisme peut réguler les conflits en les rendant tolérables (mais il ne peut les solutionner, puisque les contradictions ne sont pas supprimables). Proudhon parle de coordination fédérale, qu'il appelle aussi Etat.

En 1846, Proudhon applique sa dialectique sérielle à l'économie dans « Philosophie de la misère » ou « Systèmes des contradictions économiques ». C'est un livre difficile à lire, mais d'une grande richesse. Par exemple, pour Proudhon, Dieu existe parce que les individus sentent une force au-dessus d'eux, mais en analysant Dieu, il en conclut que c'est en fait la société. Et la société n'est jamais parfaite, parce qu'en perpétuelle évolution. Il n'y a donc pas de vénération à avoir pour Dieu... Chaque chapitre du livre aborde les aspects positifs et négatifs de sujets tels que la valeur (thésaurisation et indicateur de l'échange). A ce propos, si Marx limite la valeur dans la société capitaliste à la loi de l'offre et de la demande, Proudhon considère que cette loi est pervertie par la mode, la spéculation qui expliquent la valeur capitaliste. Pour le travail, Proudhon fait une distinction entre la création et l'aide qu'apportent les machines d'une part, les tâches répétitives et la réduction du nombre des travailleurs qu'entraîne l'automation d'autre part. L'étude des impôts le conduit à réfléchir sur la proposition qu'il fera en 1849 de créer une Banque du peuple, avec un crédit gratuit, sans agio...

On sait que Marx a descendu en flammes le livre de Proudhon. Mais pour quelles raisons ? Proudhon était très ouvert au dialogue, et y attachait un grand prix, mais il eut peu de rapports aimables avec Marx. On remarque qu'à une lettre somme toute anodine de Marx lui demandant sa collaboration, Proudhon répond de façon très dure, prétextant de sa paresse en écriture pour refuser tout travail en commun (les milliers de lettres qu'il a écrites prouvent bien le contraire). Il semble que Proudhon ait jugé Marx et son caractère à travers sa manœuvre visant à faire expulser Grun, ami allemand exilé à Paris et propagateur des idées proudhonniennes auprès des autres émigrés allemands. Ce fait et le livre de Marx « Misère de la philosophie » provoquèrent chez Proudhon une crise de haine (une sorte de défoulement psychanalytique avant la lettre) visible non dans ses œuvres, mais dans ses carnets intimes, conservés et édités après sa mort. Marx, quant à lui, avait exprimé son admiration pour Proudhon dans « La Sainte Famille », qui ne fut publié que bien après sa mort. Mais par ailleurs, à deux reprises, il exprima un certain respect pour Proudhon : en 1848, lorsque Proudhon fut élu député, et pour sa critique de Jean-Jacques Rousseau dans « L'idée générale de la

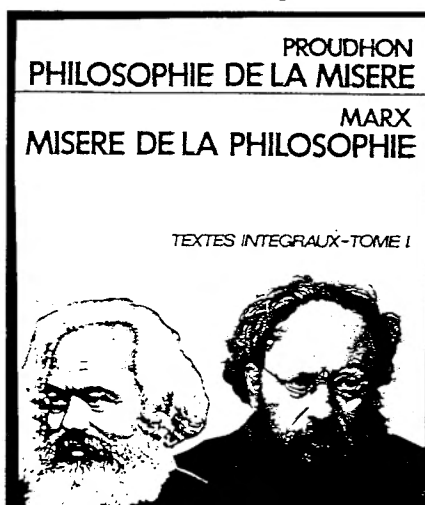
Révolution » (1851, réédition groupe Fresnes-Antony).

Lorsqu'on analyse le livre de Marx « Misère de la philosophie », on est frappé par son caractère uniquement polémique. Les citations tronquées de Proudhon, à plusieurs dizaines de pages de distance, y sont courantes, comme l'a montré Maximilien Rubel. Le groupe Fresnes-Antony a édité en trois volumes l'ouvrage de Proudhon et celui de Marx, avec des notes se rapportant aux citations faussées. Aucun éditeur n'avait fait cela auparavant, sauf UGE (collection 10/18), avec un livre prétendument intégral !

Dans « Philosophie de la misère », Proudhon affirme que l'ouvrier pense malgré son oppression : il a une capacité de réflexion sur la politique et la société. On trouve également dans ce livre les premières idées sur le mutualisme, le crédit gratuit, et le travail non aliénant et enrichissant, par opposition au travail des prolétaires.

En 1847, Proudhon sent arriver la révolution et il sait qu'elle est perdue d'avance (il l'écrit dans une lettre). En 1848, il participe aux barricades, tout en disant : attention, on va se faire massacrer. Le 23 juin 1848, il est élu député. De bonne foi, il participe aux travaux parlementaires ; il apprendra plus tard qu'au même moment des ouvriers ont été tués. Ce sera pour lui un drame qu'il explique dans les « Confessions d'un révolutionnaire ». Le travail parlementaire de Proudhon consiste à présenter un texte de loi pour l'abolition de la rente sur la terre, le crédit gratuit, la réduction des loyers, etc., et la libération des prisonniers politiques. A l'époque, on pouvait parler à la Chambre pendant des heures, et même des journées, sans être interrompu, tant qu'on n'avait pas terminé la lecture d'un texte. Proudhon étant très mauvais orateur, il y eut du chahut sur les bancs de l'Assemblée quand il s'y exprima. Il s'enerva et déclara : « Nous nous passerons de vous ! » « Qui, « nous » ? » lui demanda-t-on. « Nous, les ouvriers », répondit-il. Cet incident joint à son projet de loi lui valurent un blâme, voté par 681 voix contre 2 (la sienne et celle d'un autre député ouvrier). Il faut dire que Proudhon avait été plus ou moins forcé de se présenter aux élections : des ouvriers en armes étaient venus chez lui, à Paris, exiger qu'il leur donne des solutions concrètes. Un de ces ouvriers fut élu député avec Proudhon et vota contre le blâme.

Rendu à la vie civile, Proudhon se met à publier un quotidien, « Le Représentant du peuple », où il insulte le gouvernement : paru en août 1848, le journal est interdit en octobre, et Proudhon condamné à trois ans de prison et 10000 F d'amende. Enfermé à Sainte-Pélagie (avec Courbet et Blanqui), où il est bien traité et où il reçoit des visiteurs et peut sortir le week-end, Proudhon édite un autre quotidien, qui connaît le même sort que le précédent. Cette fois, le gouvernement l'envoie dans une prison plus sévère, puis dans une troisième. Proudhon, tout en écrivant un ouvrage sur le principe de l'art (où il exprime des idées, proches du réalisme soviétique actuel), lance un mensuel en 1850, à nouveau interdit. Il rédige alors « L'idée générale de la Révolution » et « Confession d'un révolutionnaire ».



12-13 MAI 1984

COLLOQUE AUTOUR DU POUVOIR

En 1851, à peine sorti de prison, Proudhon écrit contre Louis-Napoléon « La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat », livre dans lequel il dénonce le cynisme et le machiavélisme du futur Napoléon III. Evidemment, il ne trouve pas de travail et vit dans la misère, en publiant sous un pseudonyme des écrits alimentaires, comme le « Manuel du spéculateur en Bourse ».

Attaqué dans une courte brochure calomnieuse, il répond par son ouvrage principal, « De la justice » (2000 pages), où il expose sa pensée économique. Il n'est, toutefois, pas encore fédéraliste, car admirateur de la Révolution française, il considère que le fédéralisme est synonyme d'idée de droite, de chouannerie... Publié le 22 avril, « De la justice » est saisi le 28. Condamné à trois ans de prison, Proudhon préfère partir en Belgique, où sa famille le rejoint. Là, il écrit, en 1859, « La Guerre et la Paix » : les 4/5 de ce texte sont une apologie de la guerre, considérée comme une source de progrès, mais la fin du livre expose — selon la dialectique proudhonienne — les aspects négatifs de la guerre. Cependant, les amis de Proudhon, qui n'admettent pas cette façon de raisonner crient au scandale.

En août 1860, Proudhon refuse une amnistie qui ne concerne que lui, à l'exclusion des autres bannis. En 1862, c'est l'unification italienne sur une base linguistique. Proudhon écrit sur ce sujet en dénonçant l'oppression du sud de l'Italie par le nord, et en proposant le fédéralisme. Il conclut en critiquant le critère d'unité linguistique, car, dit-il, si on l'appliquait au français, la France devrait annexer la Belgique. Son propos est exagéré et déformé par la presse belge, il y a manifestation à Bruxelles devant le domicile de Proudhon, qui rentre rapidement en France.

C'est en 1863 qu'il écrit « Du principe fédératif ». Il y développe l'idée de contrats conclus entre collectifs, d'égal à égal, contrats qui préservent la liberté de chacun, en permettant la sécession. Pour Proudhon, l'organisation se fait non seulement de bas en haut, mais de haut en bas (dialectique sérielle), alors que pour Bakounine et Kropotkine, le mouvement va de bas en haut (chez eux le droit à la sécession est également prévu). Pour Proudhon, les conflits sont insolubles, et il faudrait les résoudre en faisant des entorses au système fédératif.

En 1864, un an avant sa mort, Proudhon est contacté par des ouvriers qui veulent se présenter aux élections. Malade, il dicte un ouvrage à sa fille, « De la capacité politique des classes ouvrières » (récemment édité par le groupe Fresnes-Antony), où il développe aussi l'idée de l'organisation nécessaire des ouvriers...

Après ce passionnant exposé, de nombreuses questions sont posées à Hervé Trinquier, tant sur l'appartenance de Proudhon à la franc-maçonnerie que sur la critique de son œuvre par Bakounine ou l'actualité de sa pensée...

Et c'est seulement l'heure tardive qui pousse les intervenants à clore la discussion sur l'ami Proudhon et son œuvre.

Résumé de Martin

Centre social et culturel "La condition des soies" 7, rue Saint-Polycarpe 69001 Lyon Tél. (7) 839 70 48

SAMEDI 12

10 H

Jean-Pierre POLY : Révision. La « société contre l'état et le Communisme primitif ».
Nello ZAGNOLI : Paradoxe. La « mafia calabraise » entre la hiérarchie et l'honneur.

Daniel COLSDON : Anarcho-syndicalisme et Pouvoir. L'effacement de l'Anarcho-syndicalisme et la prise de pouvoir du parti communiste en France.

12 H 30

Amedeo BERTELO : Pouvoir, Autorité, Domination.

Luciano LANZA : La domination et l'économie.

Eduardo COLOMBO : Le Pouvoir et sa reproduction.

Claude ORSONI.

Questions sur le pouvoir et la révolution. 19 H

20 H 30

Alain THEVENET : La morale et le Pouvoir.

Paul FUSTIER : Non-pouvoir et phénomènes psychologiques.

Jacques Le Sage de la Haye.

Pouvoir idéologique et pouvoir réel.

DIMANCHE 13

10 H 30

Marianne ENCKELL : Ni Dieu, Ni Maître.

Nicolas TRIFON : Dynamique sociétaire et Pouvoir (d'Etat) communiste à l'Est.

C.L.E.F. : Le Pouvoir, concept et dynamique en termes féministes. Recherche en cours sur le mouvement des femmes à Lyon.

Le pouvoir locale existe-t-il ?

Ronald CREAGH : La rose et le puceau.

(Débat) : Les socialistes au Pouvoir et perspectives libertaires.

18 H

SOIR

APRES-MIDI

MATIN

I.R.L./ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE
13, rue Pierre Blanc 69001 Lyon

A déjà publié :
Interrogations sur l'Autogestion
L'Imaginaire Subversif
Sociobiologie ou Ecologie Sociale
Femmes, Pouvoir, Politique, Bureaucratie

Le Pouvoir et sa Négation (à paraître, mai 84)

Vous pouvez encore vous inscrire en écrivant à I.R.L./A.C.L. 13 rue P. Blanc 69001 Lyon (tél. 839 57 79 heures de repas). Par ailleurs le livre Le Pouvoir et sa Négation est sous presse. Vous pouvez déjà le commander (33 F) en écrivant toujours à la même adresse, chèques à l'ordre de I.R.L. CCP 4 150 95 N Lyon.

I.R.L./ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE

LA POLITIQUE MILITAIRE DE REAGAN...

(suite de la page 11)

industrie. (...) L'Etat, en étroite symbiose avec les monopoles dont les dirigeants réalisent de plus en plus fréquemment l'union personnelle avec ceux qui exercent les fonctions clés de l'appareil étatique, garantit le profit des monopoles non seulement par une politique de subsides ou d'assurances contre les pertes, mais encore et surtout en leur assurant des débouchés stables et permanents : les commandes publiques, qui sont, dans leur grande majorité, des commandes pour la défense nationale.»

La question qui se pose est : l'économie fondée sur les dépenses d'armement peut-elle garantir le plein-emploi et aboutir à un capitalisme sans crise ? La tendance permanente de ces économies d'armement est à l'inflation par l'augmentation temporaire du pouvoir d'achat en circulation sans créer de marchandises supplémentaires en contre-valeur. Les revenus nouveaux créés et les bénéfices des sociétés réapparaissent sur le marché sous forme de demande de biens de consommation et de production sans que la production de ces biens ait été augmentée.

Les commandes d'Etat stimulent la production et l'expansion dans les

secteurs directement militarisés, dans le secteur des matières premières et peut même aboutir temporairement à l'accroissement de la demande dans le secteur des biens de consommation ainsi qu'au maintien du plein emploi. Mais dès que le plein emploi des biens de production est atteint, toute nouvelle expansion des dépenses militaires ne peut s'opérer que par des transferts de ressources d'autres secteurs vers les secteurs militarisés (par des ordonnances ou par la hausse des prix).

Mais le problème principal des économies militarisées est que les marchés de remplacement constitués par la fabrication d'armes ont tendance à être utilisés...

L'originalité du système Reagan actuel est qu'il s'écarte du schéma habituel tracé par les théoriciens marxistes du militarisme. En effet, l'ancien cow-boy de westerns a réussi à mettre en place un réarmement intensif de l'économie américaine en diminuant les impôts, en diminuant l'inflation, sans créer d'emplois nouveaux. Par ailleurs, ce n'est pas tant l'industrie lourde qui est la bénéficiaire de cette militarisation que les industries à technologie de pointe.

Une petite incursion du côté des mécanismes économiques de l'impérialisme américain nous permettra de voir que le réarmement américain est payé en réalité par les travailleurs américains d'une part, et par les pays du tiers

monde et l'Europe occidentale de l'autre.

Raoul Boullard

La maîtrise des « 3 C » est un élément essentiel de la future guerre nucléaire : il s'agit des systèmes de commandement, de contrôle et de communication. Dans le programme nucléaire de Reagan, les « 3 C » constituent une priorité absolue, car de leur bon fonctionnement dépend la capacité des Etats-Unis à mener la guerre. Les explosions nucléaires risquent en effet de détruire les systèmes de communication ou de les perturber fortement par les phénomènes électromagnétiques qu'elles libèrent, isolant les forces de combat de leur commandement. Il faut rester en liaison avec les forces de frappe dispersées dans le monde, d'où le développement d'un système de communication par satellite de très haute fréquence. Il faut également établir un système de communication de très basse fréquence pour les sous-marins. Enfin, il faut créer des centres de commandement mobiles en cas de guerre nucléaire.

D'autre part, signalons que dans la conception jusqu'alors établie sur la guerre nucléaire on se gardait une possibilité de tenter de maîtriser l'escalade en maintenant des communications avec l'Union soviétique. Or, précisément, la doctrine de Reagan prévoit l'attaque des systèmes de commandement et de contrôles soviétiques, ce pour quoi les Pershing 2 sont conçus...

SOCIALISME ET INDIANITE

(suite de la page 27)

de la société de consommation, le refus du reflet que donne de l'histoire universelle, les sociétés européennes. Le communisme agraire doit être la rupture avec cette image imposée de l'histoire universelle, image imposée par les européens à tous les pays sous-développés et reprise par les marxistes de Engels à Castro. Histoire qui aboutit au schéma classique partant du communisme primitif se transformant en esclavagisme puis en féodalisme et débouchant sur le capitalisme...

Cette rupture s'explique par le fait

qu'en plein XVIème siècle, l'économie incaïque, par exemple, était régie par des règles assimilables au communisme agraire, ceci soutient la thèse selon laquelle dans l'ancien empire inca, il n'y a pas eu d'étape esclavagiste comme il y en eut en Grèce et à Rome. Cela prouve que, pendant qu'en Europe le féodalisme se trouvait à son apogée, en Amérique les relations de production étaient complètement différentes.

Postérieurement, la « Conquista » ne parvint pas complètement à incorporer le continent américain à l'Europe. C'est ainsi que se créa l'image d'un continent où coexistent le capitalisme avancé de l'entreprise textile ou minière parallèlement à la soumission existant dans cer-

taines « haciendas » (2) monopolistes confrontées elles-mêmes avec le collectivisme agraire des communautés limitrophes. Un continent existe, diversifié, hétérogène, résultat d'une évolution historique éloignée du modèle classique. Spécificité d'un passé et d'un présent, à partir de l'histoire indigène et andine, un continent qui doit encore rechercher une manière originale de penser la théorie de sa libération...

Ezequiel PINOS BARRIERAS

(1) Ayllus: structures de pouvoir local horizontales.

(2) grosses concentrations agricoles au main d'un seul propriétaire.

MAGAZINE LIBERTAIRE

Nous avons reçu le numéro 1 du MAGAZINE LIBERTAIRE qui est la revue culturelle de la FA. On peut se procurer cet intéressant magazine en écrivant à : MAGAZINE LIBERTAIRE, 145 rue Amélot 75011 Paris.

OTAGES: POUR L'EXPRESSION DES DETENU(E)S

Le numéro 1 d'OTAGES devrait sortir prochainement avec au sommaire :

- 74-84 : 10 années de lutte et de résistance
 - des témoignages sur l'isolement
 - un dossier sur la psychiatrie pénitentiaire
 - encore et toujours sur la justice 2 poids 2 mesures
 - présentation de collectifs, le livres, radios...
- Pour recevoir un numéro, envoyer 8,10 F en timbres postaux à OTAGES, c/o CLES, 23 bis rue de Fontenoy 59000 Lille.

DES OBJECTIONS EN MONDE RURAL

« Dix ans d'Objections en monde rural » est le titre du livre que viennent de sortir les camarades d'OMR. 228 pages abondamment illustrées, pour le prix de 70 francs l'exemplaire (plus 10 F de port), ce livre est disponible en écrivant à Jean-Marc Rouillet, 16 rue Gabriel Cordier 69650 St Germain au Mont d'Or.

LE NOUVEAU GUIDE DE L'OBJECTEUR

Le NOUVEAU GUIDE DE L'OBJECTEUR est enfin paru entièrement remis à jour. Au sommaire :

- pratique: le service national, ta demande, réponse du ministère, la loi et le décret visant les objecteurs.
 - pour une insoumission au service civil.
 - contre la conscription et la militarisation
 - objection collective et adresse.
- Les commandes sont à adresser à : **Objection collective, c/o CEP BP 5006 St Jean 69245 Lyon Cédex 5** (prix 10 f plus 6,30 de port)



CAFE NOIR. C'EST REPARTII

CAFE NOIR, expresso du Groupe Anarchiste de Lyon sort de nouveau. La perçution en sera manuelle et il est possible de se le procurer en écrivant à : CAFE NOIR, c/o AGLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.



Photo Cathrine

Croix-Rousse

Inauguration mouvementée du monument des Canuts *avec jet de farine sur les officiels !*



Pendant quinze jours, à la Croix-Rousse s'est commémorée la Révolte des Canuts de 1834. Deux temps forts ont marqué cette commémoration : une visite guidée des lieux où se sont déroulés les sanglants combats entre les canuts et l'armée, puis une inauguration, en présence du maire de Lyon, de la statue dédiée aux ouvriers tisseurs. Notre intervention s'est faite lors de ces deux occasions (1).

Samedi 14 avril

Lors de la visite guidée, nous nous présentons avec la banderole, tracts et sono, dans le but de bien resituer le combat des canuts.

La manifestation est telle que les gens, venus pour suivre les commentateurs, se dirigent vers nous, croyant avoir à faire aux organisateurs; le malentendu est bien vite dissipé lorsqu'on déploie la banderole, les drapeaux noirs et qu'on distribue nos tracts.

A chaque étape du calvaire des canuts, l'orateur s'arrête pour faire le rappel des événements. De notre côté, nous lisons notre tract, créant des attroupements à chaque arrêt. Devant la mairie du 4ème arrondissement, Caillet (maire d'arrondissement), qui devait accueillir les marcheurs, s'éclipse rapidement en nous voyant arriver avec nos drapeaux : difficile pour lui, sans doute, de justifier sa présence ici, lui qui est en quelque sorte un des héritiers moraux de ceux qui assassinèrent les canuts il y a 150 ans.

Samedi 21 avril

Ce jour-là, les élus de droite (Collomb, Noir, Beraudier, Caillet) doivent inaugurer la statue dédiée aux canuts.

Avec banderole, tracts et drapeaux, nous nous approchons de la statue. Aussitôt, le commissaire Porche fait placer un cordon de policiers entre nous et la « gente inaugurale », nous demandant nos intentions. Et nous de rappeler les événements passés. Et eux de ne pas se rendre compte du ridicule de la situation. Commence alors l'inauguration, tandis que les flonflons de l'inévitable fanfare commencent à s'estomper. Caillet discourt et nous faisons fuser quolibets et invectives : « Non à la récupération, les notables hors d'ici, etc... ».

Les flics tentent de nous faire taire, mais vu l'événement commémoré, ils ne peuvent sortir tous leurs « arguments répressifs ». Le summum est atteint lorsque Collomb prend la parole. Cette sinistre personne commence par se tromper de discours et ne s'en aperçoit que quelques minutes plus tard, invoquant comme excuse que nous le troubions. Ceci montre bien en quelle estime il tient les canuts. Dans son nouveau discours, il déclare que la : « la répression a été une erreur », une bavure en quelque sorte (serait-il prêt à la recommencer si le besoin s'en faisait de nouveau sentir?) . Il poursuit en disant: « Nul ne peut revendiquer leur héritage » (le ridicule ne tue décidément pas !). Nous continuons de « troubler » la commémoration. Le programme s'écourte. Un moment de flottement, les officiels sont assemblés devant la statue et se congratulent. A ce moment, la barrière humaine répressive se « meuh! » pour nous faire reculer. Résistance passive, empoignade... le chef-flic calme un peu l'ardeur de ses troupes...

C'est le moment choisi pour la surprise: un jet de farine va éclabousser les « personnes aliées », mais sa blancheur ne pourra rien faire contre la noirceur de ce ramassis d'officiels.

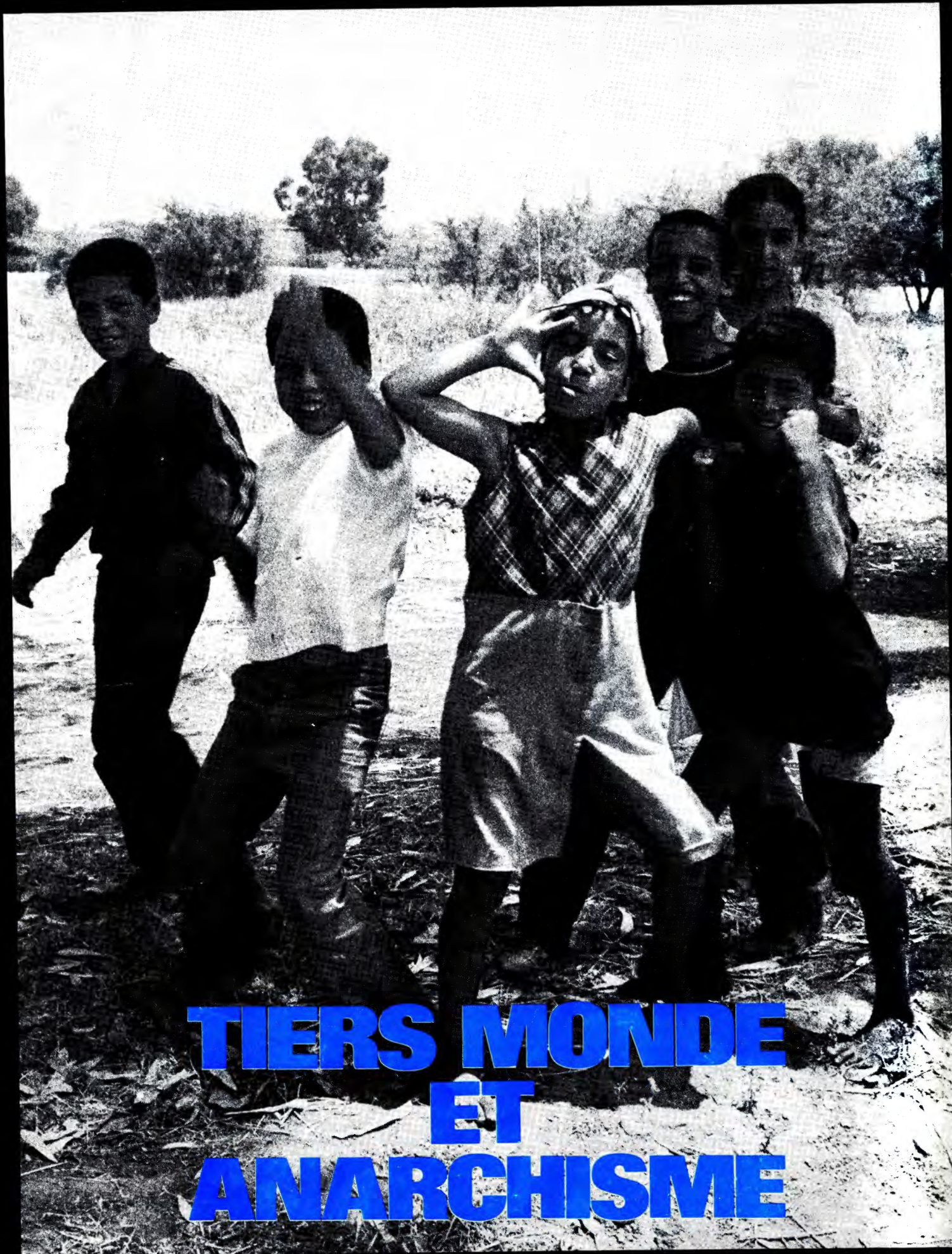
Nos deux interventions ont juste voulu remettre les pendules à l'heure et en aucun cas nous glorifier du sang versé par les canuts au nom d'une société égalitaire et l'abolition de la propriété.

(1) Le Groupe anarchiste lyonnais, le C.U.L., et des habitants du quartier.

Gerard

Ciao, les canuts





TIERS MONDE ET ANARCHISME

Nous avons rassemblé les textes du dossier « Tiers monde et anarchisme » paru dans les quatre précédents numéros d'I.R.L. Ils sont désormais disponibles en brochure que vous pouvez commander en écrivant à I.R.L.-Paris c/o Max Nettleau, 15 rue Gracieuse 75005 ou I.R.L. Lyon 13, rue P.Bianc 69001 Lyon. (prix 10 F plus port).